

VILLE DE TOURNAI

Procès-verbal du Conseil communal du 29 mai 2017

Présents : M. R. DEMOTTE - Président d'assemblée, M. P.-O. DELANNOIS - Echevin délégué à la fonction maïorale,
M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE - Echevins;
Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mmes ~~M.-C. MARGHEM~~, M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, ~~D. SMETTE~~, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET,
M. J. DEVRAY, ~~Mme S. LIETAR~~, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes ~~C. GUISET-LEMOINE~~, B. DEWAELE, H. LELEU, ~~L. BARBAIX~~, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVI, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, S. LECONTE - Conseillers communaux;
M. T. LESPLINGART - Directeur général.

Le conseil communal est réuni sur convocation du collège communal remise à domicile le jeudi 18 mai 2017.

1. Présidence d'assemblée. Démission. Election.
--

Le président d'assemblée démissionnaire, **Rudy DEMOTTE**, ouvre la séance publique du conseil communal à 19 heures 41.

D'emblée, le bourgmestre en titre rappelle qu'en séance du 3 mai 2017, il a annoncé sa démission en qualité de président d'assemblée, anticipant en cela la réforme annoncée par le gouvernement wallon.

Il cède ensuite la parole au directeur général. Ce dernier confirme avoir reçu un courrier confirmant cette démission, ainsi que l'acte de présentation de Monsieur le Conseiller communal Geoffroy HUEZ comme nouveau président d'assemblée.

Cet acte est conforme à l'article L1122-34 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le Code de la démocratie locale et de la décentralisation dispose que le nouveau président d'assemblée soit élu en séance publique du conseil et à haute voix, à la majorité des membres du conseil.

Avant de passer au vote, chaque famille politique souhaite s'exprimer.

Monsieur le Conseiller communal **Jean-Marie VANDENBERGHE** du groupe cdH s'exprime en premier.

Il estime tout d'abord que s'agissant d'une question de personne, ce point aurait dû être abordé en séance secrète. Ce n'est pas le cas dans la mesure où le décret en dispose autrement. Il constate que le parti socialiste a décidé de présenter un candidat. Ce choix n'est pas logique, selon lui. "On aurait trouvé logique de profiter de l'occasion pour céder les pouvoirs au bourgmestre faisant fonction. Les gens n'y comprennent plus rien du tout."

Le cdH annonce, dès lors, qu'il s'abstiendra sur cette proposition. "Mais soyez assurés que quel que soit le président, nous le respecterons !" précise le conseiller communal.

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, intervient ensuite :

"Alors que le peuple belge, dont la population tournaïsiennne, a des attentes énormes sur l'éthique, la bonne gouvernance politique, sur un renouveau des mentalités et des comportements des femmes et des hommes qu'il a élus et qui le dirigent, je suis très critique vis-à-vis de la démarche que vous proposez aux membres de ce conseil !

Regardez bien la situation :

Nous avons un bourgmestre élu, qui est empêché parce qu'il cumule cette fonction avec celle de Ministre –président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, mais qui, jusqu'à aujourd'hui, présidait cette assemblée, conseillé et bien encadré par les membres de son cabinet omniprésent dans la gestion politique de notre ville.

Nous avons un bourgmestre faisant fonction, mais à qui on n'a voulu donner que le titre d'échevin délégué à la fonction maïorale.

Nous avons une première échevine empêchée par ses fonctions ministérielles fédérales.

Et maintenant, Monsieur le Bourgmestre empêché, ex-président de notre conseil, guidé par des jeux d'influence et les relations humaines au sein de votre groupe politique, vous nous proposez comme président pour notre assemblée législative une autre personne. Au nom de quel principe ?

Sans aucun jugement de valeur ni d'a priori sur Geoffroy Huez, ne pouviez-vous pas tout simplement transmettre ce rôle, cette direction, à Paul-Olivier DELANNOIS, comme l'autorise le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ?

J'imagine les arguments que vous allez me fournir :

- que votre choix repose et respecte le principe de la séparation des pouvoirs entre le mandat exécutif du collège et la fonction législative de ce conseil;
- que cela respecte l'engagement que vous avez pris lors de votre entrée en fonction il y a presque 5 ans;
- que la complexité du CDLD n'autorise pas le conseil communal à élire un autre échevin comme président d'assemblée.

Descendez de votre piédestal, je vous prie. Nous sommes ici à l'échelon communal, directement au contact et proches des Tournaïsiens, sur le plancher des vaches cher à

Paul-Olivier !

Que pensent les Tournaïsiens, que souhaitent-ils ?

De la simplicité, de la transparence, du bon sens !

Suivant votre choix, notre futur président du conseil ne fait donc pas partie du collège, ne connaît guère les tenants et aboutissants des très nombreux dossiers qui y passent. Il n'est pas non plus entouré, à votre instar, des collaborateurs du cabinet du bourgmestre qui peuvent le tenir informé H24 de ce qui se passe et se trame dans notre Ville. Il aura donc juste le rôle de faire la police du conseil, de répartir les questions et interpellations vers les échevins.

Ne considérez pas notre réaction comme une agression personnelle, ni une opportunité politique de prise de position d'opposition ! Non, simplement et gravement, comme une sensibilité dictée par une gestion en bon père de famille, une question de sens commun. Ce sens naturel, inné qui semble aller de soi et qui a manqué à bon nombre de politiciens, qui aurait empêché bien des dérives et évité qu'un fossé de plus en plus profond se creuse entre la population et ses hommes élus et engagés dans la gestion de la cité. Ce bon sens qui est le meilleur obstacle à la montée de toute forme d'extrémisme !"

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVI**D, s'exprime à son tour :

"Nous voterons ce point. En effet, la démission est une obligation dans le cadre de la réforme wallonne relative à la gouvernance et à l'éthique de la vie publique. Quant à la nomination de Geoffroy HUEZ, nous pensons qu'il a toutes les qualités pour mener à bien cette nouvelle fonction. Par contre, nous déplorons la façon dont cette nouvelle nomination a été faite et nous avons le sentiment que les procédures démocratiques ont été bafouées. En effet, lors du conseil communal du 3 mai dernier, Monsieur DEMOTTE a annoncé sa démission et, en même temps, il a annoncé le nouveau candidat sans que celui-ci n'ait encore déposé sa candidature puisqu'elle a été faite en date du 18 mai. De plus, la façon dont Monsieur DEMOTTE a présenté les choses était que Monsieur DELANNOIS n'était lui-même pas candidat et qu'on pouvait donc se tourner vers Geoffroy HUEZ. Que se serait-il passé si Monsieur DELANNOIS avait été candidat? Un membre du collège aurait alors présidé le conseil? Cela aurait été à l'encontre des promesses faites lors de l'installation du conseil communal le 3 décembre 2012."

Monsieur le Conseiller communal MR, **Jean-Louis CLAUX**, intervient à son tour :

"Pour nous, c'est une décision qui va dans le bon sens. Comme on l'a rappelé, ces réformes sont bonnes. Elles empêchent le cumul. Donc, c'est une bonne nouvelle en soi. Que vous restiez ou que ce soit Paul-Olivier ou Geoffroy, qui a toutes les compétences pour l'être également, c'est une bonne nouvelle. Je suppose que tout cela a été mûrement réfléchi au sein du groupe PS. C'est une application pure et simple des textes légaux et des nouveaux décrets."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Geoffroy HUEZ**, prend ensuite la parole :

"Cette disposition a été adoptée selon moi au niveau du code wallon, pour quelles raisons ? Dans un but démocratique, pour éviter des situations qu'on a connues dans le passé, où le bourgmestre faisait les questions et les réponses. On a permis que ce soit un conseiller communal qui siège. Derrière cela, il y a un acte de notre président actuel qui s'écarte de sa fonction, anticipant ainsi la modification du décret. Le parti socialiste soutient cet acte qui va dans le bon sens au regard de l'évolution de la gestion de notre démocratie."

Le président d'assemblée **Rudy DEMOTTE** invite ensuite chaque conseiller à voter à haute voix, à l'appel de son nom. Il rappelle que le vote ayant lieu à haute voix, il n'y a pas lieu de constituer un bureau ni de désigner des témoins.

Il précise, en outre, que le Code de la démocratie locale et de la décentralisation dispose au surplus que le conseil communal apprécie souverainement, par son vote, les motifs qui le fondent. Il n'y a donc pas lieu de motiver cet acte de manière formelle.

Par 28 voix pour et 6 abstentions, Monsieur le Conseiller communal Geoffroy HUEZ est élu en qualité de président d'assemblée en remplacement de Monsieur Rudy DEMOTTE, démissionnaire.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le décret du 26 avril 2012 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, plus particulièrement, les articles L1122-7, L1122-15 et L1122-34;

Considérant que suivant l'article L1122-15 du CDLD, le conseil est présidé par le bourgmestre ou celui qui le remplace, sauf lorsqu'un président d'assemblée est désigné en vertu de l'article L1122-34 § 3;

Considérant que l'article L1122-34 § 3 et 4 prévoit que :

- le conseil communal peut élire un président d'assemblée (autre que les membres du collège communal en fonction) parmi les conseillers communaux, de nationalité belge, [...] composant les groupes politiques démocratiques représentés au sein du conseil communal.
- la candidature du président d'assemblée est proposée au vote du conseil sur base d'un acte de présentation signé par :

1° le candidat;

2° la moitié au moins des conseillers de chaque groupe politique participant au pacte de majorité;

3° la moitié au moins des conseillers du groupe politique auquel appartient le candidat.

Chaque personne ne peut signer qu'un seul acte de présentation.

- le débat et le vote sur l'élection du président d'assemblée sont inscrits à l'ordre du jour du conseil communal qui suit le dépôt de l'acte de présentation entre les mains du directeur général, pour autant que se soit écoulé au minimum un délai de sept jours francs à la suite de ce dépôt. L'élection a lieu à haute voix et en séance publique;

Considérant qu'en séance du 3 décembre 2012, le conseil communal a désigné Monsieur Rudy DEMOTTE en qualité de président d'assemblée;

Considérant qu'en séance du 3 mai 2017, Monsieur le président d'assemblée, Rudy DEMOTTE, a présenté à Monsieur le Directeur général, Thierry LESPLINGART, sa démission en tant que président du conseil communal;

Considérant qu'en date du 18 mai 2017, Monsieur le Conseiller communal, Geoffroy HUEZ, a été proposé afin d'assurer la fonction de président d'assemblée du conseil communal;

Vu l'acte de présentation signé par les membres du groupe de majorité et présenté comme suit:

"GROUPE PS :

DEMOTTE Rudy

DELANNOIS Paul-Olivier

DEDONDER Ludivine

ROBERT Philippe

LECLERCQ Rita

BRAECKELAERE Vincent

BOUZIANE Tarik

LIENARD Laetitia

HUEZ Geoffroy

LECLERCQ Guy

DEPESSEMIER Jean-Michel

BARBAIX Laurence

SMETTE Didier

GROUPE MR :

BOITE Armand

DELVIGNE Robert

CLAUX Jean-Louis

DEWAELE Bernadette

LAVALLEE Briec

LELEU Hélène

MARGHEM Marie Christine

VIEREN Jean-Louis

VANDECAVEYE Emmanuel ";

Considérant que cet acte a été introduit conformément aux dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, plus particulièrement, son article L1122-34;

Considérant, dès lors, que cette candidature est recevable;

Considérant que l'élection du président d'assemblée a lieu à haute voix et en séance publique;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

par un vote à voix haute à l'appel nominatif de leur nom :

HUEZ Geoffroy: pour

DEPESSEMIER Jean-Michel: pour

MICHEZ Claude : pour

LECLERCQ Guy: pour

DEVROY Jacques: pour

COUSAERT Louis: pour

MELLOUK Amine: pour

MAT Benoît: abstention

LECONTE Simon: abstention

DECALUWE Xavier: abstention

CLEMENT-COUPLET Hélène: abstention

WILLOCQ Monique: abstention

VANDENBERGHE Jean-Marie: abstention

DENONNE Guillaume: pour

LADAVID Coralie: pour

LEFEBVRE Marie-Christine: pour

VANDECAVEYE Emmanuel : pour

LAVALLEE Briec: pour

VIEREN Jean-Louis: pour

CLAUX Jean-Louis: pour

DEWAELE Bernadette: pour

LELEU Hélène: pour

CLAEYSSENS Dorothée: pour

CASTERMAN Louis-Donat: pour

BOITE Armand: pour
DELANNOIS Paul-Olivier: pour
DEMOTTE Rudy: pour
DEDONDER Ludivine: pour
ROBERT Philippe: pour
LIENARD Laetitia: pour
LECLERCQ Rita: pour
BRAECKELAERE Vincent: pour
DELVIGNE Robert: pour
BOUZIANE Tarik: pour

Par 28 voix pour et 6 abstentions;

DESIGNE

conformément à l'article L1122-34 § 3 et 4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, Monsieur **Geoffroy HUEZ** pour assurer la fonction de président d'assemblée du conseil communal jusque la fin de la législature 2012-2018.

A l'issue du vote, le président d'assemblée **Rudy DEMOTTE** intervient comme suit :

"Notre histoire récente nous apprend que la distance entre le politique et ses mandants, les citoyens, se creuse. Le phénomène n'est pas neuf. Il est même régulier, répétitif. Il est cependant préoccupant. A chaque décrochage, ce sont des remises en question sérieuses et pas cosmétiques de nos modes de délégation du pouvoir, de partages de la décision qui sont posées.

La France, comme nous, comme tant de pays dans le monde, je ne citerai que la Corée du Sud ou le Brésil, ou les Etats-Unis, ont vécu au rythme des secousses et remises en cause.

Les affaires Fillon, Cahuzac, Le Pen, Publifin et Kazakhgate chez nous ont ébranlé la confiance.

La question de la gouvernance repose sur divers aspects : conflits d'intérêt, confusions de mécanismes de décision, transparence, incapacité des élites de se remettre en cause. J'ajouterai rôle des médias, médias sociaux et apprentissage à l'usage critique de ces derniers dans le questionnement démocratique.

Dans ce contexte, je rappelle que je me suis présenté aux communales dans la clarté la plus totale : j'avais annoncé que j'irais jusqu'au bout de mon mandat ministériel. Tournai voulait un relais pour faire bouger des dossiers au plus haut niveau, j'ai donc tenu parole. De même, j'ai cédé le relais – alors qu'il m'est donné de pouvoir choisir qui me supplée - à

Paul-Olivier DELANNOIS, preuve du lien sincère que j'ai avec lui et de la confiance démocratique que la population lui avait accordée en vue de me suppléer.

Je n'ai jamais usé du cumul de mandat pour des raisons financières puisque je ne suis, et n'ai jamais été payé – ici et autrement - ni comme (député ou ministre) bourgmestre et ai même renoncé à 100% de mon indemnité de président d'intercommunale lorsque je le fus.

Le cumul peut être examiné sous l'angle de l'exercice concomitant du pouvoir. Et là, je prends les membres du collège à témoins du soin que j'ai pris à ne jamais imposer mon point de vue ni à forcer une décision.

J'ai, par contre, voulu en toutes circonstances, dans la justice et l'équité pour les autres villes et communes de la Wapi et de l'espace francophone de Belgique, défendre les couleurs de Tournai – en relais fidèle – dans tous les domaines.

Pour témoigner de cet intérêt, j'ai suivi les dossiers avec intensité. Pour bien les défendre, il me faut bien les connaître.

Mais à chacun son rôle, et le collège comme le bourgmestre faisant fonction assument pleinement leurs responsabilités. Ils les assument en tous domaines, de la police à la mobilité, au commerce, à l'infrastructure, aux écoles et à toutes les fonctions de notre municipalité.

Il est ici utile de rappeler qui fait quoi et ce seul rappel, dont on ne diminuera pas la vertu de la pédagogie de répétition, montre aussi les limites de l'exercice. Car le citoyen ne sait plus toujours « qui fait quoi ». C'est aussi la preuve du manque ou de l'insuffisance de temps à expliquer.

J'ai donc devancé les nouvelles règles wallonnes en confiant la présidence du conseil communal à un jeune, brillant et engagé, en qui j'ai toute confiance : Geoffroy HUEZ.

J'ai beaucoup aimé ce rôle, Geoffroy, car c'est un rôle à la mesure de mon investissement : j'ai laissé le pouvoir exécutif à ceux qui rendent compte de leurs actions devant les citoyens, sans abandonner la ville puisque cette présidence était à la mesure du rôle d'aiguillon moral et de défenseur « neutre », le plus objectif possible, de l'intérêt général, au-delà des personnes.

En remettant ce poste entre tes mains, je continuerai à défendre l'intérêt supérieur de la ville là où je suis. Sûr aussi que tu feras les choses bien.

Je continuerai à m'expliquer sur le terrain et en soutien aux dossiers, aux côtés également du collège et de son bourgmestre faisant fonction, mon ami Paul-Olivier.

Car l'enjeu pour la ville n'est pas simple. Cette ville a besoin de relais, partout et partout efficaces. Je l'ai démontré et je le démontrerai encore comme je le ferai sur le plan des modes renouvelés de démocratie ouverte, compréhensive et participative qui élèvent Tournai au-delà de ses frontières, en Eurométropole et en Wapi, pour le bien premier et central de mon engagement : ses habitants, avec un regard particulier pour ceux qui devront remuscler la base démographique de notre Ville : les jeunes.

Merci et bon travail Geoffroy."

Il invite ensuite le nouveau président d'assemblée à s'installer. L'ancien président prend alors la place du conseiller communal désigné comme nouveau président d'assemblée et celle de chef de groupe PS qu'il exerçait également.

Le nouveau président d'assemblée, **Geoffroy HUEZ**, donne d'emblée la parole à Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE** :

"Je remercie l'ancien et le nouveau président pour leur intervention. Ceci étant, il y a quelque chose qui nous frustre un peu dans cette enceinte : on entend souvent les mêmes; ce serait intéressant qu'on entende tous les conseillers communaux et pas seulement les chefs de groupe."

Le nouveau président d'assemblée **Geoffroy HUEZ** remercie les membres du conseil de la confiance qu'ils lui accordent. Il dit vouloir diriger les débats avec la même transparence et la même courtoisie que celle qu'on a pu avoir jusqu'à présent.

A l'issue de ce changement de présidence, la séance publique se poursuit. Après avoir salué son prédécesseur, le nouveau président d'assemblée, Geoffroy HUEZ, poursuit l'examen des points figurant à l'ordre du jour, en commençant par le point 2, "communications". Il précise que le procès-verbal de la séance publique du 3 mai 2017 sera considéré comme adopté en fin de séance, chaque conseiller ayant la possibilité de formuler des observations dans l'intervalle.

2. Communications.

Conformément à l'article L1122-24 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, sur proposition de Monsieur le **Président** d'assemblée, le conseil communal, à l'unanimité des membres présents, déclare ensuite l'urgence d'examiner les points suivants :

1) "Plan communal d'aménagement révisionnel (dit Desobry). Désignation d'un auteur de projet agréé. Approbation."

L'urgence est motivée comme suit :

- la mesure transitoire permettant de poursuivre la procédure de plan communal d'aménagement révisionnel entamée sous le régime du CWATUP, consiste à adopter un avant-projet élaboré par un auteur de projet agréé avant le 1er juin 2017, date d'entrée en vigueur du CODT

2) "Plan communal d'aménagement révisionnel (dit Desobry). Avant-projet. Adoption "

L'urgence est motivée comme suit :

- à défaut, toutes les démarches acquises dans le cadre du susdit plan révisionnel (inscription sur la liste 49 bis du gouvernement, arrêté ministériel d'autorisation de PCAR) seront frappées d'obsolescence. Ce qui constituerait une perte de temps considérable pour ce dossier (plus de deux ans).
- cela impliquerait également de recommencer une nouvelle procédure de révision de plan de secteur, dite d'initiative communale, sous le régime du CODT, dont les modalités ne sont pas encore tout à fait définies par les instances régionales;
- les restructurations annoncées au niveau des services régionaux de la direction de l'aménagement local et régional, consécutives à l'entrée en vigueur du CODT: l'ensemble de ces éléments crée un climat d'incertitude incompatible avec le risque financier encouru par le demandeur en vue de développer son entreprise;
- l'enjeu économique lié au dossier, notamment en termes d'emploi (+/- 300 emplois);
- il y a lieu, par conséquent, de sécuriser l'activité économique, dont objet, en se donnant tous les moyens de poursuivre ce dossier sous le régime du CWATUP.

L'urgence pour les deux points est déclarée par les membres suivants :

Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER,
J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mme M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ,
Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, B. MAT,
Mme H. CLEMENT-COUPLET, MM. J. DEVRAY, B. LAVALLEE, R. DEMOTTE,
E. VANDECAVEYE, Mmes B. DEWAELE, H. LELEU, D. CLAEYSSSENS,
MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID,
MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE,
Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE,
A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. G.HUEZ,
président d'assemblée.

Ces points seront examinés en fin de séance publique.

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, fait, néanmoins, état des difficultés qu'il a pu rencontrer lorsqu'il a voulu consulter ces points sur le système informatique.

La conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, précise, au contraire, qu'elle n'a pas rencontré de difficulté.

Monsieur le **Président** d'assemblée signale, par ailleurs, que deux points complémentaires lui ont été remis conformément à l'article L1122-24 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et à l'article 12 de la section 3 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal :

- point ajouté à l'ordre du jour de la séance par Monsieur le Conseiller communal, Louis COUSAERT. Il s'agit d'un point d'information qui a pour objet le château de Templeuve et le mouvement citoyen "Autour du château de Templeuve" qui a élaboré une plaquette de présentation reprenant les enjeux et les pistes d'action à proposer aux citoyens.
- proposition de motion déposée par le groupe cdH pour la refonte substantielle du projet de restructuration de la protection civile.

Ces points complémentaires seront examinés en fin de séance publique.

Monsieur le **Président** d'assemblée précise enfin que deux questions orales ont été déposées en application de l'article 70 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal :

- 1) "Demande de renseignements sur le Relais social urbain de Tournai", déposée par Madame la Conseillère communale cdH, Monique WILLOCQ. Il y sera répondu en fin de séance publique par Madame la Présidente du CPAS, Rita DESENCLOS-LECLERCQ
- 2) "Stationnement et commerces de la rue de Courtrai à Tournai", déposée par Madame la Conseillère communale ECOLO, Coralie LADAVID. Il y sera répondu en fin de séance publique par Monsieur l'Echevin Armand BOITE et Madame l'Echevine Ludivine DEDONDER.

3. Directeur général adjoint. Prestation de serment.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que le conseil communal a décidé, en séance du 3 mai 2017, de nommer à titre stagiaire Monsieur Paul-Valéry SENELLE au grade de directeur général adjoint, avec effet au 1er juin 2017;

Considérant qu'avant d'entrer en fonction, l'intéressé doit prêter serment en séance publique, entre les mains du président d'assemblée, conformément à l'article L1126-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation : "Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge.";

ACTE

que Monsieur **Paul-Valéry SENELLE**, nommé à titre stagiaire au grade de directeur général adjoint, avec effet au 1er juin 2017, a prêté en séance publique de ce jour le serment suivant : "Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge", entre les mains du président d'assemblée, conformément à l'article L1126-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

La présente délibération sera transmise pour notification à l'autorité supérieure.

4. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue de la Citadelle.
Création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

La conseillère communale cdH, **Monique WILLOCOQ**, souhaite connaître le délai moyen entre les décisions prises par le conseil communal et leur exécution. Elle trouve que ce délai est énorme, plus de 3 mois.

Monsieur l'Echevin MR, **Armand BOITE**, précise que ces décisions sont soumises à la tutelle d'approbation, qu'il y a lieu également de tenir compte du traitement administratif des dossiers et des conditions climatiques.

L'échevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, considère lui aussi que les délais sont trop longs. Il plaide pour une simplification administrative des dossiers. Il dit avoir déjà pris une initiative à ce sujet.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile de la rue de la Citadelle, 128 (site De Bongnie) à Tournai;

Considérant que l'intéressée est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue de la Citadelle à Tournai (site de Bongnie), face au n°128, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie.

Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

5. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Chercq, rue Carlos Gallaix, 213
B. Création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, rue Carlos Gallaix, 207 A à 7521 Chercq;

Considérant que l'intéressée est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant que le stationnement étant interdit face au n° 207 A, l'emplacement sera situé dans la zone de stationnement du côté opposé, face au n° 213 B;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie régionale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue Carlos Gallaix à Chercq, face au n° 213 B, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante «6 m». L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du ministre wallon des travaux publics. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<u>6. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue du Bas-Follet, 40. Création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.</u>

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile de la rue du Bas-Follet, 40 à 7500 Tournai;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;

Considérant l'avis favorable des services de police;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue Bas-Follet à Tournai, face au n° 40, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6 m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<u>7. Service mobilité. Vélos en libre service. Création d'un point «Blue-Bike» à la gare de Tournai. Convention avec la société Blue-Mobility. Approbation.</u>

Madame la Conseillère communale Marie Christine MARGHEM entre en séance.

D'emblée et en marge de l'examen de ce point, Madame la Conseillère communale cdH, **Hélène CLEMENT-COUPLET**, signale que l'office du tourisme dispose de matériel pour réparer les vélos.

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, intervient ensuite :

"Voici les vélos tant attendus ! Ils nous étaient promis depuis le début de la législature. Pourquoi cela a mis tant de temps à arriver ? Et pourquoi se cantonner uniquement à la gare et ne pas en mettre aussi à l'esplanade de l'Europe pour éviter que des voitures ne rentrent en ville ?"

Monsieur l'Echevin MR de la mobilité, **Armand BOITE**, signale que d'autres solutions sont à l'étude.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que Blue-Bike est une offre de vélos en libre service à emprunter au départ des gares de la société nationale des chemins de fer belges (SNCB), qui vient ainsi s'ajouter à l'offre de transport en commun;

Attendu qu'une affiliation permet à l'utilisateur de louer un Blue-Bike 24 heures/24 et 7 jours/7 pour effectuer la dernière partie de son déplacement;

Considérant qu'actuellement, il y a 53 points Blue-Bike en Belgique, à savoir: Aalst, Aalter, Aarschot, Anvers-Berchem, Anvers-central, Asse, Audenarde, Boechout P+R Capenberg, Bruges, Bruxelles-Luxembourg, Bruxelles Midi, Bruxelles-Centrale, Bruxelles-Nord, Courtrai, Deinze, Deinze Leiespiegel, Diest, Eeklo, Gand-Dampoort, Gand-Saint-Pierre, Geel, Genk, Hal, Hasselt, Heist-op-den-Berg, Herentals, Liège, Lier, Lierre parking «De Mol»,

Lierre Veemarkt, Lokeren, Louvain, Malines, Malines-Nekkerspoel, Mol, Mons, Mortsel-Oude-God, Namur, Ninove, Ostende, Renaix, Roulers,

Saint-Nicolas, Saint-Trond, Termonde, Tongeren, Torhout, Turnhout, Vilvoorde, Waregem et Ypres;

Attendu qu'il est proposé de mettre à disposition dans un premier temps, huit vélos au départ de la gare de Tournai sur base d'une convention tiers payant, ce qui correspond à un montant de 4.400,00 €/an hors TVA, soit 5.324,00 TVA comprise;

Attendu que la facturation s'effectuera sur base annuelle et sera à payer au début du lancement et au début de l'année d'exploitation;

Considérant que le tarif de base de location pour 24 heures d'un vélo Blue-Bike sera au 1er mai 2017 de 3,15 €;

Considérant que le système tiers payant permet aux usagers de diminuer de 1,00 € le prix de leur location pour 24 heures;

Attendu que la Wallonie s'est engagée à intervenir également pour un montant de 1,00 € lorsqu'une convention «tiers payant» est conclue avec un pouvoir local;

Considérant que, par conséquent, le tarif de location pour 24 heures d'un vélo Blue-Bike à Tournai sera de 1,15 €;

Considérant que, sur base d'une convention avec la SNCB, l'ASBL La Ressourcerie - Le Carré sise 61 boulevard Eisenhower à Tournai sera responsable de la gestion de ce point Blue-Bike;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 30/05/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

d'approuver les termes du projet de convention «tiers payant» à conclure avec la société Blue-Mobility, relatif à la mise en place d'une station Blue-Bike à Tournai :

«Entre, d’une part, Blue-Mobility NV, dont le siège social est établi à 2060 Antwerpen, Carnotstraat 39, inscrite à la banque-carrefour des entreprises sous le numéro 0832.369.965, représentée valablement par Deborah Anné, Directrice faisant fonction,
Ci-après dénommée “Blue-Mobility”,
et,

d’autre part, la ville de Tournai, représentée valablement par son collège communal en la personne de M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. Thierry LESPLINGART, Directeur général,
Ci-après dénommée “la Ville de Tournai”.

Cette convention vise à encourager de plus en plus de personnes à opter pour une formule train + vélo. L’intervention de la Ville fait aussi qu’il est plus intéressant pour les entreprises et les travailleurs d’opter pour le vélo comme moyen de transport (terminal). Dans le cadre de la promotion de la mobilité durable et de la stimulation pour l’usage du vélo, il est convenu ce qui suit :

Article 1. Frais opérationnels et intervention tiers payant

Pour le site de la gare SNCB de Tournai, Blue-Mobility NV prévoit une borne Blue-Bike, un ratelier et huit vélos Blue-Bike. Ces vélos répondent au moins aux spécifications actuelles du vélo Blue-Bike (annexe n° 1).

La Ville de Tournai prévoit chaque année une intervention dans les coûts opérationnels de Blue-Mobility NV pour l’exploitation du site et pour la gestion de vélos.

Cette intervention est fixée dans le tableau ci-dessous et est constituée d’un montant fixe par vélo/an selon le nombre de vélos par site. Lors du lancement du projet, 8 vélos sont prévus à la location. L’intervention annuelle, sauf indexation et modification du nombre de vélos, se chiffre respectivement à 550,00 €/vélo ou 4.400,00 €/site (hors TVA) par an. La modification du nombre de vélos par site s’effectue toujours en concertation avec toutes les parties concernées. Le “coût total par site” modifié sera facturé au prorata du nombre de jours calendrier de l’année en cours et avec décompte des indemnités déjà payées pour cette année calendrier.

Coût opérationnel par vélo et par sites		
Nombre de vélo par site	Coût par vélo	Coût total par site
4	880,00 €	3.520,00 €
8	550,00 €	4.400,00 €
12	450,00 €	5.400,00 €
16	390,00 €	6.240,00 €
24	375,00 €	9.000,00 €
32	340,00 €	10.880,00 €

Ces montants comprennent une intervention forfaitaire sur le prix du trajet client pour un règlement “tiers-payant” sur ce site correspondant à un 1,00 € par prêt (24 heures, TVA comprise).

Article 2. Prix du trajet et autres frais

Les tarifs et les conditions d'emprunt des clients sont identiques aux termes et conditions générales de Blue-Mobility et sont sujets à changement. Ils sont consultables sur le site www.blue-bike.be. Le tarif plein, sans tiers payant et intervention de la Wallonie, est à la date de la signature de cette convention de 3,15 € par prêt (24 heures, TVA comprise).

Grâce à une convention entre Blue-Mobility et le gouvernement wallon, ce dernier intervient également, lorsqu'une convention "tiers payant" est conclue par un pouvoir local, à concurrence de 1,00 € dans le prix du trajet pour le client. Les réductions se font toujours sur le tarif par trajet du client, celui-ci bénéficiant, dès lors, dans le cadre d'une convention "tiers payant" d'une réduction de 2,00 € par trajet; il paie de ce fait 1,15 € au lieu de 3,15 €.

Les frais d'entretien des vélos sont pris en charge par Blue-Mobility NV. La Ville de Tournai n'intervient pas dans les frais résultant d'un usage inapproprié des vélos (prêt de plus de 24 heures, vol, dommage, usage abusif...). Ceux-ci incombent à l'utilisateur.

Article 3. Facturation

La facturation de la convention "tiers payant" s'effectue sur une base annuelle. Le délai de paiement est de 30 jours suivant réception de la facture.

Article 4. Promotion

La Ville de Tournai s'engage à promouvoir l'offre Blue-Bike en utilisant les moyens de communication dont elle dispose. Et ce, tant lors du lancement que pendant toute la durée de la convention.

Article 5. Durée et résiliation de la convention

La convention est valable pour une période d'un an et est tacitement reconduite chaque année pour une nouvelle période d'un an. Blue-Mobility se réserve le droit d'évaluer l'offre gratuite tous les 6 mois.

La convention peut être résiliée chaque année moyennant le respect d'un délai de préavis de 30 jours avant la date d'échéance.

En cas de modification fondamentale des principes de base de la présente convention, celle-ci sera renégociée par les parties, qui seront libres de la résilier sans aucune forme de dédommagement, moyennant le respect d'un délai de préavis de 30 jours.

La présente convention remplace les conventions précédentes conclues à des dates antérieures.»

Fait à Tournai en exemplaires.

Pour la société Blue-Mobility, Pour la ville de Tournai,

La Directrice faisant fonction, Le Directeur général,
Déborahh Anné

L'Echevin délégué à la fonction maïorale,

Thierry LESPLINGART Paul-Olivier DELANNOIS

<u>8. Services postaux. Adhésion à la centrale de marchés de la province de Hainaut. Convention. Approbation.</u>
--

Le conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, demande si une société de distribution de courrier a bien déposé une plainte, comme il l'a lu dans la presse.

Pour le **président** d'assemblée, c'est fort possible, compte tenu de la libéralisation du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les articles L1222-3 et L1222-4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que la province de Hainaut agit en tant que centrale de marchés au sens de l'article 2, 4° de la loi susvisée;

Considérant que cette centrale intègre, notamment, un marché relatif aux services postaux et à la distribution d'envois nationaux;

Considérant que pour pouvoir accéder à l'ensemble de ces marchés, il convient d'adhérer, par convention, à ladite centrale;

Considérant que le recours à une centrale de marchés permet, en toute légalité et sans obligation, de :

- bénéficier de conditions avantageuses, compte tenu des volumes en jeu
- économiser une procédure de marchés publics;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 30/05/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

MARQUE SON ACCORD :

sur le principe d'adhérer à la centrale de marchés de la province de Hainaut;

APPROUVE :

les termes de la convention d'adhésion à ladite centrale de marchés :

"Entre d'une part :

La Ville de Tournai, rue Saint-Martin 52 à 7500 Tournai, représentée par M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. Thierry LESPLINGART, Directeur général, et d'autre part :

La province de Hainaut, rue Verte 13 à 7000 Mons, représentée par M. Serge HUSTACHE, Président du collège provincial et M. Patrick MELIS, Directeur général provincial;

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

La province de Hainaut conclut régulièrement des marchés de fournitures et de services nécessaires au bon fonctionnement de ses services.

La Ville de Tournai souhaiterait bénéficier des conditions identiques à celles obtenues par la province de Hainaut dans le cadre des marchés de fournitures et services de cette dernière, en particulier en ce qui concerne les conditions de prix.

Le regroupement des commandes aura en outre, pour conséquence, l'obtention de rabais et la simplification des procédures administratives.

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1

Par la présente convention, la province de Hainaut agit en tant que centrale de marchés au sens de l'article 2, 4° de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

La province de Hainaut s'engage donc à faire figurer une clause dans ses conventions et cahiers des charges relatifs aux marchés repris à l'article 2 ci-après, selon laquelle la Ville de Tournai a passé une convention avec cette dernière en application de la loi précitée, pour pouvoir bénéficier des clauses et conditions desdits marchés, et ce, pendant toute la durée de ces marchés.

Article 2

Sont visés par la présente convention les marchés de fournitures et services en cours et à venir, passés sous forme d'une centrale de marchés.

La province de Hainaut informera la Ville de Tournai des marchés qu'elle a conclus et lui communiquera une copie des clauses administratives du cahier spécial des charges et la fiche technique des marchés.

Article 3

La Ville de Tournai s'engage à une totale confidentialité quant aux clauses et conditions de tous marchés passés par la province de Hainaut et, en particulier, en ce qui concerne les conditions de prix et ce, pendant toute la durée de la présente convention.

Article 4

La Ville de Tournai ne passera que par les marchés relatifs à des fournitures et services qu'elle estime utiles à ses services. Aucune quantité minimale ne sera exigée.

Les bons de commande sont adressés directement au fournisseur/prestataire par la Ville de Tournai qui, de ce fait, se substitue à la province de Hainaut quant à ses droits et responsabilités lors de l'exécution de ses commandes.

La Ville de Tournai s'engage à exécuter fidèlement les obligations prévues par les articles 127 et 160 des règles générales d'exécution.

Article 5

Les conventions et cahiers des charges relatifs à ces marchés contiendront une stipulation selon laquelle la Ville de Tournai n'a pas d'obligation de se fournir exclusivement chez le fournisseur/prestataire et qu'elle/il n'est tenu(e) à aucun minimum de commandes.

Article 6

La présente convention est conclue à titre gratuit et pour une durée indéterminée.

Elle est résiliable ad nutum par chacune des parties moyennant un préavis de 3 mois notifié par lettre recommandée.

Fait à Mons, le en deux exemplaires ayant chacun valeur d'original, chacune des deux parties ayant reçu le sien.

Pour la Province de Hainaut,
Serge HUSTACHE
Président du collège provincial
et

Pour la Ville de Tournai,
Paul-Olivier DELANNOIS
Echevin délégué à la fonction maïorale
et

Patrick MELIS
Directeur général provincial

Thierry LESPLINGART
Directeur général".

9. Fête de la musique. Convention avec l'ASBL CULTURE.WAPI. Approbation.

D'emblée, Monsieur l'Echevin **Vincent BRAECKELAERE** signale qu'une correction formelle doit être apportée au projet de convention.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;
Considérant que l'édition 2017 de la fête de la musique se déroulera les 23, 24 et 25 juin 2017;
Considérant que le collège communal, en séance du 17 mars 2017, a marqué son accord sur l'organisation de l'événement;
Considérant que l'ASBL Culture.Wapi, agence culturelle de la Wallonie picarde, coordonne la communication de la fête de la musique;
Considérant que l'ASBL est également le réceptacle des subsides octroyés par le conseil de la musique et qu'elle veille à optimiser la redistribution de ces moyens sur le territoire;
Considérant qu'une somme de 4.000,00€ est attribuée à la Ville;
Considérant qu'une convention est établie avec l'ASBL Culture.Wapi;
Considérant que le service juridique a été sollicité pour l'examen de cette convention et n'a pas émis de remarque sur celle-ci;
Considérant que le collège a pris connaissance des termes de la convention en sa séance du 12 mai 2017;
Vu l'avis Positif avec remarques du Directeur financier du 30/05/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;
Considérant qu'il sera proposé de verser le subside sur le compte n° BE41 0910 0040 5510 de l'administration communale de TOURNAI;
Sur proposition du collège communal,
A l'unanimité,

DECIDE

d'approuver les termes de la convention établie avec l'ASBL CULTURE.WAPI :

"D'une part l'ASBL Culture.Wapi, située rue de la Citadelle, 124/29 à 7500 Tournai et représentée par M. Vianney FAVIER, directeur (a.i.), ci-après dénommée "le preneur"

ET

d'autre part, la ville de Tournai, située rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai, représentée par MM. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et Thierry LESPLINGART, Directeur général, ci-après dénommée "l'exécutant".

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1. Objet de la convention

L'exécutant organise à Tournai plusieurs manifestations à caractère musical qui s'inscrivent dans les principes fondateurs de la fête de la musique et qui sont organisées entre le 21 et le 25 juin 2017.

2. Rappel des principes fondateurs de la fête de la musique

1. La fête de la musique se déroule, chaque année, aux alentours du 21 juin, jour du solstice d'été. L'édition 2017 se déroulera entre le mercredi 21 et le dimanche 25 juin.
2. La fête de la musique est une célébration de la musique vivante destinée à mettre en valeur l'ampleur et la diversité des pratiques musicales, dans tous les genres musicaux.
3. La fête de la musique est un appel à la participation spontanée et gratuite qui s'adresse aussi bien aux individus, aux ensembles pratiquant le chant ou un instrument de musique qu'aux institutions musicales, afin de permettre aux amateurs et aux musiciens professionnels de s'exprimer.
4. L'accès aux concerts doit être gratuit pour le public.
5. La fête de la musique est essentiellement une manifestation de plein air qui se déroule dans les rues, sur les places, dans les jardins publics, dans les cours... Des lieux fermés peuvent également s'y associer s'ils pratiquent la règle de l'accès gratuit au public. La fête de la musique est l'occasion d'investir ou d'ouvrir exceptionnellement au public des lieux qui ne sont pas traditionnellement des lieux de concerts : musées, hôpitaux, édifices publics, homes, écoles,...
6. La fête de la musique, ce sont quelques journées exceptionnelles pour toutes les musiques et tous les publics. Les organisateurs s'engagent à promouvoir, dans ce cadre, la pratique musicale et la musique vivante sans esprit ni but lucratif.

3. Rôle de Culture.Wapi

1. Culture.Wapi, en tant qu'agence culturelle de la Wallonie picarde, coordonne la communication de la fête de la musique à son échelle et met tout en œuvre pour agir de manière coordonnée au profit des différentes activités et artistes programmés.
2. Culture.Wapi est le réceptacle des subsides octroyés par le conseil de la musique et veille à optimiser la redistribution de ces moyens sur le territoire.
3. Culture.Wapi consolide la communication territoriale "Wallonie picarde", qui reprend l'ensemble des activités proposées lors de ces fêtes de la musique 2017.
4. Culture.Wapi assure la coordination et la gestion générale du partenariat SOLSTICE 21 qui se déroule le 21 juin 2017 :
 - préparer et animer les réunions générales
 - assurer la circulation de l'information
 - communiquer vers l'extérieur
 - représenter le partenariat
 - contrôler et suivre les décisions et actions au niveau régional
 - évaluer la dynamique générale
 - administrer les ressources et la mise en œuvre des moyens
 - secrétariat régional
 - assurer la liaison avec le conseil de la musique.

4. Obligations de l'exécutant

1. L'exécutant assure la prise en charge de ses prestations définies dans la présente convention de partenariat.

2. En tant que partenaire local, l'exécutant s'assure de la bonne coordination et gestion à son niveau pour l'organisation du SOLSTICE 21 ou toute autre organisation liée à la fête de la musique :

1. préparer et animer les réunions locales
2. assurer la circulation de l'information
3. communiquer vers l'extérieur en utilisant les logos officiels de l'événement
4. représenter le partenariat
5. contrôler et suivre les décisions et les actions au niveau local
6. mettre en œuvre la programmation de la fête de la musique à son niveau
7. évaluer la dynamique locale
8. administrer les ressources et la mise en œuvre des moyens
9. secrétariat
10. toute autre tâche liée à la mise en place de son événement dans le cadre de la fête de la musique.

3. L'exécutant réalise et transmet le rapport de son activité à Culture.Wapi afin que l'agence puisse l'intégrer dans le rapport à remettre au conseil de la musique

4. L'exécutant s'engage à insérer dans tous ses supports de communication pour la promotion de la fête de la musique :

- le visuel officiel de la "fête de la musique 2017"
- le logo du "conseil de la musique"
- la mention "avec le soutien de la fédération Wallonie-Bruxelles"
- le logo "culture.be"
- le logo "Culture.Wapi".

L'ensemble de ces outils vous seront envoyés et seront mis à disposition par Culture.Wapi sur le site www.fetedelamusiquewapi.be spécialement créé pour l'événement.

5. L'exécutant s'engage à :

1. poser et/ou coller effectivement tous les supports promotionnels livrés par Culture.Wapi et/ou le conseil de la musique, et ce de manière visible et répartis afin de toucher le public maximal
2. autoriser l'habillage de son site par les équipes de promotion des partenaires médias officiels de la fête de la musique
3. à faire apparaître un hyperlien de son site web vers le site www.fetedelamusiquewapi.be.

5. Conditions pour l'octroi du subside

L'ensemble des conditions énumérées ci-dessous doit être respecté afin de liquider le montant de la subvention.

Ces informations seront remises sous la forme d'un dossier justificatif sous format numérique, à envoyer au plus tard le 31 août 2017, et qui contiendra impérativement tous les éléments suivants :

1. Un bilan moral de l'activité contenant les éléments suivants :

1. la date ou les dates de l'événement
2. organisateur(s) et partenaire(s) éventuels
3. le lieu ou les lieux des festivités
4. une évaluation de la fréquentation de la manifestation
5. un descriptif des spécificités de la manifestation
6. la promotion mise en place et les retombées médiatiques
7. le nombre de concerts proposés ainsi que la programmation artistique définitive
8. une revue de presse.-
9. un bilan général ;-
10. suggestion et /ou améliorations à apporter pour l'édition prochaine;

2. Une ou plusieurs factures/tickets originaux concernant uniquement les champs suivants (et dont ne sera remboursé au maximum que le montant du subside alloué) :

1. cachets artistiques
2. frais techniques
3. droits d'auteur.

3. Une déclaration de créance couvrant l'ensemble du montant de la subvention adressée à Culture.Wapi.

4. Au minimum trois photographies numériques de haute qualité, libres de droit et significatives de l'événement organisé par l'opérateur (concerts, publics, etc.).

6. Rétributions

Une intervention de 4.000,00€ est octroyée à l'exécutant et sera versée au numéro de compte :

IBAN BE

ouvert au nom de (personne morale)

Le montant de la subvention ne sera liquidé que sur présentation du dossier justificatif complet, tel qu'expliqué au point 5 de la présente convention.

Fait à Tournai, en deux exemplaires,

Certifié sincère et véridique,

Le 3 mai 2017

Le preneur,

FAVIER Vianney

Directeur (a.i.)

L'exécutant,

Paul-Olivier DELANNOIS,

Echevin délégué à la fonction maïorale et

Thierry LESPLINGART,

Directeur général ".

10. Cabaret ambulant. Convention avec l'ASBL "La Boîte Noire". Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que l'ASBL "La Boîte Noire" a déjà organisé deux événements à Tournai: «La Boîte de Jazz» en 2014 et «La Boîte à Images» en 2015, qui ont tous deux connu un réel succès populaire;

Considérant que les organisateurs ont décidé de proposer en 2017, leur nouveau cabaret ambulant: "La Boîte à Cancan";

Considérant que cet événement aurait lieu sur la Grand Place de Tournai, du mercredi 1er novembre 2017 au dimanche 12 novembre 2017;

Considérant que le collège communal, en sa séance du 24 mars 2017, a marqué son accord de principe sur l'organisation de l'événement, sous réserve de l'approbation du conseil communal;

Considérant que le service juridique a été sollicité pour l'examen de la convention et que ce dernier n'a pas émis de remarque;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

APPROUVE

les termes de la convention établie avec l'ASBL "La Boîte Noire"

"Entre : LE PRODUCTEUR,

La Boîte Noire ASBL, avenue du Monde 49 boîte 1 à 1400 Nivelles, représentée par Cédric MONNOYE, directeur, d'une part,

Et : LA COMMUNE,

....., représentée par

....., d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

Article 1 : REPRÉSENTATIONS ET PRIX PARTICIPATIF

Le producteur donnera 8 représentations de son spectacle "La Boîte à cancan» installée au lieu dit : Grand Place de Tournai.

En contrepartie de la participation financière de la commune de sept mille cinq cents euros (6%TVA comprise), le producteur accorde 1 représentation VIP et 2 représentations seniors (les dimanches) à la commune selon le calendrier ci-dessous :

Date/Heure commune/producteur:

- Jeudi 2 novembre 2017 20 heures commune (VIP)
- Vendredi 3 novembre 2017 20 heures producteur
- Samedi 4 novembre 2017 20 heures producteur
- Dimanche 5 novembre 2017 (horaire à déterminer) commune
- Jeudi 9 novembre 2017 20 heures producteur
- Vendredi 10 novembre 2017 20 heures producteur
- Samedi 11 novembre 2017 20 heures producteur
- Dimanche 12 novembre 2017 (horaire à déterminer) commune

Les heures de représentation sont communiquées à titre indicatif et peuvent être modifiées en concertation entre les deux parties.

Le montant global est à verser sur notre compte BNP Paribas Fortis BE40 0016 7837 7963 au plus tard 90 jours avant notre arrivée. Les droits d'auteur sont pris en charge par le producteur.

Article 2 : ARRIVEE-MONTAGE-DEMONTAGE-DEPART

Arrivée et installation de la Boîte: mardi 31 octobre à 8 heures

Montage complet et dispositif scénique terminé: mercredi 1 novembre à 16 heures

Début démontage: dimanche 12 novembre à 18 heures

Départ définitif: lundi 13 novembre à 20 heures

Les heures d'arrivée et de départ seront convenues définitivement le mois précédent notre venue avec notre directeur technique : Herman Shmit – 00 32 477 55 49 61

Un représentant technique de l'organisateur doit être présent sur place à notre arrivée.

Article 3 : OBLIGATIONS DE LA COMMUNE

La commune assure au producteur la disposition du lieu où sera implantée la Boîte à Cancan et assure au producteur l'exemption de toutes taxes communales. A cette fin, il fera toutes les demandes d'autorisations relatives, s'assurera de l'état du sous-sol (passage des câbles électriques, de téléphone, conduites d'eau,...) et fera le nécessaire pour que la place soit entièrement dégagée à l'arrivée du producteur.

La commune a l'obligation de prévoir les branchements à l'électricité (2X63A ou 1X125A), un avaloir à moins de 20m et un branchement pour l'eau (Col de cygne) pour le jour d'arrivée du producteur et aura prévu la mise à disposition de 60 barrières Nadar pour toute la période. Elle assure également le ramassage des déchets.

La commune se charge de l'information et de la promotion du spectacle auprès des seniors et assure le remplissage des 2 représentations prévues, en précisant qu'il s'agit d'un spectacle destiné à un public adulte et accessible aux adolescents à partir de 12 ans.

La commune soutient le producteur dans la promotion du spectacle via ses canaux de communication (newsletter, bulletin communal, site internet, réseau d'affichage ou autres) et autorise l'affichage extérieur momentané dans la commune pour annoncer le spectacle.

La commune assure la mise à disposition d'une salle de l'hôtel de ville pour y organiser une conférence de presse avant l'arrivée de la Boîte à Cancan. Une date sera convenue de commun accord 3 mois avant notre arrivée.

Article 4 : OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

Le producteur fournit tous les éléments nécessaires à la représentation du spectacle (décors, éclairages, sonorisation, costumes,...). En qualité d'employeur, il assure les rémunérations et les charges sociales de son personnel attaché au spectacle.

Le producteur a souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés aux représentations de ses spectacles dans ses propres installations.

Article 5 : JAUGE DE LA BOITE A CANCAN

En représentation "TOUT PUBLIC", l'organisateur dispose de 100 places maximum.

Article 6 : ACCUEIL AU PUBLIC

Dans l'esprit d'accueil du public et de convivialité propre au principe de «La Boîte à Cancan», le producteur se réserve le droit d'organiser un bar intérieur, à leur profit, avant et après la représentation ainsi qu'à l'entracte.

L'accueil du public sera également pris en charge par des membres de l'équipe du producteur.

Une boutique liée à la promotion de la danse et à la vente de produits dérivés du spectacle, tels que CD, affiches,... est tenue par le producteur, à leur profit, à l'issue des spectacles.

Article 7 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

L'éventuelle mise à disposition de la boîte fera l'objet d'un avenant au présent contrat sous réserve d'acceptation de la fiche technique des activités/spectacles qui y seraient présentés et d'un accord financier.

Article 8 : ANNULATION D'UNE OU PLUSIEURS REPRÉSENTATIONS

Le producteur a l'obligation, conformément aux dispositions du registre de sécurité de la structure de la Boîte à Cancan, d'annuler les représentations dans les cas d'intempéries suivants :

- force du vent supérieure à 88 km/heure (indice Beaufort 9)
- accumulation de neige sur la toile du chapiteau d'une épaisseur de 5 cm.

S'agissant d'un cas de force majeure, les représentations sont reportées à des dates ultérieures.

Article 9 : DEDIT

Quelles que soient les raisons, si la commune souhaite annuler la venue de la Boîte à Cancan moins de 2 mois avant la première date prévue, elle perd définitivement le montant payé au producteur et s'engage à verser un dédit de sept mille cinq cents euros complémentaires pour les dommages causés au producteur.

Quelles que soient les raisons, si le producteur souhaite annuler la venue de la Boîte à Cancan dans votre commune plus de 2 mois avant la première date prévue, elle restitue immédiatement le montant payé par la commune.

Article 10 : SIGNATURE DU CONTRAT

En cas de non-retour signé du présent contrat pour le 1 juillet 2017 au plus tard, le producteur ne peut plus garantir la réservation des dates convenues.

Article 11 : LITIGES

Le présent contrat est régi exclusivement par le droit belge. En cas de litige, les tribunaux de Nivelles sont seuls compétents.

Fait en double exemplaire, chaque partie ayant reçu le sien, à Bruxelles, le

.....

Pour la Commune

.....

.....

.....

Le Producteur,

Asbl La Boîte Noire

Cédric Monnoye

Directeur général".

11. Office du tourisme. Règlement pour l'organisation de jeux-concours. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant le projet de l'office du tourisme d'organiser plusieurs fois par an des jeux concours sur les différents réseaux sociaux gérés par l'office, à savoir: le site web

www.visittournai.be, www.facebook.com/visittournai,

<https://twitter.com/visittournai>, <https://www.instagram.com/visittournai/>, <https://pinterest.com/visittournai/>;

Considérant que les concours seront annoncés sur différents supports de communication tels que les dépliants touristiques, des bulletins de participation distribués lors de salons touristiques, à l'accueil de l'office du tourisme ou encore lors d'actions de promotion ciblées;

Considérant que l'organisation de ces jeux vise les objectifs suivants :

- augmenter l'engagement sur les pages de Visittournai (partages, commentaires entre internautes)
- promouvoir les produits et services de Visittournai
- attirer du trafic sur le site visittournai.be
- fidéliser les visiteurs potentiels
- recruter de nouveaux visiteurs
- mieux connaître les publics dans un but de marketing (centres d'intérêt, données sociodémographiques,...);

Considérant que la participation à ces jeux-concours sera entièrement gratuite et sans obligation d'achat;

Considérant que le règlement général ci-après a été réalisé en collaboration avec le service juridique;

Considérant qu'en complément de ce règlement général, des **règles particulières seront présentées au collège lors de chaque concours** et préciseront:

- le nom du jeu,
- la plate-forme utilisée (soit Facebook, soit Twitter, soit Instagram, soit Pinterest),
- le type de concours (concours photo ou vidéo, tirage au sort, quizz,...),
- les modalités de participation et la détermination des gagnants,
- la description des lots (nombre, valeur),
- la durée du concours (date et heure de début et date et heure de fin),
- les modalités de retrait,
- etc.;

Considérant que les règles générales et particulières liées à chaque concours seront disponibles sur le site Internet www.visittournai.be;

Considérant qu'en séance du 12 mai 2017, le collège communal a marqué son accord de principe sur le règlement proposé;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver les termes du règlement des jeux concours organisés par l'office du tourisme sur les réseaux sociaux :

Office du tourisme
Règlement jeux concours sur les réseaux sociaux

Article 1. Objet

Le présent règlement contient les règles générales qui régissent tous les jeux concours organisés, sous l'autorité de la Ville, par son office du tourisme, en lien avec les réseaux sociaux liés à l'activité de l'office du tourisme. Actuellement, ces réseaux sont les suivants :

www.facebook.com/visittournai ;

<https://twitter.com/visittournai> ;

<https://www.instagram.com/visittournai/> ;

<https://pinterest.com/visittournai/>

Site www.visittournai.be

Canaux de communication

Les jeux concours seront publiés sur différents supports tels que le site web www.visittournai.be, la page Facebook de Visittournai, les dépliants touristiques, des bulletins de participation distribués lors de salons touristiques ou à l'accueil de l'office du tourisme,... et lors d'actions de promotion ciblées.

Règles particulières

Les règles particulières de participation liées à un jeu concours spécifique seront complétées par l'office du tourisme sous l'autorité du collège communal. Ces règles particulières préciseront pour chaque jeu concours :

- le nom du jeu,
- la plate-forme utilisée (soit Facebook, soit Twitter, soit Instagram, soit Pinterest),
- le type de concours (concours photo ou vidéo, tirage au sort, quizz,...),
- les modalités de participation et la détermination des gagnants,
- la description des lots (nombre, valeur),
- la durée du concours (date et heure de début et date et heure de fin),
- les modalités de retrait,
- etc.

Les règles générales et spécifiques liées à chaque concours seront disponibles sur le site internet www.visittournai.be.

En cas de conflit ce sont les conditions particulières qui prévalent.

L'office du tourisme de Tournai est dénommé ci-après «Visittournai»

Article 2. Objectif – Gratuité d'accès

L'organisation des jeux concours visés à l'article 1 s'inscrit dans le cadre d'opérations marketing de l'office du tourisme de Tournai afin :

- d'augmenter l'engagement sur les pages de Visittournai (partages, commentaires entre internautes)
- de promouvoir les produits et services de Visittournai
- d'attirer du trafic sur le site visittournai.be
- de fidéliser les visiteurs potentiels
- de recruter de nouveaux visiteurs
- mieux connaître les publics dans un but de marketing (centres d'intérêt, données sociodémographiques,...).

La participation à ces jeux concours est gratuite et sans obligation d'achat.

Les participants ne peuvent en aucun cas exiger de Visittournai de couvrir leurs frais de participation au concours (téléphone, coût de connexion internet, frais d'envoi des lots aux gagnants,...).

Article 3. Personnes ayant accès au jeu- Exclusion

Toute personne physique âgée de plus de 18 ans peut participer aux jeux concours sous réserve des exceptions précisées ci-après.

Le jeu concours n'est pas ouvert :

- au personnel de l'administration communale, ni aux personnes faisant partie de leur ménage ni aux membres de leur famille parents ou alliés jusqu'au 1er degré inclus.
- aux personnes qui ont activement collaboré à l'élaboration des questions-réponses du jeu concours ainsi qu'aux membres de leur ménage.

Une seule participation par personne est admise par jeu concours.

Si un participant envoie plusieurs bulletins de participation, seul son premier bulletin sera pris en compte. Une fois le bulletin de participation validé, il n'est plus possible de l'annuler.

En cas d'abus, mystification, fraude, fausse déclaration ou non-respect de l'une des conditions du présent règlement ou des règles particulières d'un jeu concours, l'organisateur se réserve expressément le droit d'exclure le participant impliqué du jeu concours ainsi que de tous les autres jeux concours de l'organisateur.

Les décisions d'exclusion prises par Visittournai ne sont pas susceptibles de recours et ne sauraient fonder aucune demande d'indemnisation.

La participation aux jeux concours est ouverte à toutes les nationalités et n'est pas limitée aux seuls résidents belges étant entendu que les prix ne seront pas envoyés et qu'il appartient au gagnant de prendre toute disposition utile pour procéder à son retrait durant la période de validité définie dans les conditions particulières.

Article 4. Modalités de participation

Chaque jeu concours sera différent (quizz, tirage au sort, concours photos et vidéos,...) et les modalités de participation seront définies dans les conditions particulières.

Pour participer à un jeu concours, il suffit de se connecter à l'une des pages de Visittournai telles que www.facebook.com/visittournai; <https://twitter.com/visittournai>;

<https://www.instagram.com/visittournai/>; <https://pinterest.com/visittournai/>; Site

www.visittournai.be

Aucune autre forme de participation quelle qu'elle soit ne sera effectuée concernant ces jeux concours (ni par téléphone, ni par écrit,...).

Toute participation incomplète ou erronée sera rejetée, sans que la responsabilité de l'organisateur ne soit engagée.

Visittournai se réserve le droit d'annuler, d'ajourner, de prolonger ou de modifier avec effet immédiat un jeu concours si les circonstances le réclament, et ce, même si le jeu se trouve en ligne et a déjà débuté. Aucun participant ne pourra exiger une quelconque compensation du fait de l'exercice du droit précité par Visittournai.

Article 5. Règlement - Acceptation

Le simple fait de participer au jeu concours implique l'acceptation sans réserve de toutes les dispositions du présent règlement et des conditions particulières associées au jeu concours concerné par la participation.

Article 6. Détermination des gagnants

A l'instar des «modalités de participation», indiquées sous l'article 4, les modalités de détermination du ou des gagnant(s) seront spécifiques à chaque jeu concours et mentionnées dans les conditions particulières.

Il peut y avoir plusieurs prix à gagner néanmoins il ne sera décerné qu'un seul prix par gagnant.

Dans l'hypothèse de l'organisation de jeux concours photos ou vidéo, un jury sera constitué afin de déterminer les critères de sélection du ou des gagnants. La composition du jury sera définie dans les conditions particulières du concours.

Article 7. Prix

Les prix à gagner seront différents selon le type de jeu concours et seront toujours communiqués dans les conditions particulières et, éventuellement, sur les différents canaux de communication tels que le site internet visittournai.be, la page Facebook de Visittournai, les dépliants touristiques, des bulletins de participation distribués lors de salons touristiques ou à l'accueil de l'office du tourisme,... En fonction des circonstances et des disponibilités, Visittournai se réserve, à tout moment, le droit de remplacer un prix gagné par un prix d'égale valeur.

Le prix ne peut être converti en argent ou d'autres biens ou services; il n'est pas transformable, ni adaptable.

Il ne sera pas remplacé en cas de perte ou d'expiration de la date limite de validité.

Visittournai ne prévoit pas l'envoi des prix. Il revient donc au gagnant de s'organiser pour le retrait.

La responsabilité de Visittournai ne pourra jamais être recherchée pour cause de dommage résultant d'une circonstance quelconque liée au prix et/ou à son utilisation.

Article 8 - Publication des résultats et communication aux gagnants

Le nom du ou des gagnants sera communiqué sur les réseaux sociaux gérés par Visittournai. Ce dernier sera également averti personnellement (par courrier électronique ou message direct) du descriptif de son prix ainsi que des modalités de retrait (heures d'ouverture du site, jours de fermeture, date de validité du prix,...). Visittournai se réserve le droit de remettre le prix en mains propres au gagnant dans le cadre d'une action médiatique et d'utiliser son nom ainsi que les éventuelles photos prises lors de la remise du prix pour des actions promotionnelles.

Visittournai n'est pas tenu de vérifier les adresses e-mail enregistrées par les participants. Le participant est seul responsable de l'impossibilité de réceptionner son prix en raison d'une adresse e-mail erronée/inutilisée, d'une défaillance technique l'empêchant de prendre connaissance du courrier électronique ou du message dont question ci-avant.

Si les informations communiquées par le participant sont incomplètes et/ou ne permettent pas de l'informer de son prix, il perdra la qualité de gagnant et ne pourra plus récupérer son prix si dans les 8 jours suivant la communication dont question au premier alinéa du présent article, les informations utiles n'ont pas été communiquées par l'intéressé.

Il en sera de même s'il n'a pas respecté les modalités de retrait de son prix définies dans le règlement particulier du jeu concours concerné.

Article 9. Données nominatives et personnelles

9.1. Finalité du traitement des données

En prenant part au jeu concours, le participant autorise l'enregistrement de ses données personnelles obtenues par la voie de ce concours dans les fichiers de Visittournai. Ces données serviront à la gestion du jeu concours. Visittournai pourra utiliser ces données pour diffuser des informations portant sur l'identification des gagnants, ainsi qu'à des fins de promotion des produits et services de Visittournai.

9.2. Droit d'accès, de suppression, de rectification

Conformément à la loi sur la protection de la vie privée, le participant dispose d'un droit de regard, de rectification ou de suppression des données le concernant. La demande doit être adressée par lettre adressée à l'office du tourisme de Tournai, jeux concours, place Paul-Emile Janson, 1 à 7500 Tournai, en mentionnant l'objet précis de la demande.

Le participant qui demande la suppression de ses données durant le concours accepte la cessation automatique de sa participation audit jeu-concours.

9.3. Utilisation des données personnelles

Les informations collectées sont destinées exclusivement à Visittournai et elles ne seront ni vendues, ni cédées à des tiers. Seules les informations utiles pour l'organisation de l'attribution du prix seront, le cas échéant, communiquées à des tiers (exemple : restaurateurs en cas de repas offerts, organisateurs d'un festival en cas de gratuité d'entrée au festival,...).

Visittournai ne pourra être tenu pour responsable de l'utilisation des données personnelles et nominatives dont disposeront les réseaux sociaux utilisés par Visittournai en tant que supports du jeu concours.

9.4. Utilisation des supports transmis par les participants

Visittournai s'autorise le droit d'utiliser les visuels ou vidéos transmis par l'ensemble des participants sur tout support et format, d'y apporter des modifications, de reproduire le visuel ou de le faire reproduire, de distribuer le visuel et de le communiquer au public par toute technique de communication. Ce droit sera octroyé uniquement dans un but de promotion touristique et sans obligation de mentionner le copyright.

Article 10. Responsabilités et droits

Le participant est seul responsable de ses contributions : photos postées, commentaires, votes, marques et autres fonctionnalités. Il s'interdit d'apporter, d'émettre toute contribution en violation des droits des tiers sur les réseaux sociaux visés à l'article 1, et garantit Visittournai contre toute action trouvant son origine dans une violation de l'interdiction précitée.

Dans le cas où des personnes ou des biens apparaissent sur des photographies, les participants devront s'assurer par eux-mêmes que les photographies sélectionnées ne portent en aucune façon atteinte aux droits des tiers et qu'ils ont obtenu de ces derniers toutes les autorisations nécessaires pour les exploitations et usages visés par le règlement du jeu concours.

Compte tenu des caractéristiques du réseau internet, comme la libre captation des informations diffusées et la difficulté, voire l'impossibilité, de contrôler l'utilisation qui pourrait en être faite par des tiers, Visittournai ne saurait être tenu responsable d'une quelconque mauvaise ou frauduleuse utilisation de ces informations.

De même, Visittournai ne pourrait être tenu responsable :

- en cas d'utilisation frauduleuse des droits de connexion
- en cas d'incompatibilités éventuelles entre les technologies et configurations utilisées par le participant et Visittournai, de dysfonctionnements quelconques du réseau internet, des lignes téléphoniques, du matériel de réception empêchant le bon déroulement du jeu...
- En cas de problèmes d'acheminement ou de perte de courrier électronique
- En cas de défaillance technique, anomalie, virus, bugg,... occasionnés sur le système du participant, à son équipement informatique, aux données qui y sont stockées et aux conséquences pouvant en découler sur leur activité personnelle, professionnelle ou commerciale.
- Visittournai pourra à tout moment, et notamment pour des raisons techniques de mises à jour, de maintenance, interrompre l'accès à la page et au jeu qu'elle contient. Visittournai ne pourra en aucun cas voir sa responsabilité engagée par suite de ces interruptions et de leurs conséquences. Aucune indemnité ne pourra être réclamée de ces chefs.

Article 11. Juridictions compétentes

Le présent règlement est soumis à la loi belge.

Les partis s'efforcent de résoudre à l'amiable tout différend né de l'interprétation ou de l'exécution du présent règlement.

En cas d'action judiciaire, seuls les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut, division Tournai, seront compétents.

Par le fait de participer au jeu concours de Visittournai, le participant reconnaît avoir pris connaissance du présent règlement, de l'accepter sans réserve et de s'y conformer pleinement.

<u>12. Templeuve, rue de Roubaix, 101/02. Transfert des services administratifs du district de Templeuve. Convention de mise à disposition avec le Logis tournaisien au profit de l'administration communale. Approbation.</u>

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient d'emblée comme suit :

"Nous acceptons le déménagement des services administratifs pour des raisons de santé. Cependant, nous resterons attentifs à l'évolution du dossier. Ce château fait partie du patrimoine local de Templeuve, de la vie locale de Templeuve.

Nous exigeons que la réflexion sur le devenir de ce lieu chargé d'histoire se poursuive en étroite collaboration avec les habitants, comme le demande le collectif.

Comment se fait-il que l'état sanitaire du bâtiment, bien que demandé l'année dernière, n'ait pas révélé à ce moment-là, l'existence d'un champignon toxique?

Et l'accès pour les autres services communaux ? L'information parcellaire et affichée par la Ville sur le porche (fermé) du château, ne dit rien au sujet du fonctionnement des services communaux se trouvant dans la cour du château à savoir : la maison de quartier, l'accueil extrascolaire, la bibliothèque et les cours de promotion sociale de l'académie des Beaux-Arts ?"

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, demande que ce transfert se fasse le plus vite possible, les citoyens ayant des difficultés à accéder aux services de l'administration.

Le **président** d'assemblée et l'échevine PS, **Laetitia LIENARD**, précisent que toutes les mesures ont déjà été prises pour assurer la continuité du service à la population. Le personnel du district a été provisoirement transféré à l'hôtel de ville, dans l'attente de la mise à disposition de nouveaux locaux à Templeuve.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que, par acte authentique daté du 21 décembre 2012, la Ville a concédé un bail emphytéotique (99 ans) à la SCRL Le Logis tournaisien portant sur une surface de 20a 8ca, à prendre dans la parcelle sise à Templeuve, rue de Roubaix, cadastrée ou l'ayant été section D, n°4/2 L3, d'une contenance de 59a 5ca, moyennant la redevance annuelle de 515,00€;

Considérant que cette emphytéose a pris cours le 1er janvier 2013 pour se terminer de plein droit et sans tacite reconduction le 31 décembre 2111;

Considérant que ce droit réel prévoit également qu'une partie du bien concédé par bail emphytéotique (un local en sous-sol) serait mis à disposition de l'administration communale pour abriter les archives du district de Templeuve selon les modalités suivantes :

- cette mise à disposition sera poursuivie pendant une durée de vingt années consécutives à dater de l'entrée dans les lieux;
- si le contrat n'a pas été résilié par lettre recommandée avec accusé de réception à la fin du délai contractuel déterminé de vingt ans par l'une ou l'autre des parties, au moins douze mois avant l'échéance, le contrat de mise à disposition est prorogé d'année en année. Chacune des parties pourra ensuite mettre fin au contrat à l'expiration de chaque période annuelle de reconduction en avertissant, par courrier recommandé avec accusé de réception, l'autre partie au moins neuf mois avant l'échéance de la période annuelle de reconduction concernée;
- cette mise à disposition est accordée à titre gratuit;
- le preneur prendra à sa charge tous les frais énergétiques ou autres liés à cette occupation;
- les travaux d'aménagement de ce local se répartissent comme suit :
 - à charge du Logis tournaisien : assainissement du local (nettoyage, peintures...), placement d'une porte sécurisée donnant accès audit local à front de la rue de Roubaix, déplacement du compteur à eau et mise en place d'un décompteur;
 - à charge de la Ville : travaux de sécurisation incendie et alarme anti-intrusion et acquisition du mobilier pour ranger les archives;

Considérant que les locaux du château de Templeuve abritant, notamment, les services administratifs du district de Templeuve sont très vétustes et insalubres, la présence de moisissures toxiques ayant été détectée;

Considérant que le collège communal, en séance du 28 octobre 2016, a décidé de prendre contact avec la SCRL Le Logis tournaisien afin de connaître les conditions de mise à disposition des locaux du rez-de-chaussée de l'ancien hall Satta;

Considérant le projet de convention de mise à disposition rédigé par la SCRL Le Logis tournaisien et modifié par le service patrimoine, dont les modalités peuvent se résumer comme suit :

- convention de mise à disposition conclue pour une durée indéterminée prenant cours le jour de la signature;
- chacune des parties peut mettre fin à la convention à tout moment et sans avoir à justifier d'un motif quelconque moyennant un préavis de trois mois donné par lettre recommandée prenant cours le premier jour du mois suivant;
- loyer mensuel de 250,00€ (montant indexé);
- provision mensuelle pour charges locatives de 90,00€;
- les charges énergétiques incombent à la Ville (locaux pourvus de compteurs individuels pour l'eau et pour l'électricité - chaudière commune pour l'eau chaude et le gaz - charges communes pour les espaces communs);
- l'administration communale occupera le bien en bon père de famille et le maintiendra en parfait état d'entretien;
- l'administration communale occupera le bien sous sa responsabilité exclusive et à ses risques et périls;
- l'administration communale assurera sa responsabilité pour les activités organisées dans les locaux;

Considérant le règlement d'ordre intérieur applicable aux occupants de l'immeuble sis rue de Roubaix, 101 à 7520 Templeuve;

Considérant que les sommes relatives au loyer mensuel indexé (250,00€) et à la provision pour charges (90,00€ mensuels) seront imputées à l'article 124/126-01 du budget ordinaire 2017 et seront également prévues pour les années futures;

Considérant que le collège communal, en séance du 12 mai 2017, a marqué son accord de principe sur cette convention de mise à disposition et sur le règlement d'ordre intérieur y annexé, sous réserve de la décision du conseil communal et de l'accord de la SCRL le Logis tournaisien;

Considérant que, compte tenu du caractère impérieux de la situation, le collège communal a décidé, en même séance, de solliciter la mise à disposition anticipée de ces locaux à dater du 1er juin 2017 ainsi que l'accord du Logis tournaisien pour réaliser les aménagements nécessaires à l'installation des services administratifs du district de Templeuve;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 24/05/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver les termes du projet de convention de mise à disposition à intervenir avec la SCRL le Logis tournaisien, portant sur les locaux situés à Templeuve, rue de Roubaix, 101/02 (ancienne usine Satta) ainsi que le règlement d'ordre d'intérieur y annexé :

"Convention de mise à disposition d'un local de l'ancienne usine SATTA à TEMPLEUVE

Entre :

De première part :

1. La Société de logement de service public «Le Logis tournaisien», dont le siège social est situé à l'avenue des Bouleaux, 75b à 7500 Tournai, représentée par Madame Sylvie LIETAR, Présidente, Messieurs Robert DELVIGNE et Vincent BRAECKELAERE, Vice-Présidents,
Ci-après dénommée «Le propriétaire» ou «Le Logis tournaisien»
Et

De seconde part :

1. L'administration communale de Tournai, dont les bureaux sont situés rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai, représentée par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général,
Ci-après dénommée «L'occupant» ;

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Suite à une demande de l'administration communale de TOURNAI, le conseil d'administration du LOGIS TOURNAISIEN, en sa séance du 21 mars 2017, a décidé de marquer son accord sur la mise à disposition de locaux situés rue de ROUBAIX n°101/02 à TEMPLEUVE afin d'y aménager les bureaux des affaires administratives et sociales du district de TEMPLEUVE. L'objet de la présente convention est de définir les modalités contractuelles de la mise à disposition desdits locaux.

Article 1. Objet du contrat

Description du bien mis à disposition

Le Logis tournaisien déclare par la présente mettre à disposition, sous le régime de la présente convention, des locaux situés au rez-de-chaussée, rue de Roubaix, 101/02 à Templeuve.

Ces biens sont parfaitement connus de l'occupant qui déclare les avoir visités.

Le Logis tournaisien ne fournit ni le personnel, ni le matériel nécessaire à l'aménagement des locaux.

Article 2. Destination du bien immobilier mis à disposition

Le bien immobilier est mis à disposition de l'occupant à l'usage exclusif de l'activité des affaires administratives et sociales du district de Templeuve.

Plus précisément, l'occupant aménagera les locaux pour les services administratifs communaux du district de Templeuve.

Les utilisateurs des locaux seront prioritairement des employés de l'administration communale de Tournai et les habitants du district de Templeuve.

Toute autre destination est proscrite.

Sont notamment strictement interdits :

- de manière générale, tout ce qui pourrait nuire de quelque façon que ce soit aux câbles et canalisations qui sont ou seraient installés en sous-sol ainsi qu'à leur stabilité;
- toute construction et tout aménagement de nature durable quels qu'ils soient;
- toute activité commerciale ou publicitaire;
- toute activité nocturne.

Pour tout aménagement supplémentaire, l'occupant s'engage à faire une demande écrite, sous réserve de l'accord du propriétaire, ainsi que pour toute manifestation non prévue. En aucun cas, le propriétaire ne prendra pas en charge les frais d'aménagement.

Article 3. Durée du contrat – Résiliation

La convention de mise à disposition est accordée pour une durée indéterminée.

Selon une décision du collège communal du 12 mai 2017, une mise à disposition anticipée des locaux, à dater du 1er juin 2017, a été sollicitée auprès du propriétaire. Ce dernier a marqué son accord sur la requête. La convention a donc pris cours à cette date.

Chacune des parties pourra y mettre fin à tout moment et sans avoir à justifier d'un motif quelconque, moyennant préavis de trois mois donné par lettre recommandée prenant cours le premier jour du mois suivant.

L'occupant s'engage à libérer les biens à la première demande que le Logis tournaisien fera dans les formes et délais précités et ce, sans réclamer une indemnité quelconque.

Tout manquement de l'occupant à l'une des obligations résultant pour lui de la présente convention entraînera la résolution de la convention de plein droit et sans sommation, ce sans préjudice du droit pour le Logis tournaisien de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts.

A l'expiration du présent contrat pour quelque cause que ce soit, l'occupant devra restituer les biens dans leur pristin état.

Article 4. Condition suspensive

Cette convention de mise à disposition est conclue sous la condition suspensive que l'autorité de tutelle n'annule pas la délibération du conseil communal du 29 mai 2017 portant accord sur les termes de la présente convention, endéans le délai qui lui est imparti aux termes de l'article L3122-6 du code de la démocratie locale, à savoir : 30 jours à compter de la réception de la délibération. Cette dernière sera transmise à l'autorité de tutelle dans les meilleurs délais et au plus tard dans les 7 jours ouvrables à dater de la séance du conseil communal.

Article 5. Loyer mensuel

Le loyer mensuel est fixé au montant de 250,00€ et sera indexé une fois l'an. Il sera payé pour le 10 de chaque mois au plus tard sur le compte BE 78 0960 161 7486 avec la communication structurée 001/9976/00014.

Indexation annuelle du montant de l'indemnité

Il est procédé, chaque année, à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du présent contrat, au réajustement du loyer sur base de l'indice santé du mois précédant la date anniversaire de l'entrée en vigueur de la convention de mise à disposition. Le nouveau montant du loyer, valable à partir de la date anniversaire de l'entrée en vigueur de la convention de mise à disposition, est calculé et fixé conformément à la formule ci-après :

Nouveau montant = **indemnité de base x nouvel indice**

Indice de base

L'indemnité de base est l'indemnité telle qu'elle est fixée au 1er alinéa du présent article (250,00 € mensuellement).

L'indice de base est celui du mois précédant le mois de la signature de la convention.

Le nouvel indice est celui du mois précédant la date anniversaire de l'entrée en vigueur de la présente convention.

Chaque adaptation annuelle de la redevance est acquise de plein droit par la partie bénéficiaire sans que celle-ci doive mettre en demeure l'autre partie.

Article 6. Charge des frais et consommations

L'occupant prendra à sa charge les frais et consommations résultant de l'usage des biens. Il reprendra à son nom les compteurs individuels d'énergie (eau, électricité). Les décomptes de consommations de gaz et d'eau chaude (chaudière commune) seront établis 1x/an en fonction des consommations réelles mesurées. De même, l'occupant interviendra dans les charges communes liées aux espaces communs dont il a l'usage.

A cet effet, une provision mensuelle pour charges locatives de 90,00 € sera versée en même temps que le loyer. Lors du décompte annuel, le trop-perçu sera remboursé ou le paiement du solde réclamé et le montant de la provision mensuelle sera ajusté en conséquence.

Article 7. Entretien

Le Logis tournaisien a à sa charge toutes les grosses réparations telles que définies à l'article 606 du code civil. Il s'engage à les exécuter de manière à ne pas entraver le fonctionnement des services administratifs communaux de Templeuve.

L'occupant signalera immédiatement au Logis tournaisien les dégâts dont la charge lui incombe.

L'occupant s'engage à occuper les biens mis à sa disposition en bon père de famille et à les maintenir en parfait état d'entretien et de propreté. Les déchets doivent être évacués.

Les frais de réparation et d'entretien résultant de l'usage des biens seront à charge de l'occupant. Le propriétaire supportera, quant à lui, les frais de réparation du bâtiment en lui-même ou résultant de la vétusté dans le cadre d'un usage normal des biens.

L'occupant autorisera le Logis tournaisien ou tout autre organisme compétent à accéder, en tout temps, et pour cause d'utilité publique, aux locaux mis à disposition (par exemple : entretien et réparation de conduites ou canalisations etc.).

Article 8. Etat des lieux

Un état des lieux sera dressé contradictoirement par les parties à l'entrée dans les lieux et à la fin de la mise à disposition.

Article 9. Responsabilité

Pendant la période d'occupation, les biens mis à disposition de l'occupant sont utilisés sous sa responsabilité exclusive et à ses risques et périls.

Il sera rendu responsable des dégradations éventuelles occasionnées aux biens mis à disposition.

L'occupant décharge le Logis tournaisien de toute responsabilité en cas de dommages corporels ou matériels subis par quiconque du fait de l'occupation.

La responsabilité du Logis tournaisien ne pourra jamais être recherchée en raison de son titre de propriété ou de la surveillance qu'il entend exercer quant à l'entretien des biens occupés, du chef de tout accident ou de tout dommage qui pourrait se produire soit dans le chef de l'occupant soit dans le chef des utilisateurs ou de tiers.

Pendant la période d'occupation, l'occupant s'engage à répondre de ses actes en cas de dommages au bâtiment et/ou aux tiers causés par des faits qui lui sont directement imputables.

L'occupant ne peut être tenu responsable d'actes de vandalisme ou de dommages causés par l'état du bâtiment sauf si ces états de fait ont été provoqués par lui. Auquel cas, il devra en répondre envers les tiers et envers le Logis tournaisien.

L'occupant déclare expressément se substituer au Logis tournaisien dans toute action qui serait mue contre lui de ce chef, sauf le cas où la responsabilité du Logis tournaisien, de ses représentants ou de ses préposés dans le dommage ou accident serait directement engagée par suite d'une faute grave.

Article 10. Assurances

L'occupant est assuré en responsabilité civile auprès de la compagnie d'assurances Ethias.

L'occupant s'engage à assurer les biens définis à l'article 1 dans sa police patrimoine incendie.

Pour les dommages causés aux locaux occupés, l'occupant bénéficie de l'application de la clause d'abandon de recours souscrite par le propriétaire.

L'occupant est tenu de souscrire une police d'assurance «incendie et risques connexes» couvrant ses aménagements, son mobilier et son matériel, étendue au recours de tiers.

Il maintiendra cette assurance pendant toute la durée de la convention.

L'occupant couvrira également sa responsabilité civile ainsi que celle de ses préposés résultant de l'article 9 pour les risques pouvant survenir dans l'exercice de ses activités.

Il justifiera le paiement des primes à toute demande du Logis tournaisien.

Article 11. Règlement d'ordre intérieur

L'occupant reconnaît avoir pris connaissance du règlement d'ordre intérieur de l'immeuble.

Il s'engage à le respecter.

Certaines clauses de ce règlement (notamment la garantie locative, la variation du loyer en fonction des revenus des occupants...) ne sont cependant pas applicables à la présente convention étant donné que ces dispositions sont spécifiques à la conclusion d'un contrat portant sur un logement.

Ce règlement est annexé à la présente convention.

Article 12. Droits des voisins

L'occupant veillera particulièrement à prendre toutes mesures utiles afin que l'occupation ne génère pas de trouble pour le voisinage.

Article 13. Cession et sous-location

L'occupant n'est pas autorisé à céder, en tout ou en partie, les droits résultant de la présente convention ou octroyer tout droit quelconque portant sur tout ou une partie du bien.

Article 14. Droits d'enregistrement

Les droits d'enregistrement et autres éventuels frais résultant du présent acte sont à charge de l'occupant.

Article 15. Litige

La présente convention est régie par le droit belge.

Tout litige relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution de la présente convention sera tranché par les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut – section Tournai.

Fait en quatre exemplaires à Tournai, le.....

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

Le locataire déclare expressément que, ni lui ni son conjoint, ni aucune personne vivant sous son toit n'est propriétaire d'une habitation en Belgique ou à l'étranger (excepté le logement reconnu non améliorable ou inhabitable). Il s'engage si quelqu'un le devenait, à en avertir la société et accepte que cette situation vaut préavis.

Le locataire s'engage à se soumettre aux modifications législatives et aux nouvelles prescriptions qui seraient ultérieurement introduites dans les présentes dispositions.

Dans l'intérêt de chacun, il est indispensable de faire respecter une discipline nécessaire à la bonne tenue des immeubles et le maintien des bonnes relations entre locataires d'une même cité. En conséquence, il importe de faire appel à la bonne volonté des locataires pour qu'ils se conforment aux prescriptions du bail et du règlement d'ordre intérieur dont ils reconnaissent avoir pris connaissance, reçu un exemplaire et l'avoir approuvé.

1. Etats des lieux

Un exemplaire enregistré de l'état des lieux d'entrée sera remis au locataire entrant. Ce document attestera de l'état dans lequel le logement a été mis en location.

Le locataire est tenu de faire ouvrir les compteurs (gaz, électricité) à son nom.

Le locataire désirant bénéficier d'un service de télédistribution, de téléphonie et/ou de fourniture internet est chargé de conclure un contrat personnel. La société n'a aucune responsabilité dans la conclusion de ces contrats.

Tout placement d'une antenne radio, T.V, CB ou parabole sur le toit, la maçonnerie (façades) ou la menuiserie, fixée par tout moyen que ce soit, est interdit. Le placement sur les balcons est également interdit.

Avant sa sortie du logement, le locataire devra :

- effectuer toutes les réparations qui lui incombent;
- vider le logement, ses dépendances et ses abords de tous biens mobiliers, déchets et décombres qui lui appartiennent;
- nettoyer le logement.

L'état des lieux de sortie intervient à une date fixée de commun accord entre les parties et au plus tard, à l'expiration du renon, le dernier jour ouvrable dans la matinée.

Tant que les clés ne sont pas restituées à la société, contre accusé de réception de celles-ci, le bail continue à sortir ses effets.

Le relevé d'index des différents compteurs sera effectué lors de l'état des lieux de sortie.

La société se chargera de la clôture du compteur d'eau auprès de la SWDE.

Le locataire fera, quant à lui, le nécessaire auprès de ses fournisseurs de gaz et électricité. La société n'est pas responsable de la non-transmission du décompte liquidatif en cas d'absence de communication par le locataire sortant de sa nouvelle adresse et de son numéro de compte. Dans le cas où sa nouvelle adresse ne serait pas connue par celle-ci, la correspondance lui sera expédiée au logement qu'il a quitté.

1. Visite du logement

Pendant toute la durée du préavis, le locataire sortant est tenu, sur simple présentation de la proposition de location du candidat-locataire désigné, de faire visiter le logement qu'il quitte.

1. **Emménagement - Déménagement**

Lors de l’emménagement ou du déménagement, il est recommandé aux locataires de recourir au service de déménageurs professionnels et de surveiller, dans leur propre intérêt, le transport des meubles, leur passage dans les baies, couloirs, paliers et cages d’escaliers.

Il faut signaler que toute dégradation, tant intérieure qu’extérieure, causée à l’immeuble est à charge du responsable de celle-ci.

Il est strictement interdit de monter des meubles par la cage d’escalier ou par l’ascenseur.

1. **Occupation du logement**

Le locataire occupe le bien loué en «bon père de famille», conformément à l’article 1728 du code civil, il reconnaît l’avoir reçu tel que décrit dans l’état des lieux d’entrée et s’engage à le remettre en bon état de location lors de sa sortie, à l’exception de ce qui a été endommagé ou a péri par vétusté.

Occuper le bien loué «en bon père de famille» signifie que le locataire doit se soucier du logement qui lui est confié comme si c’était le sien. Il doit adopter un comportement prudent et soigneux.

Le locataire est tenu à la sortie de son logement :

- de **remettre son logement en parfait état de propreté** (nettoyage général intérieur et extérieur + réseau d’égout et décharges nettoyés, vidange de la fosse septique, ramonage de la cheminée).
- d’évacuer tous les aménagements personnels qu’il aurait installés ou repris de l’ancien locataire, sauf si le locataire entrant reprend ces aménagements dans leur état et moyennant l’accord de la société.

Il est strictement interdit au locataire d’affecter les locaux loués à un autre usage que celui auquel ils sont destinés.

Le locataire ne peut exercer dans le logement aucun commerce, industrie ou profession quelconque, sauf dérogation écrite spéciale de la société.

Une visite du logement sera effectuée par l’un de nos délégués pour tout nouveau locataire occupant le logement depuis 6 mois.

En plus de cette visite, la société se réserve le droit de procéder à des visites d’inspection des logements pour s’assurer de l’entretien et des réparations à effectuer. Ces visites se feront soit par ses délégués, soit par un délégué de la Société wallonne du logement, soit par les deux conjointement. La société prendra contact avec le locataire 8 jours à l’avance afin de fixer un rendez-vous.

Sauf s’il est étudiant au sens de l’article 1er, 16° de l’arrêté du gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du logement ou par les sociétés de logement de service public et qu’il loue un bien appartenant à la société en application des articles 48 à 54 du même arrêté, le locataire est tenu :

- d’occuper personnellement le logement, d’y résider et de s’y faire domicilier, de même que toutes les personnes vivant avec lui;
- d’apporter la preuve de domiciliation dans le logement dans les 15 jours;
- d’apporter la preuve d’occupation du logement au besoin, par des consommations normales d’eau, d’électricité, de gaz...

Le locataire ne peut, sous aucun prétexte, sous-louer tout ou partie de son logement, ni accueillir de pensionnaires.

Dans des cas exceptionnels et pour autant qu'une demande écrite préalable ait été introduite par le locataire auprès de la société, celle-ci peut autoriser l'hébergement durable ou temporaire de personnes qui ne font pas partie du ménage du locataire. Le locataire veillera à remettre dans les temps les documents administratifs demandés en vue de la constitution d'un dossier complet. Toute modification telle que naissance, mariage, concubinage, départ, décès, hébergement de plus de 15 jours, doit être immédiatement portée à la connaissance du Logis tournaisien.

1. **Le loyer, les charges et la garantie locative**

5.1. **Principes**

Conformément aux articles 7, 8, 9 et 10 du contrat type de bail, le montant de la garantie locative, du premier loyer mensuel et des charges détaillées sur la feuille d'accompagnement du calcul du loyer, est dû à la signature du contrat de bail.

Le loyer est calculé conformément à la réglementation relative à la fixation du loyer des logements sociaux situés sur le territoire de la Région wallonne.

La société additionne les revenus tels que déterminés par le code des impôts sur les revenus des personnes physiques recueillis par les membres du ménage qui occupent le logement, diminués des dépenses déductibles visées à l'article 101, 1° et 2° dudit Code.

Les revenus des personnes apparentées aux locataires et énumérées ci-après ne sont pris en considération qu'à concurrence de 50 % :

- l'enfant célibataire âgé de 18 ans et de moins de 25 ans;
- l'ascendant pensionné;
- l'ascendant, le descendant et le collatéral handicapé.

Les revenus de l'enfant célibataire âgé de moins de 18 ans ne sont pas pris en considération.

Lors du calcul du loyer et de toute révision du loyer, il est tenu compte des revenus recueillis par le ménage au cours de l'avant-dernière année antérieure à celle qui précède l'année où a lieu chacune de ces opérations. Toutefois, si ces revenus diffèrent de plus ou de moins de 15 % de ceux de l'année en cours, calculés sur une base annuelle, ces derniers revenus seront pris en considération.

Dans le cas d'une diminution des revenus, le nouveau loyer est appliqué le premier jour du mois qui suit la notification, par le locataire, de la diminution. Le locataire doit apporter tous les trois mois la preuve de la diminution des revenus, **sous peine du rétablissement immédiat de l'ancien loyer.**

Dans le cas d'une augmentation de revenus, le nouveau loyer est applicable le premier jour du mois qui suit l'augmentation des revenus.

Les revenus minima pris en considération par la société lors du calcul du loyer ou de sa révision ne peuvent être inférieurs aux montants définis par le ministre. Ces montants varient le 1er janvier de chaque année, sur proposition de la Société wallonne du Logement.

5.2. Révision du loyer

Le locataire communique à la société, **sans délai**, tout élément influençant le calcul de son loyer, telles notamment les modifications de ses revenus et de ceux des membres de son ménage. Toute modification de loyer est notifiée par la société au locataire par lettre simple.

1. Contrôles des revenus

Afin de permettre la révision de loyer au 1er janvier de chaque année, conformément aux règles et formes prévues par la réglementation en vigueur, le locataire s'engage à la signature du contrat à fournir à la société, dans le mois de la demande qui lui en est faite, tout renseignement nécessaire au calcul du loyer (avertissement-extrait de rôle, revenus actuels...) pour tous les membres du ménage vivant sous son toit, qu'ils y soient domiciliés ou non.

Il autorise également la société à vérifier auprès des contributions et de tout organisme, toute déclaration de revenus ou de patrimoine concernant tous les membres de son ménage vivant sous son toit, qu'ils y soient domiciliés ou non.

1. Sanctions

Sous réserve de poursuites judiciaires éventuelles, en cas de refus de fournir les renseignements nécessaires au calcul du loyer, faisant suite à un rappel adressé par la société aux membres du ménage, sous la forme d'une lettre recommandée, ou en cas de remise de renseignements incomplets ou inexacts, ou si le locataire n'informe pas la société de toute augmentation de 15% ou plus des revenus de son ménage par rapport aux revenus pris en considération pour le calcul du dernier loyer, cette dernière peut porter le loyer au montant maximum correspondant à la valeur locative normale ou résilier le bail, moyennant préavis donné dans les formes légales et sans préjudice de l'obligation de payer les différences de loyer dont le locataire a indûment bénéficié.

La décision d'appliquer ces dispositions est prise par la société après avis du commissaire de la Société wallonne du Logement.

En cas de non-déclaration de personnes vivant dans le logement, même non domiciliées, la société peut appliquer l'augmentation de loyer, liée à la modification de la composition de ménage, **avec effet rétroactif au début de l'infraction**.

1. Réclamation sur le loyer

Toute réclamation concernant le loyer, suite à la législation, ne pourra être reçue passé le délai de trente jours suivant la notification du montant du loyer. Elle se fera par pli recommandé au siège de la société.

Le locataire pourra venir contrôler, dans le courant de janvier de chaque année, le solde de ses loyers et garantie au 31 décembre. A défaut de réclamation, par pli recommandé avant le 31 janvier, seul le solde déterminé par la société sera admis.

La société est tenue de se prononcer sur les réclamations dans les trente jours de l'introduction de celles-ci et de communiquer sa décision au locataire par envoi recommandé. A défaut de décision dans le délai prescrit, la société est réputée avoir rendu une décision défavorable au requérant.

Un recours peut être introduit auprès de la chambre de recours, instituée au sein de la Société wallonne du logement ou auprès de toute autre instance déterminée par l'arrêté du gouvernement wallon du 6 septembre 2007.

1. Réductions de loyers

Les locataires entrant dans les conditions des législations en vigueur, peuvent bénéficier de réductions de loyer, telles que réductions pour enfants à charge, reconnaissance de handicap à plus de 66% du SPF sécurité sociale, prime de déménagement et d'installation, moyennant documents probants, fixés par le législateur et après accord des services compétents. **En aucun cas, la société n'accordera des réductions avec effet rétroactif pour les preneurs qui auraient négligé de rentrer en temps opportun les attestations demandées.** En cas de dépôt tardif, la réduction prendra cours au plus tôt le 1er jour du mois suivant la remise de l'attestation.

5.3. Provisions pour charges locatives et consommations

Les charges locatives varient en fonction du type de logement.

Le montant des provisions mensuelles est fixé au 1er janvier lors de la révision annuelle des loyers.

Aux alentours du mois d'avril, un décompte de charges est établi en fonction des factures payées l'année précédente et réparties selon les logements concernés.

5.4. Echéance de paiement

Le loyer doit être payé au plus tard pour le 10 de chaque mois.

Quel que soit le mode de paiement choisi, il est important de ne pas oublier d'indiquer votre numéro de communication structurée qui vous aura été remis sur la première feuille de votre calcul de loyer.

ATTENTION !!! Ne mentionnez que la communication structurée et rien d'autre (pas de n° de locataire, nom ou adresse...).

5.5. Garantie locative

La totalité de la garantie locative est versée par le locataire avant que le logement soit mis à sa disposition.

La société verse les sommes remises par le locataire sur un compte individuel et producteur d'intérêts, ouvert à son nom auprès de la Société wallonne du logement.

Tant que le bail est d'application, la garantie ne peut en aucun cas être libérée.

En cas de dégâts locatifs constatés lors de l'état des lieux de sortie, d'arriérés de loyer et factures, la garantie locative pourra être retenue (principal et intérêts). Le solde éventuel ne pourra être remboursé tant que les travaux de remise en ordre ne sont pas achevés.

1. Assurances

Assurer son logement est une nécessité et une obligation.

La société a souscrit pour chaque logement une police d'assurance type «intégrale incendie» avec abandon de recours envers le locataire.

Le locataire, quant à lui, est dans l'obligation de souscrire une police incendie pour les risques suivants :

- les meubles;
- le recours que l'article 1382 du Code civil accorde aux voisins.

En cas de sinistre (dégâts occasionnés par le feu, l'eau, l'explosion...), le locataire préviendra immédiatement la société de logements.

N'oubliez pas que vous devez fournir les preuves des dommages; ne jetez donc pas les objets détériorés et rassemblez tout ce qui peut justifier la valeur des biens disparus ou détériorés (factures, certificats de garantie, photos, etc.).

Comme tout un chacun, **il est prudent de vous assurer en responsabilité civile**. Cette assurance paiera les dommages causés accidentellement à autrui par vous-mêmes, vos enfants, votre conjoint, votre animal.

1. **Demande de réparations et de travaux**

Toute demande de réparation doit être faite obligatoirement par écrit (mail, voie postale ou fax) en mentionnant un numéro de téléphone auquel on peut toucher le demandeur.

Avant d'effectuer des transformations dans son logement, le locataire doit avertir le Logis tournaisien et attendre son autorisation. En cas de dégâts causés par ces travaux, les frais de réparation seront à sa charge. Dans tous les cas, une remise dans l'état initial pourra être exigée par la société.

Le locataire est dans l'obligation de signaler, sans délai, à la société, toute dégradation, défectuosité ou dommage survenant dans l'immeuble. A défaut, il en supporte les conséquences.

Il sera tenu de signaler immédiatement aux sociétés intéressées toute fuite, perte ou défectuosité aux installations d'eau, de gaz ou d'électricité, de même pour les installations de chauffage, aux firmes de dépannage désignées par le Logis tournaisien.

Lors de tentative d'effraction ou d'acte de vandalisme, le locataire est tenu de déclarer les faits à la police et sollicite une copie de sa déposition qu'il transmet au Logis tournaisien.

1. **Dispositions communes**

Les locataires sont tenus d'utiliser uniquement les parkings qui leur sont réservés ou ceux de la voirie publique.

Le stationnement de véhicules de travail (grosses camionnettes et camions) ou de caravanes est rigoureusement interdit.

De même, le stationnement des véhicules, caravanes et remorques non immatriculés est interdit sur les voiries, parkings, abords (pelouses) et accès garage.

1. **Dispositions particulières aux appartements**

- Pour éviter tout désagrément, il est strictement interdit de déposer un quelconque engin dans le hall d'entrée (poussettes, vélos, vélomoteurs...).
- Toute machine et engin à moteur sont interdits dans les immeubles.
- Tout dépôt d'immondices est interdit dans les locaux communs.
- Les locataires sont tenus de se conformer aux consignes apposées aux valves dans le hall d'entrée de l'immeuble.
- Le locataire veillera à :
 - Ne pas laisser jouer les enfants dans les sous-sols, cages d'escaliers, paliers, couloirs, cabines d'ascenseur, combles ainsi que dans les plantations.
 - Ne pas laisser les animaux domestiques faire leurs besoins sur les terrasses, dans les couloirs, escaliers, cages d'ascenseur, pelouses communes...

CHACQUE LOCATAIRE VEILLERA A NE RIEN DISPOSER OU ENTREPOSER (OBJETS, MEUBLES, PLANTES, ETC.) SUR LE SOL DES DIFFÉRENTS PALIERS ET CE, AFIN DE PERMETTRE UNE INTERVENTION RAPIDE ET EFFICACE DES SERVICES INCENDIE SI NÉCESSAIRE.

1. Animaux domestiques

Le Logis tournaisien tolère la garde d'un chien par logement, sauf les races suivantes :

American Staffordshire, English Terrier, Pitbull, Fila Brasileiro, Tosa Inu, Akita Inu, Dogue Argentin, Bull Terrier, Mastiff, Ridgeback Rhodésien, Dogue de Bordeaux, Band Dog et Rottweiler (ainsi que les chiens croisés avec l'une de ces races) ou d'un chat, à condition que cet animal ne soit pas la cause de dégradations ou troubles de voisinage.

Les animaux exotiques sont rigoureusement interdits.

6. Respect du voisinage

Afin de respecter son voisinage:

- Le locataire veillera à modérer la puissance des appareils de diffusion (TV, radio...) de manière à ne pas troubler la quiétude des voisins.
- Le locataire ne tondra pas sa pelouse et n'utilisera pas d'outillage tel que foreuse, tronçonneuse etc. les dimanches et jours fériés afin de respecter la tranquillité des voisins.
- Il veillera, pour lui-même et pour les siens, à ne pas troubler la tranquillité ni le repos de ses voisins.
- **Pour rappel: on considère qu'il y a tapage nocturne lorsque la tranquillité est troublée entre 22heures et 7heures et celui-ci est répréhensible par la loi (article 561 du Code pénal).**
- Dans un esprit d'esthétique et de convivialité, il est interdit:
 - d'exposer du linge, des tapis ou des objets de literie en façade;
 - de faire sécher du linge sur les pelouses publiques ou zones de recul de la société;
 - de secouer des choses par les fenêtres et balcons telles que paillassons, tapis, matelas, couvertures...
 - de jeter de l'eau ou des objets quelconques par les fenêtres et balcons tels que déchets, nourriture, mégots...

I. Immondices

Les immondices seront déposées à l'extérieur du logement au plus tôt la veille du ramassage après 20heures, selon les dispositions communales.

Si les sacs n'ont pas été enlevés (non conformes, mal placés, troués,...), le locataire doit faire le nécessaire pour évacuer les déchets le plus rapidement possible.

Pour les encombrants ne pouvant être présentés à la collecte des immondices, il y a lieu de se référer aux dispositions communales.

II. Garages

L'utilisation du garage est réservée **exclusivement** au parage des véhicules.

Les garages mis en location ne peuvent donner lieu à aucune activité professionnelle officielle ou officielle.

La société décline toute responsabilité en cas de dommages tels qu'accidents, vols ou dégâts, même partiels, qui pourraient survenir dans les garages.

Les véhicules doivent être fermés à clé ainsi que les portes des emplacements privatifs. Il est déconseillé de laisser des objets de valeur ainsi que les papiers de la voiture à l'intérieur du véhicule.

Aucune personne ni aucun animal ne peut séjourner dans les garages.

L'accès à ceux-ci doit toujours être libre.

Tout rassemblement intempestif aux alentours des batteries de garage est interdit.

Aucune activité secondaire ne peut avoir lieu dans les garages.

Le locataire est tenu de nettoyer son garage, de manier la porte ou le volet avec précaution et de procéder à l'entretien régulier du mécanisme de fermeture.

Le garage ne peut en aucun cas être prêté ou sous-loué.

1. **Entretien de votre logement**

Pour rappel, le locataire s'engage à occuper les lieux loués en bon père de famille. Il doit effectuer l'entretien courant ainsi que les petites réparations locatives.

Le locataire est tenu de se conformer aux prescriptions reprises au tableau qui suit.

ENTRETIEN DE VOTRE LOGEMENT	
EXTERIEUR	
Antennes	Le placement d'antennes est interdit.
Auvents	Nettoyer, entretenir.
Balcons	Nettoyer et entretenir, y compris siphons et avaloirs. Attention aux bacs à fleurs, caisses... laissant des tâches! Il est interdit de fermer un balcon ! Interdiction de faire sécher le linge aux balcons et fenêtres !
Balustrades et garde-corps	Nettoyer et entretenir régulièrement. Signaler à la société de logement les défauts de fixation.
Boîte aux lettres	Vider régulièrement. Entretenir et graisser les serrures, charnières, cadenas. Le locataire est responsable en cas de perte ou vol de la clé.
Chambres de visite - égouts	Nettoyer et déboucher les canalisations. Le locataire est responsable si les égouts sont bouchés à cause d'objets ou de graisse. Dans les immeubles à appartements multiples, les interventions de nettoyage et de débouchage sont effectuées par la société de logement et répercutées dans les charges locatives entre les locataires concernés. Signaler au propriétaire toutes les dégradations (brisure de canalisation, fuite...).
Cheminées	A faire ramoner chaque année par un homme de métier (attestation à fournir à la société de logement) et en fin de bail. Signaler tout problème interne ou externe.
Chéneaux-gouttières	Nettoyer et curer les chéneaux et gouttières. Signaler au propriétaire les fuites. Dans les immeubles à appartements multiples, les interventions de nettoyage sont effectuées par la société et répercutées dans les charges locatives entre les locataires concernés.
Citerne à eau	Dépolluer en cas de faute ou négligence de la part du locataire. Nettoyer régulièrement. Le locataire est responsable des obstructions.

Citerne à mazout	Maintenir un niveau suffisant de mazout afin d'éviter l'encrassement. Remettre en état les lieux et nettoyer en cas de débordement. Signaler au propriétaire si oxydation de la cuve (rouille).
Clôtures	Interdiction de modifier ou trouser les clôtures quel qu'en soit le type.
Clôtures (haies)	Tailler (max. 60 cm de haut à front de rue, 1m60 de haut ailleurs et env. 50 cm de large) et entretenir les haies sur les trois faces et abouts. Enlever les plantations non autorisées en fin de bail.
Clôtures (murs)	Signaler les dégradations générales de la maçonnerie.
Clôtures (piquets avec fils ou treillis)	Remplacer, si nécessaire, une partie des piquets, treillis et fils de tension.
Coupoles et lanterneaux	Nettoyer et démousser. Entretenir et graisser les mécanismes de commande.
Dalles de sol	Remplacer en cas de bris suite à un choc ou une surcharge anormale. Entretenir les surfaces et les joints.
Egouttage (avaloirs, caniveaux, siphons de cour, chambres de visite)	Entretenir, nettoyer et curer les avaloirs, caniveaux, siphons, chambres de visite. Verser de l'eau en cas de mauvaises odeurs. Le locataire est responsable en cas d'obstruction. Interdiction de verser des produits polluants.
Etanchéité toiture plate, terrasse	Réparer les dégradations causées par le locataire.
Façades	Réparer les dégâts causés par le locataire (traces et coulées provenant de bac à fleurs, salissures,...). Interdiction de : - percer. - placer des enseignes, réclames, pancartes. - modifier le type de revêtement ou de peinture.
Fosses d'aisance - fosses septiques	S'assurer du bon fonctionnement des fosses de tout type. Curer et vidanger les fosses régulièrement et lors du départ. Le locataire est responsable des obstructions.

Jardins et espaces verts privatifs liés au logement	<p>Entretien.</p> <p>Tailler, élaguer, entretenir les arbres.</p> <p>Tailler, élaguer, remplacer les pieds périssables des haies.</p> <p>Protéger les arbres contre les chenilles, mousses et lichens.</p> <p>Tondre les pelouses (en moyenne tous les quinze jours) et éliminer l'herbe tondue.</p> <p>Entretien et remplacement des vitres brisées ou fêlées des serres et couches (petites serres). Ne pas effectuer de plantations non autorisées.</p> <p>Veiller au respect des règlements locaux ou régionaux.</p> <p>Evacuation des déchets.</p> <p>Pour les espaces verts : "<u>Ces frais sont répartis sur la base des travaux effectués en regard de l'immeuble, groupe d'immeubles ou ensemble de logements (...)</u>" AGW 25/02/99, Art.7 Frais, §2-c, espaces verts.</p> <p>Interdiction de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • poser des pieux, portillons, portes, clôtures différentes, arbres à hautes tiges, antennes. • construire des dépendances, quels que soient les matériaux, la dimension, l'usage (remises, poulaillers, volières, clapiers, pigeonniers, niches à chien...). • utiliser les clôtures, descentes d'eau comme piquet à linge. • placer des cuves ou bidons combustibles. <p>si la partie jardin à front de rue n'est pas entretenue par la société, seules les plantes ornementales sont autorisées.</p>
Servitudes	<p>Le locataire est tenu de respecter toutes les servitudes de quelle que nature qu'elles soient, établies à charge du bien loué, notamment celles des conduites d'eau, d'électricité, de gaz, d'égouts, de télédistribution, de pipeline,...</p>
Abri de jardin	<p>Le locataire doit impérativement demander l'autorisation écrite au Logis tournoisien pour poser un abri de jardin. En aucun cas, il ne pourra être posé sur une dalle de béton.</p>
Toiture	<p>Réparer les dégâts causés aux vitres des tabatières.</p>

Trottoirs privatifs	<p>Nettoyer régulièrement les trottoirs, notamment enlèvement des mauvaises herbes qui pousseraient, jusqu'y compris, le filet d'eau. Il en va de même pour la cour arrière.</p> <p>Signaler immédiatement les défauts à la société de logement (à défaut, le locataire engage sa responsabilité).</p> <p>Evacuer la neige ou le verglas du trottoir d'accès et celui longeant le logement, ainsi que les escaliers éventuels.</p>
Volets	<p>Entretenir le mécanisme et graisser les parties mobiles.</p> <p>Remplacer la sangle en cas d'usure.</p>
INTERIEUR	
Ascenseur	<p>Signaler immédiatement tout dysfonctionnement.</p> <p>NB : l'entretien courant, le contrôle et le remplacement des pièces suite à un usage normal (contacts, fusibles, ampoules, interrupteurs,...) sont généralement compris dans la provision mensuelle (suivant le respect de l'AGW 25/02/1999, Art. 7 Frais, §2-d).</p> <p>Se conformer scrupuleusement aux instructions apposées dans les cabines. Les locataires respecteront la plus stricte discipline afin que toutes les manœuvres indispensables au bon fonctionnement des ascenseurs soient correctement exécutées. Ils pratiqueront le «fair-play» à l'égard des autres usagers.</p> <p>Interdiction de bloquer les portes.</p>
Boiler (chauffe-bain, chauffe-eau, vase d'expansion)	<p>Surveiller, entretenir et remplacer les robinets de réglage et d'arrêt.</p> <p>Détartre.</p> <p>Préserver contre le gel.</p> <p>Régler.</p> <p>Frais relatifs aux contrats ordinaires de maintenance, d'entretien et de dépannage des installations.</p> <p>Ces frais sont répartis entre les logements bénéficiant de ces services suivant le respect de l'AGW du 7 mars 2001, art. 1er, 3°.</p>

Canalisations, tuyauteries, décharges	<p>Manipuler régulièrement les vannes et robinets d'arrêt.</p> <p>Réparer les dégâts causés par l'utilisation de produits inappropriés.</p> <p>Couper l'alimentation d'eau pendant les absences prolongées.</p> <p>Préserver contre le gel.</p> <p>Mettre un bouchon sur les canalisations de gaz en fin de bail.</p> <p>Vérifier le bon écoulement et le dégorgement des décharges, égouts et siphons.</p> <p>Réparer les dégâts causés suite à une obstruction d'un tuyau de décharge.</p> <p>Remplacer les joints, colliers et raccords.</p> <p>Les machines à lessiver, lave-vaisselles, doivent être raccordés directement sur une décharge et non se déverser dans un lavabo, une baignoire ou un évier.</p>
Cave	Nettoyer et vider en fin de bail.
Chambranle	<p>Entretenir à l'aide de produits appropriés.</p> <p>Réparer et remettre en peinture les coups et percements.</p>
Chauffage central	<p>Frais relatifs aux contrats ordinaires de maintenance, d'entretien et de dépannage des installations.</p> <p>Ces frais sont répartis entre les logements bénéficiant de ces services suivant le respect de l'AGW du 7 mars 2001, art. 1er, 3°.</p> <p>Protéger les installations.</p> <p>Surveiller et entretenir les robinetteries, vannes, pression d'eau, groupe de sécurité et purge des radiateurs (vider l'air).</p> <p>Lors du remplissage de la cuve à mazout, éteindre la chaudière et la redémarrer 2h plus tard.</p> <p>Protéger contre la gelée.</p> <p>Veiller à ne pas encombrer les installations.</p> <p>Ne pas obturer les ventilations.</p> <p>Interdiction d'utiliser des chauffages autres que ceux prévus pour l'immeuble et notamment des chauffages «d'appoint» non raccordés, tels que ceux au gaz en bouteille, pétrole...</p>

Cheminée/foyer	<p>Lors de la fin du bail, reboucher le trou de raccordement pour le foyer pour empêcher les courants d'air.</p> <p>Faire ramoner annuellement par une entreprise spécialisée avec attestation à remettre à la société de logement ainsi que lors du départ (sauf convention contraire passée entre la société et le locataire).</p>
Clés	<p>Remplacer les serrures en cas de perte ou de vol des clés.</p> <p>Rembourser les clés manquantes en fin de bail.</p>
Cloisons légères	Réparer les percements, griffures et trous de fixation.
Clous, crampons, crochets, pitons	Enlever les fixations et reboucher les trous.
Compteurs	<p>Protéger contre la gelée.</p> <p>Réaliser les démarches auprès des sociétés de distribution en début et fin de bail. Permettre l'accès à la société de logement.</p> <p>Permettre/effectuer les relevés périodiques de consommation.</p>
Cuisinières-fours-tables de cuisson	<p>Entretenir en utilisant les produits appropriés.</p> <p>Remplacer les ampoules, boutons, joints de porte...</p>
Escaliers	<p>Entretenir normalement avec les produits adéquats.</p> <p>Lors du départ, enlever la peinture, les tapis (ou tout autre revêtement) sur les marches et remettre en état d'origine.</p> <p>Réparer les fuseaux (piquets) et mains courantes (rampes) descellés.</p> <p>Réparer les dégradations autres que celles dues à une usure normale.</p>
Faïence	<p>Nettoyer.</p> <p>Réparer les percements.</p>
Fenêtres-portes	<p>Nettoyer les faces intérieures et extérieures accessibles et/ou ouvrantes.</p> <p>Nettoyer les canaux d'évacuation et de la chambre de décompression (sinon risque d'infiltration d'eau).</p> <p>Remplacer les tringles à rideaux et tentures placées par le propriétaire et qui sont manquantes en fin de bail.</p> <p>Utiliser régulièrement les parties ouvrantes afin d'éviter leur blocage.</p> <p>Réparer les dégâts dus à un manque de ventilation par négligence.</p> <p>Entretenir et graisser les serrures, ferrures, charnières...</p> <p>Reboucher les trous de fixation des stores, tentures, etc.</p>

	<p>Signaler à votre société de logement, dans les meilleurs délais, la nécessité de remise en peinture extérieure.</p> <p>Ne pas boucher les ventilations des châssis.</p> <p>Aucune altération des portes dites "coupe-feu" n'est tolérée (placement de "judas" notamment)!</p>
Adoucisseur d'eau	<p>Nettoyer et remplacer le filtre.</p> <p>Utiliser le système en permanence et l'alimenter en sel, résine.</p>
Foyer à cassette ou insert	<p>Entretien des accessoires de fonctionnement ainsi que les matériaux constitutifs.</p> <p>Remplacer le cordon du portillon ou les joints mastic.</p> <p>Nettoyer les vitres et parois.</p>
Infiltration d'eau	<p>Remettre en état en cas de fuite au niveau d'un élément visible ou d'un joint souple de la baignoire, douche, lavabo, évier.</p>
Installation électrique	<p>Remplacer les interrupteurs, fusibles, disjoncteurs, ampoules et soquets.</p> <p>Remettre en état les revêtements, fissures, suite au démontage d'installation réalisée par le locataire.</p> <p>Au départ du locataire, protéger par des sucres sur tous les points lumineux.</p> <p>En aucun cas, le locataire ne peut procéder à des modifications et/ou extensions de l'installation existante sans autorisation préalable de la société de logement!</p>
Installation gaz	<p>Frais relatifs aux contrats ordinaires de maintenance, d'entretien et de dépannage des installations. Ces frais sont répartis entre les logements bénéficiant de ces services suivant le respect de l'AGW du 7 mars 2001, art. 1er, 3°.</p> <p>Signaler tout dysfonctionnement à la société.</p> <p>Bouchonner les canalisations en fin de bail (vérification par la société ou un professionnel avec refacturation auprès du locataire).</p>
Marbres et autres tablettes	<p>Nettoyer et entretenir.</p> <p>Ne pas percer ou altérer.</p>
Menuiseries-bois, PVC, Alu	<p>Interdiction de découper, entailler, forer.</p> <p>Responsable en cas de traces, coups, taches, griffures et échardes.</p>
Miroirs	<p>Entretien et vérifier les points de fixation.</p> <p>Réparer les coups et l'oxydation (rouille) due à une humidité excessive.</p> <p>Remplacer en cas de bris.</p>
Murs	<p>Réparer les fissures légères.</p> <p>Stucage des murs interdit.</p>

Papiers de tapisserie	<p>Dépoussiérer, lessiver, recoller.</p> <p>Rembourser les frais de détapissage, de réparation des enduits et de renouvellement du papier en cas de dégâts occasionnés par le locataire.</p> <p>Interdiction de superposer les revêtements muraux ou de peindre le papier peint.</p> <p>Interdiction de poser de la fibre de verre.</p>
Parlophones - vidéophones - sonneries	Nettoyer le combiné, support et cordon.
Parquets	<p>Remplacer les lames de bois griffées, brûlées ou détériorées.</p> <p>Nettoyer, racler et traiter toute la surface si l'état du parquet le nécessite.</p> <p>Réparer les dégâts provoqués par des meubles trop lourds, des revêtements de sols, des traces de talons, etc.</p>
Pavements - carrelages	<p>Entretenir avec des produits appropriés.</p> <p>Réparer les dégâts dus à une surcharge et/ou stagnation.</p> <p>Remplacer certains carrelages cassés (si faute du locataire).</p> <p>Intervention dans les frais, si la totalité du pavement doit être remplacé (par ex. les pièces à remplacer ne sont plus commercialisées).</p> <p>Interdiction de forer.</p>
Peinture et vernis	<p>Dépoussiérer, laver (si peinture lavable!) les souillures, matières grasses... et entretenir.</p> <p>Réparer les dégradations dues à la pose d'accessoires, de clous, de crampons.</p> <p>Remettre en état si le locataire a effectué des travaux de peinture sans autorisation du propriétaire.</p> <p>Interdiction de peindre les châssis, portes, chambranles, murs, plafonds, radiateurs, tuyauteries apparentes dans des teintes foncées (les châssis et portes intérieurs doivent être peints en blanc ou vernis).</p>
Plafonds	<p>Nettoyer.</p> <p>Remettre en peinture complètement (exclusivement en blanc) si celle-ci s'impose à la suite de négligence ou de non-entretien (par ex. manque de ventilation).</p> <p>Réparer suite aux coups, percements et enlèvements de fixations.</p> <p>Réparer suite à une infiltration non signalée au propriétaire.</p> <p>Interdiction de coller quoi que ce soit au plafond.</p>

Plomberie/sanitaire, baignoire, robinetterie, évier, lavabo, tube de douche, cuvette et chasse WC	<p>Vidanger, nettoyer, entretenir avec des produits appropriés.</p> <p>Nettoyer le tartre, les taches et traces en tout genre.</p> <p>Réparer les éclats, écornures, fêlures, griffures.</p> <p>Remplacer le joint souple périphérique de resserrage et réparer en cas de défectuosité de celui-ci (suite aux infiltrations).</p> <p>Remplacer les filtres, mousseurs et joints des vannes, robinets et chasse d'eau.</p> <p>Remplacer les joints, les charnières, les sièges et couvercles des WC.</p> <p>Remplacer la chaîne de tirage et la poignée des chasses d'eau.</p> <p>Manipuler régulièrement les robinets, robinets d'arrêt et vannes.</p> <p>Ne rien jeter dans les WC (objets quelconques, déchets, graisses, langes, serviettes hygiéniques, tampons...).</p>
Revêtement de sol souple	<p>Réparer les déchirures et griffures.</p> <p>Remplacer si dégradation après lavage avec des produits appropriés (ne pas coller sur la totalité de la surface).</p>
Serrures - Poignées – Verrous - quincailleries	Réparer, entretenir et graisser les ferrures, charnières...
Sortie de secours	Ne pas encombrer.
Tapis	Dépoussiérer et enlever les taches.
Télécommande-badge	Rembourser les télécommandes ou badges abîmés ou manquants en fin de bail.
Tentures	<p>Dépoussiérer, nettoyer et entretenir.</p> <p>Réparer les accrocs, déchirures, auréoles et brûlures.</p>
Vitrage	<p>Nettoyer.</p> <p>Remplacer en cas de bris (hors force majeure).</p> <p>Enlever des inscriptions peintes ou collées.</p>
Vitraux	Nettoyer.
Déménagement	Réparer les dégâts occasionnés au bien loué et aux parties communes suite au déménagement (procéder à l'état des lieux avant et après le déménagement en cas de service de déménageurs professionnels).
Dépôts de nicotine	<p>Remettre en état les murs et plafonds (lessivage, couche de fond, peinture).</p> <p>Nettoyer les voiles, tentures, tapis, textiles (frais de dépose et repose compris).</p> <p>Nettoyer les prises, interrupteurs, radiateurs etc.</p>

Désinfection parasites, cafards, punaises, rongeurs...	<p>Faire désinfecter les locaux infestés par une firme spécialisée.</p> <p>Suivant le respect de l'AGW 25/02/1999, Art. 7 Frais, §2-g, "<u>Les interventions ponctuelles effectuées dans un immeuble bien défini, voire dans un seul logement, doivent être considérées comme de l'entretien locatif normal à charge des locataires de cet immeuble ou de ce logement</u>".</p>
Détection incendie	<p>Entretenir (y compris le remplacement de piles) les détecteurs.</p> <p>Effectuer des tests réguliers.</p> <p>Suivant le respect de l'AGW 25/02/1999, Art. 7 Frais, §2-f.</p> <p>Interdiction d'enlever les détecteurs.</p>
Portes coupe-feu	Interdiction d'enlever les bras de portes.
Mérule	Payer les frais d'élimination et de réparation quand le locataire a manqué à son devoir de signalement.
Nettoyage	<p>Nettoyer régulièrement avec des produits appropriés les plafonds, murs, sols, menuiseries intérieures et extérieures, escaliers, caves, greniers, radiateurs,...</p> <p>Evacuer régulièrement les détritits et encombrants.</p> <p>Lessiver les murs et plafonds si nécessaire. Si nécessaire, régler les frais d'enlèvement des objets encombrants et détritits en fin de bail.</p> <p>Suivant le respect de l'AGW 25/02/1999, Art. 7 Frais, §2-b, "<u>Ces frais (d'entretien généraux) sont répartis entre les logements bénéficiant de ces services (...) (ou) entre le ou les locataires concernés, conformément au contrat de bail ou règlement de location précisant que chaque locataire est responsable de son environnement immédiat.</u>"</p> <p>A la sortie, le logement doit être propre.</p>
Ventilation	<p>Assurer une ventilation optimale du logement.</p> <p>Nettoyer toute trace de développement de moisissure.</p> <p>En cas de problème d'humidité persistante, prendre contact avec le propriétaire.</p>

13. Patrimoine communal. Déclassement de biens meubles communaux pour la revente.
Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que le collège communal, en séance du 28 avril 2017, a décidé de faire procéder au déclassement et à la revente de biens meubles communaux;

Considérant que pour les biens repris dans le tableau ci-dessous, vu l'état général et le nombre d'années d'ancienneté, de grosses réparations devraient être engagées à des coûts élevés pour la remise en état de ceux-ci;

Considérant que ces biens n'ont plus d'utilité au bon fonctionnement du service travaux et du conservatoire et qu'ils pourraient être déclassés et proposés à une revente au plus offrant :

Caractéristiques / Clauses techniques	Offre à partir de:
<u>Lot 1 :</u> Cyclomoteur n° 1 de marque Piaggio de 2001 avec un kilométrage de 13.192 km Certificat de conformité : OUI /N° de cadre : FCS2T 0166816 Manque clignotant et batterie défectueuse.	90,00€
<u>Lot 2 :</u> Cyclomoteur n° 2 de marque Piaggio de 2001 avec un kilométrage de 4.276 km Certificat de conformité: NON /N° de cadre : ***** Manque rétroviseur. Moteur en état de marche.	100,00€
<u>Lot 3 :</u> Cyclomoteur n° 3 de marque Piaggio de 2001 avec un kilométrage de 8.270 km Certificat de conformité : OUI /N° de cadre : FCS2T 0166822 Moteur hors service, pour pièces	75,00€
<u>Lot 4 :</u> Cyclomoteur n° 4 de marque Piaggio de 2001 avec un kilométrage de 222 km Certificat de conformité : NON /N° de cadre : ***** Manque roue arrière. Moteur en état de marche.	75,00€
<u>Lot 5 :</u> Cyclomoteur n° 5 de marque Piaggio de 2001 avec un kilométrage de 425 km Certificat de conformité : OUI /N° de cadre : FCS2T 0166794 Manque roue arrière et cache de protection bougie. Moteur hors service, pour pièces.	75,00€

<u>Lot 6 :</u> Cyclomoteur n° 6 de marque Piaggio de 2001 avec un kilométrage de 15.220 km Certificat de conformité : OUI /N° de cadre: FCS2T 0166753 Manque roue arrière et cache de protection bougie. Moteur hors service, pour pièces.	55,00€
<u>Lot 7 :</u> Cyclomoteur n° 7 de marque Piaggio de 2001 avec un kilométrage de 5.089 km Certificat de conformité : OUI /N° de cadre: FCS2T 0166817 Manque roue arrière et cache de protection bougie. Moteur hors service, pour pièces.	65,00€
<u>Lot 8 :</u> Cyclomoteur n° 8 de marque Piaggio de 2001 avec un kilométrage de 62 km Certificat de conformité : OUI /N° de cadre: FCS2T 0166818 Manque roue arrière. Moteur en très bon état de marche.	125,00€
<u>Lot 9 :</u> Clark de marque Michigan de 1982. Identification du véhicule : OUI /N° de Châssis : 4218B830JAC. Carburant : gasoil Forte corrosion au niveau de la cabine. En état de fonctionnement. Plus homologué par AIB-VINCOTTE.	1.000,00€
<u>Lot 10 :</u> JCB de marque Bamford de 1987. Identification du véhicule : OUI /N° de Châssis : 3CX4325157. Carburant : gasoil Manque flèche arrière, corrosion au niveau de la cabine. En état de fonctionnement. Plus homologué par AIB-VINCOTTE.	1.000,00€
<u>Lot 11 :</u> Camionnette de marque Renault B80 de 1992 avec un kilométrage de 262.284 km. Identification du véhicule : OUI /N° de Châssis : VF6FN40A000048600. Carburant : gasoil Corrosion, rotule de suspension à remplacer. Plus de contrôle technique depuis le 9/06/2016.	1.000,00€

<u>Lot 12</u> : Camionnette de marque Peugeot Boxer de 2003 avec un kilométrage de 160.000 km. Identification du véhicule : OUI /N° de Châssis : VF3ZCPMNC17230760. Carburant : gasoil Corrosion. En état de fonctionnement. Carte rouge au contrôle technique.	800,00€
<u>Lot 13</u> : Tracteur de marque Zetor avec nacelle de 1983. Identification du véhicule : OUI /N° de Châssis : 81452832. Carburant : gasoil Bloc moteur à remplacer, corrosion. Nacelle en parfait état. Plus homologué par AIB-VINCOTTE.	2.000,00€
<u>Lot 14</u> : Bus de marque Volvo (49 + 1 PL) de 1994 avec un kilométrage de 598.633 km. Identification du véhicule : OUI /N° de Châssis : YV3R12B12RA001200. Carburant : gasoil Corrosion. En état de fonctionnement. Carte rouge au contrôle technique.	1.500,00€
<u>Lot 15</u> : Bus de marque Mercedes (23 + 1 PL) de 1993 avec un kilométrage de 375.722 km. Identification du véhicule : NON. Photocopie du certificat d'immatriculation /N° de Châssis : WDB6680631N012398. Carburant : gasoil Corrosion. Pour pièces.	500,00€
<u>Lot 16</u> : Compresseur de marque Atlas Copco de 1988. Hors d'usage. Uniquement pour pièces.	200,00€
<u>Lot 17</u> : Piano n° 1 provenant du conservatoire.	50,00€
<u>Lot 18</u> : Piano n° 2 provenant du conservatoire.	75,00€
<u>Lot 19</u> : Piano n° 3 provenant du conservatoire.	75,00 €
<u>Lot 20</u> : Scie radiale de marque DEWALT du service menuiserie. Jeu dans l'axe central. En état de fonctionnement.	250,00€
<u>Lot 21</u> : Toupie de marque SCMT130 du service menuiserie. Manque chariot à tenonner. En état de fonctionnement.	200,00€

Considérant que ces biens pourraient être vendus pour pièces;

Considérant que la vente doit respecter le principe d'égalité entre acquéreurs et doit être dûment motivée;

Considérant qu'il sera procédé à la mise en vente, de gré à gré avec publicité, selon la procédure et les conditions fixées dans le cahier des charges, des biens meubles communaux, dans l'état dans lequel ils se trouvent, sans garantie ni recours, avec la mention "Vente de pièces".

Considérant que les date et heure ultimes de réception des offres ont été fixées comme suit : le 15 septembre 2017 - 16 heures.

Considérant que les recettes des ventes, estimées à 9.310,00€, seront imputées aux articles suivants :

- article n° 124/773-51 pour les cyclomoteurs
- article n° 421/773-98 pour le Clark Michigan et le JCB Bamford
- article n° 421/773-52 pour les camionnettes Renault et Peugeot
- article n° 421/773-98 pour le tracteur Zetor
- article n° 722/773-98 pour les bus Volvo et Mercedes
- article n° 421/774-51 pour le compresseur, la scie radiale et la toupie
- article n° 734/774-51 pour les pianos;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 23/05/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

A. D'autoriser le déclassement des biens meubles repris dans le tableau ci-dessous:

Caractéristiques / Clauses techniques	Offre à partir de:
<u>Lot 1 :</u> Cyclomoteur n° 1 de marque Piaggio de 2001 avec un kilométrage de 13.192 km Certificat de conformité : OUI /N° de cadre : FCS2T 0166816 Manque clignotant et batterie défectueuse.	90,00€
<u>Lot 2 :</u> Cyclomoteur n° 2 de marque Piaggio de 2001 avec un kilométrage de 4.276 km Certificat de conformité: NON /N° de cadre : ***** Manque rétroviseur. Moteur en état de marche.	100,00€
<u>Lot 3 :</u> Cyclomoteur n° 3 de marque Piaggio de 2001 avec un kilométrage de 8.270 km Certificat de conformité : OUI /N° de cadre : FCS2T 0166822 Moteur hors service, pour pièces	75,00€
<u>Lot 4 :</u> Cyclomoteur n° 4 de marque Piaggio de 2001 avec un kilométrage de 222 km Certificat de conformité : NON /N° de cadre : ***** Manque roue arrière. Moteur en état de marche.	75,00€

<u>Lot 5 :</u> Cyclomoteur n° 5 de marque Piaggio de 2001 avec un kilométrage de 425 km Certificat de conformité : OUI /N° de cadre : FCS2T 0166794 Manque roue arrière et cache de protection bougie. Moteur hors service, pour pièces.	75,00€
<u>Lot 6 :</u> Cyclomoteur n° 6 de marque Piaggio de 2001 avec un kilométrage de 15.220 km Certificat de conformité : OUI /N° de cadre: FCS2T 0166753 Manque roue arrière et cache de protection bougie. Moteur hors service, pour pièces.	55,00€
<u>Lot 7 :</u> Cyclomoteur n° 7 de marque Piaggio de 2001 avec un kilométrage de 5.089 km Certificat de conformité : OUI /N° de cadre: FCS2T 0166817 Manque roue arrière et cache de protection bougie. Moteur hors service, pour pièces.	65,00€
<u>Lot 8 :</u> Cyclomoteur n° 8 de marque Piaggio de 2001 avec un kilométrage de 62 km Certificat de conformité : OUI /N° de cadre: FCS2T 0166818 Manque roue arrière. Moteur en très bon état de marche.	125,00€
<u>Lot 9 :</u> Clark de marque Michigan de 1982. Identification du véhicule : OUI /N° de Châssis : 4218B830JAC. Carburant : gasoil Forte corrosion au niveau de la cabine. En état de fonctionnement. Plus homologué par AIB-VINÇOTTE.	1.000,00€
<u>Lot 10 :</u> JCB de marque Bamford de 1987. Identification du véhicule : OUI /N° de Châssis : 3CX4325157. Carburant : gasoil Manque flèche arrière, corrosion au niveau de la cabine. En état de fonctionnement. Plus homologué par AIB-VINÇOTTE.	1.000,00€
<u>Lot 11 :</u> Camionnette de marque Renault B80 de 1992 avec un kilométrage de 262.284 km. Identification du véhicule : OUI /N° de Châssis : VF6FN40A000048600. Carburant : gasoil Corrosion, rotule de suspension à remplacer. Plus de contrôle technique depuis le 9/06/2016.	1.000,00€

<u>Lot 12</u> : Camionnette de marque Peugeot Boxer de 2003 avec un kilométrage de 160.000 km. Identification du véhicule : OUI /N° de Châssis : VF3ZCPMNC17230760. Carburant : gasoil Corrosion. En état de fonctionnement. Carte rouge au contrôle technique.	800,00€
<u>Lot 13</u> : Tracteur de marque Zetor avec nacelle de 1983. Identification du véhicule : OUI /N° de Châssis : 81452832. Carburant : gasoil Bloc moteur à remplacer, corrosion. Nacelle en parfait état. Plus homologué par AIB-VINCOTTE.	2.000,00€
<u>Lot 14</u> : Bus de marque Volvo (49 + 1 PL) de 1994 avec un kilométrage de 598.633 km. Identification du véhicule : OUI /N° de Châssis : YV3R12B12RA001200. Carburant : gasoil Corrosion. En état de fonctionnement. Carte rouge au contrôle technique.	1.500,00€
<u>Lot 15</u> : Bus de marque Mercedes (23 + 1 PL) de 1993 avec un kilométrage de 375.722 km. Identification du véhicule : NON. Photocopie du certificat d'immatriculation /N° de Châssis : WDB6680631N012398. Carburant : gasoil Corrosion. Pour pièces.	500,00€
<u>Lot 16</u> : Compresseur de marque Atlas Copco de 1988. Hors d'usage. Uniquement pour pièces.	200,00€
<u>Lot 17</u> : Piano n° 1 provenant du Conservatoire.	50,00€
<u>Lot 18</u> : Piano n° 2 provenant du Conservatoire.	75,00€
<u>Lot 19</u> : Piano n° 3 provenant du Conservatoire.	75,00€
<u>Lot 20</u> : Scie radiale de marque DEWALT du service menuiserie. Jeu dans l'axe central. En état de fonctionnement.	250,00€
<u>Lot 21</u> : Toupie de marque SCMT130 du service menuiserie. Manque chariot à tenonner.. En état de fonctionnement.	200,00€

B. D'approuver d'une part, les termes du cahier des charges relatif à la procédure et aux conditions pour la vente des biens communaux déclassés, et d'autre part, le formulaire d'offre relatif à la mise en vente des différents lots:

1) CAHIER DES CHARGES

VENTE DES BIENS COMMUNAUX DÉCLASSÉS - PROCÉDURE ET CONDITIONS

Article 1. Objet de la vente.

Mise en vente des biens meubles communaux déclassés.

Article 2. Procédure - Publicité

La vente a lieu de gré à gré avec publicité (la vente de gré à gré s'entend de la vente effectuée par attribution au soumissionnaire ayant remis l'offre écrite la plus intéressante).

L'avis de mise en vente des biens est affiché à l'hôtel de ville de Tournai.

Cet avis ainsi que le cahier des charges et les descriptifs techniques des biens sont publiés sur le site internet communal.

La vente s'effectuera par lots déterminés au préalable par la Ville de Tournai, venderesse.

Article 3. Détermination des prix.

Un prix minimum est déterminé par l'administration communale pour chacun des lots concernés.

Article 4. Visite des lots.

Un jour de visite est organisé afin de donner la possibilité aux éventuels acquéreurs d'examiner les biens à vendre.

Ce jour est mentionné dans l'avis de mise en vente.

Article 5. Dépôt des soumissions.

La soumission doit être établie sur le formulaire prévu (modèle d'offre) et doit :

- soit être transmise par envoi recommandé ou sous pli simple (adressé à la Ville de Tournai - service : patrimoine/ occupation du domaine public - 52, rue Saint-Martin à 7500 Tournai).
- soit remise, contre accusé de réception, au service patrimoine, occupation du domaine public de la Ville de Tournai (52, rue Saint-Martin à 7500 Tournai).
- soit transmise à l'adresse électronique suivante : (domaine.public@tournai.be).

L'offre doit parvenir à l'administration avant l'heure et la date ultimes de réception indiquées dans l'avis de mise en vente.

Le formulaire doit être daté et signé.

Les offres incomplètes, illisibles ou reçues après l'heure et la date ultimes prévues ne sont pas prises en considération.

Article 6. Délai de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant un délai de soixante jours calendrier prenant cours le lendemain de la date ultime fixée pour le dépôt de l'offre.

Article 7. Attribution.

Le seul critère d'attribution étant le prix, le candidat ayant proposé l'offre de prix la plus haute se verra attribuer le bien par le collège communal.

Si deux candidats acheteurs offrent le même prix pour l'achat d'un même bien, ils seront sollicités afin de faire une nouvelle offre.

La Ville peut cependant renoncer à la vente en cours de procédure même si des offres proposant un prix au moins égal au prix minimum fixé lui sont parvenues.

Article 8 : Garantie.

Il n'y a pas de garantie pour les biens dont question.

La vente intervient sans aucune garantie (notamment quant aux vices cachés et rédhibitoires, quant à la qualité des biens vendus). Les indications fournies éventuellement à cet égard constituant de simples renseignements qui n'engagent d'aucune manière la Ville venderesse.

Précisions en ce qui concerne les véhicules vendus : ceux-ci n'ont pas été présentés au contrôle technique et sont destinés à être démolis ou à être utilisés comme pièces de rechange.

Les biens vendus sont aux risques et périls des acquéreurs dès réception par la Ville de la totalité du paiement du prix dans le délai fixé.

Article 9 : Paiement.

Le collège communal informe le candidat le plus offrant que le lot lui est attribué, sous condition de paiement à la direction financière et comptable de la somme mentionnée dans l'offre, endéans les quinze jours.

Les biens vendus ne deviennent propriété du candidat acquéreur qu'après réception du paiement complet du prix dans le délai fixé.

Si la direction financière et comptable n'a enregistré aucun paiement endéans ledit délai de quinze jours, le bien sera attribué automatiquement et sans avertissement ni mise en demeure préalable au candidat ayant fait la seconde meilleure offre, sous condition de paiement à la direction financière et comptable de la somme mentionnée dans l'offre endéans ce même délai.

Au cas où la personne ayant fait la seconde meilleure offre ne s'acquitterait pas de sa dette dans le délai prévu à cet effet, le bien sera alors remis en vente.

Article 10 : Prise de possession.

Après paiement des sommes dues auprès de la direction financière et comptable, l'acheteur prendra contact avec l'atelier communal, cellule propreté publique, afin de déterminer le jour de prise de possession du(es) bien(s).

L'acquéreur se présentera avec la preuve de paiement. Une copie de ladite preuve sera faite et devra être signée par l'acquéreur pour réception du(es) bien(s) et acceptation de son/leur état.

L'enlèvement a lieu aux frais, risques et périls des acquéreurs.

2) LE FORMULAIRE D'OFFRE relatif à la mise en vente de plusieurs lots de biens déclassés par l'administration communale de Tournai (annexé au dossier).

14. Vaulx. Rue de la Dondaine. Suppression du sentier n°31. Approbation.

Des précisions sont demandées concernant la suppression partielle ou totale du sentier 31 et l'impact éventuel de cette suppression sur la population locale. Il convient également de préciser le statut (privé ou public) du fonds.

Le Conseil décide de reporter le point.

15. Implantation scolaire "Les Apicoliers 2" à Kain. Prolongation du bail emphytéotique. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que l'implantation scolaire communale "Les Apicoliers 2" sise à Kain, rue Raoul Van Spitael occupe actuellement les bâtiments suivants:

- le bien cadastré ou l'ayant été 4ème division, section A, n° 405 Z, d'une contenance de 20a 53ca 18dm
- le bien cadastré ou l'ayant été 4ème division, section A, n° 406 N, d'une contenance de 22a 90ca 88dca
- le bien cadastré ou l'ayant été 4ème division, section A, n° 407 M, d'une contenance de 2a 76ca;

Considérant qu'en date du 17 octobre 2013, la Fédération Wallonie-Bruxelles a consenti à la Ville un bail emphytéotique portant sur les bâtiments sis à Kain, rue Raoul

Van Spitael, 29-31, actuellement cadastrés 4ème division, section A, n°406 N, pour une contenance de 22a 90ca 88dca, moyennant la redevance annuelle de 5.519,00€;

Considérant que ce droit d'emphytéose a pris cours le 1er juillet 2004 et se terminera de plein droit le 31 décembre 2041;

Considérant que, pour la partie de cette même implantation scolaire cadastrée ou l'ayant été 4ème division, section A, n° 405 Z, un bail emphytéotique a également été octroyé par la Fédération Wallonie-Bruxelles en date du 27 janvier 1999, mais ayant pris cours le 1er septembre 1997;

Considérant que ce droit d'emphytéose se termine de plein droit le 31 août 2027;

Considérant que le troisième bien, cadastré ou l'ayant été 4ème division, section A, n°407 M, appartient à la Ville;

Considérant que l'administration communale a pour projet de réaliser des travaux dans l'infrastructure scolaire précitée et que, pour pouvoir solliciter l'octroi de subsides, l'administration communale doit justifier d'un droit réel de minimum 30 ans sur les biens à dater de l'introduction de la demande de subsides;

Considérant, dès lors, que deux demandes ont été introduites auprès du propriétaire des lieux afin, d'une part, de prolonger les baux emphytéotiques dont question et, d'autre part, d'harmoniser l'échéance de ces derniers;

Considérant que le dossier relatif à la prolongation du droit d'emphytéose portant sur les biens cadastrés ou l'ayant été 4ème division, section A, n°405 Z est en cours d'instruction et sera soumis ultérieurement à l'examen du conseil communal;

Considérant que pour la partie de l'implantation scolaire cadastrée ou l'ayant été 4ème division, section A, n°406 N, le collège communal, lors de sa séance du

11 mars 2016, a décidé du principe de solliciter du ministère de la Fédération

Wallonie-Bruxelles (propriétaire) la prolongation dudit bail emphytéotique de 10 ans (soit jusqu'au 31 décembre 2051) aux mêmes conditions;

Considérant qu'aux termes de sa correspondance datée du 7 octobre 2016, la Fédération Wallonie-Bruxelles a informé l'administration communale de l'accord de Madame la Ministre de l'enseignement sur la requête de la Ville;

Considérant que, de ce fait, un projet d'acte à intervenir a été sollicité auprès du service public de Wallonie - département des comités d'acquisition d'immeubles - direction du comité d'acquisition de Mons conformément à la décision du collège communal du 11 mars 2016;

Considérant que le collège communal, lors de sa séance du 10 mars 2017, a marqué son accord de principe, sous réserve de la décision du conseil communal, sur les termes de l'avenant au droit d'emphytéose intervenu le 17 octobre 2013;

Considérant que le projet d'acte ainsi modifié a été transmis à la Fédération

Wallonie-Bruxelles afin d'obtenir son accord ou ses remarques éventuelles sur ce dernier;

Considérant que l'administration communale a été informée des corrections apportées au projet d'acte à intervenir (corrections portant sur la formulation de la présentation du bailleur) aux termes d'un mail daté du 31 mars 2017 émanant de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Considérant l'extrait du plan cadastral et les matrices relatifs à ce périmètre;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale de décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

- de marquer son accord sur la prolongation de dix ans et aux mêmes conditions, du bail emphytéotique consenti à l'administration communale portant sur les bâtiments sis à Kain, rue Raoul Van Spitael, 29-31, actuellement cadastrés 4ème division, section A, n°406 N abritant une partie de l'implantation scolaire communale "Les Apicoliers 2"
- d'approuver l'avenant à la convention d'emphytéose dont les termes suivent:

"

AVENANT A LA CONVENTION D'EMPHYTEOSE

L'an deux mille dix-sept,

Le

Nous, Christian FOUCART, président adjoint, conseiller au service public de Wallonie, direction générale transversale du budget, de la logistique et des technologies de l'information et de la communication, département des comités d'acquisition, direction du comité d'acquisition de MONS, actons la convention suivante intervenue entre

D'UNE PART,

Le ministère de la Communauté française - secrétariat général, direction générale des infrastructures, service général des infrastructures scolaires de la fédération

Wallonie-Bruxelles, dont les locaux sont établis à 1080 Bruxelles, boulevard Léopold II, numéro 44, numéro d'entreprise 0220.916.609, ici représenté par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article unique des décrets du 25 février 2016, publié au Moniteur belge du 9 mars 2016, et du 3 mars 2016, publié au Moniteur belge du 14 mars 2016, portant assentiment, respectivement par le parlement de la Communauté française et par le parlement wallon, à l'accord de coopération du 3 décembre 2015 entre la Communauté française et la Région wallonne habilitant les comités d'acquisition wallons à réaliser des opérations patrimoniales pour le compte de la Communauté française et des entités qui en dépendent et plus particulièrement en vertu d'une décision de la Fédération Wallonie-Bruxelles – ministère de la Communauté française – en date du * dont une copie restera annexée aux présentes.

Ci-après dénommée «le propriétaire».

ET D'AUTRE PART,

Comparaissant devant nous :

La VILLE DE TOURNAI, dont les bureaux sont situés rue Saint-Martin, n°52 à 7500 Tournai, ici représentée par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article 96 du décret du 11 décembre 2014 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2015, publié au Moniteur belge du 23 janvier 2015, entré en vigueur le premier janvier 2015 et en vertu de l'article 101 du décret du 17 décembre 2015 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016, entré en vigueur le 1er janvier 2016 et publié au Moniteur belge du 25 janvier 2016 ainsi qu'en exécution d'une délibération du conseil communal du 29 mai 2017,

Délibération devenue définitive au regard des règles régissant la tutelle et dont un extrait certifié conforme restera ci-annexé.

Ci-après dénommée «l'emphytéote».

I.- EXPOSE PREALABLE

Aux termes d'un acte reçu le dix-sept octobre deux mille treize par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale de la ville de Tournai, transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de Tournai le six novembre suivant sous le numéro 42-T-06/11/2013-15345, un droit d'emphytéose a été constitué sur le bien ci-après désigné, au profit de la ville de Tournai.

DESIGNATION DU BIEN

TOURNAI 4ème division (anciennement KAIN)

(INS 57042)

Une parcelle sise au lieu-dit «RUE RAOUL VAN SPITAEI 31», actuellement cadastrée comme bâtiment scolaire, section A numéro 406 N pour une contenance de vingt-deux ares nonante et un centiares (22 a 91 ca).

II.- OBJET DE L'AVENANT

1) BUT DE L'AVENANT

Le présent avenant a lieu pour cause d'utilité publique en vue de l'organisation de son enseignement communal et de ses activités éducatives et plus spécialement de permettre à la ville de Tournai de bénéficier de l'octroi de subsides pour la réalisation de travaux dans l'implantation scolaire susmentionnée en lui octroyant un droit d'emphytéose de minimum trente ans à dater de l'introduction de la demande de subsides.

2) MODIFICATION AU BAIL - DUREE DE L'EMPHYTEOSE

L'emphytéose a été consentie pour une durée initiale de trente-sept ans et six mois, ayant pris cours le premier juillet deux mille quatre, moyennant une redevance annuelle de cinq mille cinq cent dix-neuf euros (5.519,00€). Aux termes de cet avenant, la durée de l'emphytéose est prolongée de dix ans, soit jusqu'au trente et un décembre deux mille cinquante et un, aux mêmes conditions que le bail initial.

3) AUTRES CLAUSES DU BAIL EMPHYTEOTIQUE

Les autres clauses du bail emphytéotique reçu le dix-sept octobre deux mille treize par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS restent d'application; cet avenant n'en affectant que la durée.

III.- DISPOSITIONS FINALES

FRAIS

Tous les frais des présentes sont à charge de l'emphytéote.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, le propriétaire et l'emphytéote font élection de domicile chacun en leur siège respectif.

ACTES ULTERIEURS

L'emphytéote s'engage, pour lui-même et pour ses ayants cause, à respecter les termes de la présente convention. Les actes translatifs ou déclaratifs de droits réels devront contenir une clause imposant à ces ayants cause le respect de cette obligation.

SOLIDARITE - INDIVISIBILITE

Les droits et obligations des parties sont solidaires et indivisibles entre leurs ayants droit et ayants cause à tous titres.

DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE

Les parties déclarent qu'elles sont d'avis qu'il n'existe pas de privilège immobilier et que, dès lors, il ne doit pas être pris inscription d'office lors de la transcription du présent acte.

DECLARATIONS

L'emphytéote déclare :

- qu'il n'est pourvu ni d'un administrateur provisoire ni d'un conseil judiciaire ou d'un curateur;
- qu'il n'a pas déposé de requête en concordat judiciaire ou en réorganisation judiciaire;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et qu'il n'a pas été déclaré en faillite non clôturée à ce jour;
- et d'une manière générale, qu'il n'est pas dessaisi de tout ou partie de l'administration de ses biens.

DECLARATION PRO FISCO

Conformément à l'article 161, 1° du code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, le présent avenant sera soumis gratuitement à la formalité d'enregistrement.

DONT ACTE.

Passé à

et signé par le fonctionnaire instrumentant, après lecture commentée."

16. Enseignement fondamental. École communale de la Justice. Direction. Profil de fonction et appel à candidatures pour l'admission au stage. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Délibérant à huis clos et au scrutin secret;

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné;

Vu le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs;

Considérant que l'emploi de directeur de l'école de la Justice est définitivement vacant depuis le 1er avril 2017, date à laquelle le directeur actuel a été admis à la pension prématurée définitive suite à une décision de la commission des pensions;

Considérant qu'il y a, dès lors, lieu d'entamer la procédure d'admission au stage dans la fonction de promotion de direction et, dans ce cadre, d'arrêter le profil de fonction et de lancer l'appel à candidatures;

Considérant que le collège communal a pris connaissance de cette procédure lors de sa séance du 13 avril 2017;

Considérant que la commission paritaire locale a approuvé le profil de fonction qui lui a été présenté lors de sa réunion du 26 avril 2017 et que le corps enseignant a été consulté sur ce profil en date du 18 avril 2017;

Sur proposition du collège communal,

A l'unanimité,

DÉCIDE :

1. d'approuver le profil de fonction de directeur de l'école communale fondamentale de la Justice comme suit :

Description de la fonction :

- mettre en œuvre les matières et objectifs définis dans la lettre de mission qui lui est remise lors de son entrée en fonction
- garantir la bonne mise en œuvre des projets pédagogique et éducatif de son pouvoir organisateur ainsi que le projet d'établissement de son école
- construire et pérenniser une équipe soudée et solidaire
- favoriser l'aspect relationnel : développer les meilleurs rapports possibles entre les parents et l'école et y sensibiliser tous les acteurs de l'éducation
- concilier l'aspect social et scolaire en inventant de nouvelles manières de mobiliser les parents et les enfants et en développant des partenariats périphériques à l'école
- veiller à la bonne circulation de l'information envers les membres de son équipe pédagogique
- collaborer avec les différents services administratifs de son pouvoir organisateur
- s'acquitter consciencieusement des tâches administratives inhérentes au poste de direction et prévues par les lois, décrets et règlements.

Profil

- posséder le sens des responsabilités et du leadership positif vis-à-vis de l'ensemble du personnel affecté au sein de son établissement : avoir la capacité de donner et faire respecter les directives, de négocier et résoudre les conflits
- posséder un grand sens de l'écoute et de la communication; être en mesure de se faire comprendre clairement de son personnel, des élèves et de toute personne avec qui le candidat est en relation professionnelle
- posséder les compétences pédagogiques lui rendant accessible l'analyse du travail effectué par le personnel enseignant placé sous sa responsabilité, de donner les conseils et directives éventuels qui vont améliorer les pratiques de ce personnel et de donner de la cohérence et de la cohésion à l'équipe pédagogique
- posséder le sens de l'organisation, la maîtrise des missions administratives qui lui sont dévolues par la Communauté française et le pouvoir organisateur
- être disponible, flexible et visible dans son établissement
- avoir une bonne connaissance du fonctionnement d'une administration communale
- avoir des notions en informatique (traitement de texte, messagerie, interne...).

Il serait souhaitable que le (la) candidat(e) soit en possession du permis B et dispose d'un véhicule.

2. de lancer un appel à candidatures, selon le modèle adopté par la commission paritaire centrale, du 1er au 16 juin 2017, par courrier adressé aux directions en place (appel interne) avec accusé de réception signé par tous les membres du personnel nommés à titre définitif, même ceux écartés momentanément de leur établissement.

Conditions légales d'accès à la fonction

Les conditions visées au cadre 2 de l'appel aux candidat(e)s sont les suivantes :

Palier 1 Article 57 du Décret du 2 février 2007

1. Avoir acquis une ancienneté de service de sept ans au sein du pouvoir organisateur dans une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie en cause calculée selon les modalités fixées à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 (1).
2. Être titulaire, à titre définitif, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur concerné.
3. Exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de directeur à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du décret du 2 février 2007.

4. Avoir répondu à cet appel aux candidat(e)s.

5. Avoir obtenu au préalable les attestations de réussite d'au moins trois modules de formation.

Le pouvoir organisateur se réserve la possibilité de s'entourer d'experts externes pour obtenir un avis afin de choisir le candidat qui correspond au profil recherché.

(1) Dans l'enseignement fondamental, l'ancienneté doit avoir été acquise au niveau fondamental.

Titres de capacité :

Article 102 du décret du 2 février 2007

Tableau II tel que modifié par le décret du 10 février 2011 et du 13 juillet 2016

Fonction de promotion	Fonction(s) exercée(s)	Titre(s) de capacité
<u>Directeur d'école fondamentale (remplacé par D. 13-07-2016)</u>	a) <u>Instituteur maternel, instituteur maternel chargé des cours en immersion linguistique, instituteur primaire, instituteur primaire chargé des cours en immersion linguistique, maître d'éducation physique, maître de seconde langue (allemand), maître de seconde langue (anglais) maître de seconde langue (néerlandais), maître de travaux manuels, maître d'éducation musicale, maître de morale, maître de philosophie et de citoyenneté, maître de religion</u>	a) <u>Un des titres suivants : diplôme d'instituteur maternel. Diplôme d'instituteur primaire ou AESI Pour autant qu'il s'agisse d'un titre requis ou d'un titre suffisant pour une des fonctions visées à la colonne 2.</u>
	b) <u>maître de psychomotricité</u>	b) <u>Diplôme d'instituteur maternel ou AESI</u>

17. Enseignement fondamental. Ecole Camille Dépinoy (Templeuve). Projet d'établissement. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) approuvé par le conseil communal du 18 décembre 2012, par lequel la majorité souhaite garantir un enseignement fondamental de qualité à chaque élève;

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les articles L1122-27 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et organisant les structures propres à les atteindre et plus particulièrement sa section 2 (chapitre 7) prévoyant que tout établissement scolaire dispose d'un projet d'établissement, adapté au moins tous les trois ans;

Considérant que le conseil de participation de l'école Camille Dépinoy, rue de Tournai, 1 (parc du Château) à 7520 Templeuve, a approuvé le projet d'établissement le 27 juin 2016;

Considérant que la commission paritaire locale (COPALOC) a jugé le 26 avril 2017 que ce projet d'établissement était conforme au projet éducatif du pouvoir organisateur;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

APPROUVE

le projet d'établissement de l'école Camille Dépinoy, rue de Tournai, 1 (parc du Château) à 7520 Templeuve, dont les termes suivent :

PROJET D'ETABLISSEMENT DE L'ECOLE CAMILLE DEPINOY

1. Bases légales

Ce projet d'établissement est élaboré en fonction :

- du décret définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental :
 - promouvoir la confiance en soi et le développement de la personne de chacun des élèves
 - amener tous les enfants à s'approprier des savoirs et acquérir les compétences qui les rendent aptes à apprendre toute leur vie et à prendre une place active dans la vie économique, sociale et culturelle
 - préparer tous les élèves à être des citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte sur les autres cultures
 - assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale;
- du décret "Ecole de la réussite" : mise en place d'une organisation en cycles;
- du décret du 11 juillet 2002 : organisation des formations en cours de carrière;
- de la circulaire du 10 août 1998 :
 - assurer la continuité des apprentissages de la première à la sixième primaire
 - respecter les rythmes individuels par la différenciation des apprentissages
 - rendre collective la prise en charge du cycle par un fonctionnement en équipe et par la concertation
 - distinguer évaluation sommative et formative;
- de la circulaire du 14 septembre 1998 : organisation des classes de dépaysement;
- de la circulaire du 24 janvier 2002 : apprentissage des langues;
- du projet éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur.

2. Présentation de l'école

L'école communale fondamentale Camille Dépinoy se situe dans un parc de deux hectares dédié à la biodiversité. De nombreux aménagements ont été réalisés afin d'y organiser des activités d'observation de la nature (hôtels à insectes, verger, arboretum, nichoirs, haie vive...).

L'école compte deux classes maternelles (classe d'accueil et de première maternelle, classe de deuxième et troisième maternelle).

En primaire, l'on compte de 4 à 5 classes (selon le comptage annuel du 15 janvier).

L'école est intégrée dans le village et participe à diverses manifestations en collaboration avec les associations.

3. Objectifs prioritaires

Nos objectifs prioritaires sont :

- accompagner les élèves dans l'acquisition de savoirs, savoir-faire et savoir-être, assurant ainsi la liberté de l'individu acteur de la société de demain;
- susciter chez l'élève la plus grande autonomie dans les gestes du quotidien scolaire;
- éduquer l'élève au respect de soi et d'autrui en le guidant dans le respect des valeurs citoyennes et en développant son esprit critique;
- ouvrir les élèves vers le monde extérieur culturel et vers le monde technologique de demain.

4. Nos méthodes au quotidien

- **Compétences disciplinaires et transversales**

Par une pédagogie active, l'élève sera mis en situation "défi" qu'il essayera de résoudre seul ou en confrontant ses idées avec ses camarades de classe. L'élève tendra vers plus d'autonomie.

Les enseignants mettent tout en œuvre pour amener les élèves à maîtriser les différentes compétences tant disciplinaires que transversales reprises dans les "socles de compétences", en s'assurant de la continuité dans les apprentissages.

Par l'évaluation formative, les élèves identifieront leurs erreurs et les corrigeront grâce à la remédiation. Les enfants seront amenés à vaincre les difficultés d'apprentissage à leur rythme.

La pédagogie différenciée est mise en place sous différentes formes telles que matériel de manipulation concret mis à disposition de l'élève, accès à des référentiels selon les besoins de chacun, adaptation de supports,...

- **Articulation pratique/théorie**

Par le jeu, l'observation, la recherche, l'émission d'hypothèses, la manipulation, l'expérimentation, l'élève effectue des apprentissages au départ de situations mobilisatrices, de situations problèmes, lors de défis et de projets.

- **Les évaluations**

En maternelle, une observation fine du développement de l'élève tant sur le plan social, psychomoteur, qu'au niveau des apprentissages... est menée tout au cours de la scolarité et évaluée deux fois par an. En cas de souci observé, les parents sont informés. Le centre psycho-médico-social (PMS) provincial de Tournai peut aussi apporter son soutien pour des tests plus précis.

En primaire, l'évaluation formative est pratiquée durant toute la scolarité. Un bilan annuel est posé en juin. Une évaluation certificative est effectuée en fin de deuxième année et en fin de sixième année (certificat d'études de base - CEB).

- **Intégration d'élèves à besoins spécifiques/aide aux élèves en difficulté**

L'infrastructure scolaire dont nous disposons pourrait permettre l'intégration d'élèves à mobilité réduite.

Une attention particulière est apportée aux enfants présentant des difficultés d'apprentissage en proposant, via un test PMS, un dépistage d'un éventuel trouble de l'apprentissage. En cas de trouble avéré nécessitant des adaptations scolaires, des aménagements raisonnables peuvent être mis en place après la tenue d'un conseil de classe incluant les professionnels de la santé entourant l'enfant, le titulaire, les parents et la direction.

Tout enfant présentant des difficultés ponctuelles d'apprentissage se voit proposer un travail différencié, des explications supplémentaires par son titulaire ou toute autre personne habilitée à le faire au sein de l'établissement. Du matériel de manipulation peut être prêté ou conseillé par l'école pour aider l'enfant à réaliser les travaux à domicile.

- **Lutte contre l'absentéisme scolaire et le décrochage**

En cas d'absences injustifiées des élèves, les parents sont invités à un entretien avec la direction pour clarifier la situation.

L'école collabore avec le PMS provincial de Tournai, le service d'aide à la jeunesse (SAJ), le centre public d'action sociale (CPAS) ainsi qu'avec des intervenants extérieurs privés (psychologues, logopèdes, neuropédiatres, pédopsychiatres,...).

- **Citoyenneté**

L'école prépare l'élève à devenir un citoyen responsable autonome en le sensibilisant :

A. Au respect de soi et des autres :

- l'élève se voit proposer, gratuitement, des fruits le mercredi (sous réserve de l'obtention du subside annuel)
- il est invité à boire de l'eau régulièrement afin de garantir sa bonne hydratation
- des repas équilibrés et variés élaborés par une diététicienne sont proposés le midi avec participation payante
- en classe d'accueil et en première maternelle, une sieste est organisée afin de répondre aux besoins physiologiques de l'enfant.

B. Au respect des consignes et des règlements :

- règlement d'ordre intérieur
- règlement de la classe mis au point avec les élèves
- charte de la cour de récréation réactualisée avec les élèves.

C. Des lieux (propreté) et du matériel (personnel, de ses camarades et scolaire)

- **Ouverture sur le monde**

L'école se veut un lieu ouvert sur le monde qui l'entoure.

Au niveau associatif local, l'école :

- participe à la braderie de Templeuve
- collabore chaque année avec le club de basket pour une initiation fin juin
- collabore pour un projet musical avec la Royale Union musicale de Templeuve
- participe aux commémorations patriotiques,...

Au niveau culturel et sportif, l'école :

- se rend régulièrement dans les musées de la ville de Tournai articulant par les visites les apprentissages théoriques et pratiques
- visite d'autres sites «extra-muros» lors de sorties scolaires ou classes de découverte
- participe à des activités sportives organisées en collaboration avec la ville de Tournai (semaine psychomotricité, accoutumance à l'eau dès la maternelle, cycles piscine en primaire, initiation au handball,...).

Au niveau environnemental, l'école :

- est engagée dans la sauvegarde de la biodiversité
- utilise les espaces créés au sein de l'école, mais aussi de l'école voisine "Le Trèfle" pour les apprentissages dès le plus jeune âge, en collaboration avec le centre régional de l'initiation à l'environnement (CRIE) de Mouscron.

Au niveau technologique, l'école :

- dispose d'un tableau interactif dans une classe
- d'un PC et d'un projecteur dans chaque classe
- compte rentrer un projet "école numérique" si un futur appel à projet est lancé.

- **Transition primaire-secondaire**

Une information sur les études secondaires est organisée par le PMS au sein des classes de sixième ainsi que pour les parents.

L'école se rend avec les élèves au sein d'établissements secondaires avec qui elle a lié des contacts privilégiés en partageant l'un ou l'autre projet.

NOTRE PROJET

Sans oublier tout ce qui a été mis en place au cours des années 2010 à 2016 concernant la lecture, notre projet pour les années 2016-2019 sera axé sur les sciences et la démarche scientifique.

Les objectifs poursuivis quant à ce projet seront donc :

- promouvoir l'observation
- susciter et valoriser le questionnement
- faire émerger un problème et le formuler correctement
- émettre des hypothèses et concevoir des moyens de les vérifier
- structurer sa pensée en argumentant
- expérimenter soit par l'action, soit en suivant ou concevant un protocole
- s'informer et comparer des sources (documents écrits, visuels, rencontres,...)
- établir une synthèse
- communiquer les résultats de travaux (aux autres élèves de l'école, expositions,...).

Une expérience scientifique adaptée à l'âge des enfants et au programme des études sera réalisée chaque mois dans chaque classe.

18. Enseignement fondamental. Ecole Camille Dépinoy (Blandain). Projet d'établissement. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) approuvé par le conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité souhaite garantir un enseignement fondamental de qualité à chaque élève;

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les articles L1122-27 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et organisant les structures propres à les atteindre et plus particulièrement sa section 2 (chapitre 7) prévoyant que tout établissement scolaire dispose d'un projet d'établissement adapté au moins tous les trois ans;

Considérant que le conseil de participation de l'école Camille Dépinoy (implantations de Blandain), rue Edmond Richard, 4 et rue Oscar Roger, 25 à 7522 Blandain, a approuvé le projet d'établissement le 27 juin 2016;

Considérant que la commission paritaire locale (COPALOC) a jugé ce projet d'établissement conforme au projet éducatif du pouvoir organisateur le 26 avril 2017;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

APPROUVE

le projet d'établissement de l'école Camille Dépinoy (implantations de Blandain), rue Edmond Richard, 4 et rue Oscar Roger, 25 à 7522 Blandain, dont les termes suivent :

PROJET D'ETABLISSEMENT DE L'ECOLE CAMILLE DEPINOY (IMPLANTATIONS DE BLANDAIN)

1. Bases légales

Ce projet d'établissement est élaboré en fonction de :

- Décret définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental :
 - promouvoir la confiance en soi et le développement de la personne de chacun des élèves
 - amener tous les enfants à s'approprier des savoirs et acquérir les compétences qui les rendent aptes à apprendre toute leur vie et à prendre une place active dans la vie économique, sociale et culturelle
 - préparer tous les élèves à être des citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte sur les autres cultures
 - assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale;
- Décret "Ecole de la réussite" : Mise en place d'une organisation en cycles;
- Décret du 11 juillet 2002 : Organisation des formations en cours de carrière
- Circulaire du 10 août 1998 :
 - assurer la continuité des apprentissages de la première à la sixième primaire
 - respecter les rythmes individuels par la différenciation des apprentissages
 - rendre collective la prise en charge du cycle par un fonctionnement en équipe et par la concertation
 - distinguer évaluation sommative et formative;
- Circulaire 14 septembre 1998 : organisation des classes de dépaysement;
- Circulaire du 24 janvier 2002 : apprentissage des langues;
- Projet éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur.

2. Présentation de l'école

L'école communale de Blandain se compose de deux structures indépendantes, mais collaborantes :

- un site maternel rue Edmond Richard 4 organisant deux classes maternelles (classe d'accueil et de première maternelle, classe de deuxième et troisième maternelles). L'école dispose d'un espace jardin à l'arrière du bâtiment.
 - en primaire, l'on compte deux classes et un mi-temps (selon le comptage annuel du 15 janvier). Une zone dédiée à la biodiversité a été aménagée. L'école a bénéficié de subsides «Ecole numérique» et dispose de deux tableaux interactifs et de tablettes numériques.
- L'école est intégrée dans le village et participe à diverses manifestations en collaboration avec les associations.

3. Objectifs prioritaires

Nos objectifs prioritaires sont :

- accompagner les élèves dans l'acquisition de savoirs, savoir-faire et savoir-être, assurant ainsi la liberté de l'individu acteur de la société de demain;
- susciter chez l'élève la plus grande autonomie dans les gestes du quotidien scolaire;
- éduquer l'élève au respect de soi et d'autrui en le guidant dans le respect des valeurs citoyennes et en développant son esprit critique;
- ouvrir les élèves vers le monde extérieur culturel et vers le monde technologique de demain.

4. Nos méthodes au quotidien

- **Compétences disciplinaires et transversales**

Par une pédagogie active, l'élève sera mis en situation «défi» qu'il essayera de résoudre seul ou en confrontant ses idées avec ses camarades de classe. L'élève tendra vers plus d'autonomie.

Les enseignants mettent tout en œuvre pour amener les élèves à maîtriser les différentes compétences tant disciplinaires que transversales reprises dans les "socles de compétences", en s'assurant de la continuité dans les apprentissages.

Par l'évaluation formative, les élèves identifieront leurs erreurs et les corrigeront grâce à la remédiation. Les enfants seront amenés à vaincre les difficultés d'apprentissage à leur rythme. La pédagogie différenciée est mise en place sous différentes formes telles que matériel de manipulation concret mis à disposition de l'élève, accès à des référentiels selon les besoins de chacun, adaptation de supports,...

- **Articulation pratique/théorie**

Par le jeu, l'observation, la recherche, l'émission d'hypothèses, la manipulation, l'expérimentation, l'élève effectue des apprentissages au départ de situations mobilisatrices, de situations problèmes, lors de défis et de projets.

- **Les évaluations**

En maternelle, une observation fine du développement de l'élève tant sur le plan social, psychomoteur, qu'au niveau des apprentissages,... est menée tout au cours de la scolarité et évaluée deux fois par an. En cas de souci observé, les parents sont informés. Le centre psycho-médico-social (P.M.S.) provincial de Tournai peut aussi apporter son soutien pour des tests plus précis.

En primaire, l'évaluation formative est pratiquée durant toute la scolarité. Un bilan annuel est posé en juin. Une évaluation certificative est effectuée en fin de deuxième année et en fin de sixième année (certificat d'études de base - C.E.B.).

- **Intégration d'élèves à besoins spécifiques/aide aux élèves en difficulté**

L'infrastructure scolaire, dont nous disposons, pourrait permettre l'intégration d'élèves à mobilité réduite.

Une attention particulière est apportée aux enfants présentant des difficultés d'apprentissage en proposant, via un test P.M.S., un dépistage d'un éventuel trouble de l'apprentissage. En cas de trouble avéré nécessitant des adaptations scolaires, des aménagements raisonnables peuvent être mis en place après la tenue d'un conseil de classe incluant les professionnels de la santé entourant l'enfant, le titulaire, les parents et la direction.

Tout enfant présentant des difficultés ponctuelles d'apprentissage se voit proposer un travail différencié, des explications supplémentaires par son titulaire ou toute autre personne habilitée à le faire au sein de l'établissement. Du matériel de manipulation peut être prêté ou conseillé par l'école pour aider l'enfant à réaliser les travaux à domicile.

- **Lutte contre l'absentéisme scolaire et le décrochage**

En cas d'absences injustifiées des élèves, les parents sont invités à un entretien avec la direction pour clarifier la situation.

L'école collabore avec le P.M.S. provincial de Tournai, le Service d'aide à la Jeunesse (S.A.J), le Centre public d'action sociale (C.P.A.S.) ainsi qu'avec des intervenants extérieurs privés (psychologues, logopèdes, neuropédiatres, pédopsychiatres,...).

- **Citoyenneté**

L'école prépare l'élève à devenir un citoyen responsable autonome en le sensibilisant :

A. Au respect de soi et des autres :

- l'élève se voit proposer, gratuitement, des fruits le mercredi (sous réserve de l'obtention du subside annuel)
- il est invité à boire de l'eau régulièrement afin de garantir sa bonne hydratation
- des repas équilibrés et variés élaborés par une diététicienne sont proposés le midi avec participation payante
- en classe d'accueil et en première maternelle, une sieste est organisée afin de répondre aux besoins physiologiques de l'enfant.

B. Au respect des consignes et des règlements :

- règlement d'ordre intérieur
- règlement de la classe mis au point avec les élèves
- charte de la cour de récréation réactualisée avec les élèves.

C. Au respect des lieux (propreté) et du matériel (personnel, de ses camarades et scolaire)

- **Ouverture sur le monde**

L'école se veut un lieu ouvert sur le monde qui l'entoure.

Au niveau associatif local, l'école :

- collabore pour un projet musical avec la Royale Union musicale de Templeuve
- participe aux commémorations patriotiques,...

Au niveau culturel et sportif, l'école :

- se rend régulièrement dans les musées de la Ville de Tournai articulant par les visites les apprentissages théoriques et pratiques
- visite d'autres sites "extra-muros" lors de sorties scolaires ou classes de découverte
- participe à des activités sportives organisées en collaboration avec la Ville de Tournai (semaine psychomotricité, accoutumance à l'eau dès la maternelle, cycles piscine en primaire, initiation au handball,...).

Au niveau environnemental, l'école :

- est engagée dans la sauvegarde de la biodiversité
- utilise les espaces créés au sein de l'école pour les apprentissages dès le plus jeune âge, en collaboration avec le centre régional de l'initiation à l'environnement (C.R.I.E.) de Mouscron.

Au niveau technologique, l'école :

- dispose de deux tableaux interactifs
- de tablettes numériques.

- **Transition primaire-secondaire**

Une information sur les études secondaires est organisée par le P.M.S. au sein des classes de sixième ainsi que pour les parents.

L'école se rend avec les élèves au sein d'établissements secondaires avec qui elle a lié des contacts privilégiés en partageant l'un ou l'autre projet.

NOTRE PROJET

Sans oublier tout ce qui a été mis en place au cours des années 2010 à 2016 concernant la lecture, notre projet pour les années 2016-2019 sera axé sur les sciences et la démarche scientifique.

Les objectifs poursuivis quant à ce projet seront donc :

- promouvoir l'observation
- susciter et valoriser le questionnement
- faire émerger un problème et le formuler correctement
- émettre des hypothèses et concevoir des moyens de les vérifier
- structurer sa pensée en argumentant
- expérimenter, soit par l'action, soit en suivant ou concevant un protocole
- s'informer et comparer des sources (documents écrits, visuels, rencontres,...)
- établir une synthèse
- communiquer les résultats de travaux (aux autres élèves de l'école, expositions,...).

Une expérience scientifique adaptée à l'âge des enfants et au programme des études sera réalisée chaque mois dans chaque classe.

<u>19. Étang de Froyennes. Étanchéité des berges. Mise en oeuvre. Articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.</u>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1311-5;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, §1er, 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics; Considérant que les berges de l'étang de Froyennes sont fragilisées par une fuite d'eau qui ne cesse d'augmenter;

Vu l'urgence et l'impérieuse nécessité résultant d'un événement imprévisible de stopper cette fuite afin d'assurer la sécurité des riverains et des automobilistes, une demande de prix a été faite auprès de trois entreprises et ces trois entreprises ont remis offre, à savoir :

- SPRL Pierre PETIT, rue de la Croix-Rouge, 41 à 7740 Pecq, au montant de 74.170,00€ hors TVA, soit 89.745,70€ TVA comprise;
- SCA ENTREPRISES MOULARD, Mianvaing, 7 à 7911 Montroeuil-au-Bois, au montant de 71.454,00€ hors TVA, soit 86.459,34€ TVA comprise;
- SPRL DELABASSEE, Haute Wimbreucq, 9 à 7760 Escanaffles, au montant de 67.183,00€ hors TVA, soit 81.291,43€ TVA comprise;

Vu le rapport de l'auteur de projet proposant de désigner l'entreprise DELABASSEE SPRL, celle-ci ayant remis l'offre régulière, la plus intéressante au point de vue prix;

Considérant que l'urgence, dont il est question, ne permet pas de respecter les délais exigés par les procédures autres que la procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément à l'article 26, §1er, 1^{er} de la loi du 15 juin 2006;

Considérant que des crédits de l'ordre de 90.000,00€ seront prévus au budget extraordinaire 2017 par voie de modification budgétaire;

Considérant qu'il appartient au conseil communal de prendre acte de la décision prise par le collège communal en séance du 10 février 2017 et, conformément à l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et d'admettre ou non la dépense;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07/05/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;
Sur proposition du collège communal;

PREND CONNAISSANCE

de la décision prise par le collège communal en séance du 21 avril 2017, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et conformément aux articles L1222-3, L1222-4 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1er : il est passé un marché de travaux ayant pour objet la mise en étanchéité des berges de l'étang de Froyennes, avec l'entreprise SPRL DELABASSEE, Haute Wimbreucq, 9 à 7760 Escanaffles, au montant de son offre régulière et la plus avantageuse au point de vue prix, s'élevant à 67.183,00€ hors TVA. Le montant de la TVA, soit 14.108,43€, sera payé directement auprès du service public fédéral finances.

L'ordre de commencer est donné immédiatement.

Article 2 : ce marché est passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, conformément à l'article 26, §1er, 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics.

Article 3 : ce marché est régi par les règles générales d'exécution des marchés publics reprises dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013.

Article 4 : de pourvoir à la dépense résultant de l'exécution de ce marché conformément aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale.

Article 5 : le conseil communal prendra acte de cette décision lors de sa prochaine séance, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et délibérera s'il admet ou non la dépense, conformément à l'article L1311-5.

Article 6 : la régularisation des crédits a été effectuée via la première modification budgétaire extraordinaire 2017 présentée en même séance.

Article 7 : la présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle.

Article 8 : d'informer les entreprises Pierre PETIT SPRL et ENTREPRISES MOULARD SCA que leurs offres n'ont pas été retenues.

Article 9 : d'engager 10% complémentaires pour couvrir les révisions affectant ce marché;

A l'unanimité;

ADMET

la dépense d'un montant de 90.000,00€ TVA comprise.

20. Terrain de football de Kain. Remplacement de poteaux et de filets pare-ballon. Articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1311-5;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 26, § 1er, 1^{er} c et 6;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 105, § 1er, 4^o et 110, dernier alinéa;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5;

Vu la décision prise par le conseil communal du 22 février 2016 de déléguer au collège communal ses compétences en matière de choix du mode de passation et de fixation des conditions des marchés publics lorsque la valeur du marché est inférieure à 60.000,00€ hors TVA;

Considérant le rapport du 24 janvier 2017 du service interne de prévention et de protection (SIPP) relatif à la stabilité de la clôture qui sépare le terrain de football et la voirie;

Considérant qu'il s'avère qu'un des mâts en bois s'est brisé à ras du sol (à cause de la pourriture à son pied);

Considérant que les autres poteaux ont été posés en même temps et qu'il existe, dès lors, un risque qu'ils se brisent de la même manière, ce qui présente un danger pour les utilisateurs du terrain de football ainsi que pour les usagers de la voirie longeant le terrain;

Considérant l'urgence et l'impérieuse nécessité découlant de circonstances imprévisibles et la nécessité de pallier ce problème;

Considérant que trois entreprises ont été consultées en vue de remettre un devis pour procéder au remplacement des poteaux et des filets pare-ballon;

Considérant qu'une seule entreprise a répondu favorablement au montant du devis s'élevant à 34.425,00€ hors TVA, soit 41.654,25€ TVA comprise;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il est proposé de le passer par procédure négociée, sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, § 1er, 1^{er} a de la loi du 15 juin 2006;

Considérant que les services techniques proposent d'attribuer le marché à l'entreprise BOUTRIBATI, rue du Relais, 302/F à 7531 Havinnes pour les travaux de remplacement des poteaux et des filets pare-ballon du terrain de football de Kain s'élevant à 36.925,00€ hors TVA (montant du devis : 34.425,00€ hors TVA et 2.500,00€ hors TVA somme fixe à justifier), soit 44.679,25€ TVA comprise (le montant de la TVA au taux de 21%, soit la somme de 7.229,25€, sera payé directement au service public fédéral finances, en vertu du régime cocontractant applicable à la matière);

Considérant qu'INFRASPORTS n'octroie a priori aucun subside pour une simple réparation ponctuelle, mais qu'une demande pourrait être formulée vu l'urgence (article 23);

Considérant qu'un montant de 45.000,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire n° 1 du budget extraordinaire 2017 présentée en même séance;

Considérant qu'il revient au conseil communal de prendre connaissance de la décision prise par le collège communal en séance du 5 mai 2017 et d'admettre ou non la dépense;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 23/05/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;
Sur proposition du collège communal;

PREND CONNAISSANCE :

de la décision prise par le collège communal en séance du 5 mai 2017, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité relatée ci-avant :

Article 1er : il est passé un marché public de travaux de remplacement des poteaux et des filets pare-ballon au terrain de football de Kain. Ce marché est confié à l'entreprise BOUTRIBATI, rue du Relais, 302/F à 7531 Havinnes, au montant total de 36.925,00€ hors TVA (montant du devis : 34.425,00€ hors TVA et 2.500,00€ hors TVA, somme fixe à justifier) soit 44.679,25 € TVA comprise. Le montant de la TVA au taux de 21 %, soit la somme de 7.754,25€, sera payé directement au service public fédéral finances, en vertu du régime cocontractant applicable en la matière. L'ordre de commencer les travaux est donné immédiatement.

Article 2 : le marché, dont il est question à l'article 1er, sera passé par procédure négociée, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er, 1°c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives, générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.

Article 4 : de pourvoir à la dépense et de prévoir les crédits par voie de modification budgétaire n° 1 du budget extraordinaire 2017.

Article 5 : le conseil communal prendra acte de cette décision, lors de sa prochaine séance;
A l'unanimité;

ADMET :

la dépense.

<p><u>21. Tournai. Projet "Commune pilote Wallonie cyclable". Travaux d'aménagement pré-RAVeL. Ancien chemin de fer 88A entre le site Aqua Tournai et la rue Paul Pastur. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.</u></p>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment les articles 23 et 24;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5, § 2;

Considérant qu'en séance du 19 septembre 2016, le conseil communal a décidé de passer un marché ayant pour objet les travaux d'aménagement pré-RAVeL du chemin de fer 88A entre le site Aqua Tournai sis rue Jean-Baptiste Moens et la rue Paul Pastur à Tournai, dans le cadre de l'opération "Commune pilote Wallonie cyclable", estimés à 562.723,62€ hors TVA, soit 680.895,58€ TVA comprise;

Considérant que cette délibération ainsi que les documents du marché ont été envoyés au ministère subsidiant [direction générale opérationnelle 1 (DGO1)];

Considérant qu'en date du 20 février 2017, le ministère subsidiant a émis une liste de remarques substantielles et de modifications à apporter au dossier;

Considérant qu'en tenant compte de ces remarques, le bureau d'études communal a établi un nouveau projet définitif pour le marché relatif aux travaux d'aménagement pré-RAVeL du chemin de fer 88A entre le site Aqua Tournai sis rue Jean-Baptiste Moens et la rue Paul Pastur, dans le cadre de l'opération "Commune pilote Wallonie cyclable";

Considérant que ce marché consiste en la création de voiries en béton pour piétons et cyclistes sur l'ancienne ligne de chemin de fer 88A;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève à 627.607,00€ hors TVA, soit 759.404,47€ TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus au budget extraordinaire 2017 à concurrence de 800.000,00€ sous l'article 421/731-60;

Considérant qu'il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07/05/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il sera passé un marché ayant pour objet les travaux d'aménagement pré-RAVeL du chemin de fer 88A entre le site Aqua Tournai sis rue Jean-Baptiste Moens et la rue Paul Pastur à Tournai dans le cadre de l'opération "Commune pilote Wallonie cyclable", estimés à 627.607,00€ hors TVA, soit 759.404,47€ TVA comprise.

Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par adjudication ouverte conformément aux articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières à ce marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant le cahier général des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et les plans y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir pour ce marché :

- un certificat d'agrégation en catégorie C – classe 4.
- une déclaration implicite sur l'honneur du soumissionnaire attestant que, par le seul fait de déposer une offre, l'entreprise ne se trouve dans aucun des cas visés aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures, de services et aux concessions de travaux publics.

Article 5 : les crédits nécessaires pour ce marché sont prévus au budget extraordinaire 2017 à concurrence de 800.000,00€ sous l'article 421/731-60.

22. Hôtel de ville. Travaux de régulation du chauffage. Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1311-5;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 105, § 1er, 4° et 110, dernier alinéa;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5;

Vu la décision prise par le conseil communal du 22 février 2016 de déléguer au collège communal ses compétences en matière de choix du mode de passation et de fixation des conditions des marchés publics et des concessions de travaux et de services, pour les dépenses relevant du budget extraordinaire lorsque la valeur du marché ou de la concession est inférieure à 60.000,00€ hors TVA (article L1222-3, § 1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation);

Considérant qu'il convient de procéder à des travaux de régulation du chauffage dans le bâtiment de l'hôtel de ville durant la période de juillet/août et de remplacer les vannes manuelles des radiateurs par des vannes thermostatiques ainsi que les pompes traditionnelles par des pompes à débit variable afin de moduler le débit calorifique en fonction des conditions climatiques;

Considérant que ce marché de travaux est estimé à ± 39.772,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il est proposé de le passer par procédure négociée, sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, § 1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006;

Considérant qu'aucun crédit n'est prévu au budget extraordinaire 2017 et qu'il convient donc de faire application de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de décentralisation en vue de permettre la désignation de la firme;

Considérant qu'il revient au conseil communal de prendre connaissance de la décision du collège communal du 28 avril 2017 et d'admettre ou non la dépense en application de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07/05/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal :

PREND CONNAISSANCE

de la décision prise par le collège communal en séance du 28 avril 2017, en vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1er : il est passé un marché public de travaux de régulation du chauffage dans le bâtiment de l'hôtel de ville estimé à ± 39.772,70€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché, dont il est question à l'article 1er, sera passé par procédure négociée conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives, générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et les dispositions reprises dans le cahier spécial des charges établi à cet effet.

Article 4 : les entreprises suivantes seront consultées en vue de remettre une offre :

- CFA SA, zoning industriel Tournai Ouest, rue du Mont d'Orcq, 1 à 7503 Froyennes
- ÉTABLISSEMENTS Karl BOUVE SA, rue de Douvrain, 3 à 7011 Mons (Ghlin)
- CELSIUS HVAC, avenue de Maire, 91 à 7500 Tournai.

Article 5 : la date du dépôt des offres est fixée à 15 jours calendrier à dater du lendemain de l'expédition des courriers de demande de prix.

Article 6 : de recourir à l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les crédits étant régularisés par voie de modification budgétaire n° 1 du budget extraordinaire 2017.

Article 7 : de soumettre la présente délibération au conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense (celle-ci étant soumise, en même séance, à approbation en modification budgétaire n°1);

A l'unanimité;

ADMET :

la dépense.

23. Service voirie. Acquisition d'une grue. Mode et conditions de passation du marché.
Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 §2 d;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 §2;

Considérant que la grue immatriculée BMM-016 datant de 1994 nécessite de fréquentes réparations et qu'il est nécessaire de la remplacer;

Vu le devis estimatif s'élevant à 123.950,00€ hors TVA, soit 149.979,50€ TVA comprise;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir la procédure négociée directe avec publicité, conformément à l'article 26 §2 d de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services - montant estimé du marché inférieur à 209.000,00€ hors TVA;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 30/05/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1 : de passer un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'une grue sur pneus >15T destinée au service voirie. Le montant est estimé à 123.950,00€ hors TVA, soit 149.979,50€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée directe avec publicité, conformément à l'article 26 §2 d de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dérogations contenues dans les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les documents à remettre dans le cadre de la sélection qualitative sont :

- par le simple fait de déposer son offre, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve dans aucun des cas visés aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures, de services et aux concessions de travaux publics.
- trois preuves des principales livraisons au cours des trois dernières années de matériels similaires à ceux faisant l'objet du présent marché ou de matériels d'un montant équivalent à celui du marché (150.000,00€).
- les certificats CE pour chaque poste repris dans le marché (articles 71 et 77 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011)
- une déclaration concernant le chiffre d'affaires global avec un minimum de 300.000,00€ hors TVA par an pour les 3 dernières années.

Le soumissionnaire pressenti sera invité à fournir un extrait de casier judiciaire attestant qu'il ne se trouve pas dans le cas d'exclusion repris à l'article 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : critère d'attribution

Conformément aux dispositions de l'article 107 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, le marché sera attribué au soumissionnaire ayant remis l'offre présentant le prix le plus bas, pour autant que celle-ci soit formellement et matériellement régulière et pour autant que le contrôle par le pouvoir adjudicateur de la déclaration implicite sur l'honneur de ce soumissionnaire ait démontré que celle-ci correspond à la réalité.

L'évaluation des offres dans le cadre du critère d'attribution prix se fera sur base du prix total, TVA comprise, mentionné par le soumissionnaire dans son offre.

Article 6 : des crédits de l'ordre de 270.000,00€ sont inscrits à l'article 421/743-98 du budget extraordinaire 2017.

<u>24. Fabrique d'église Saint-Amand à Hertain. Compte 2016. Approbation.</u>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 3 avril 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 11 avril 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Hertain arrête son compte pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 13 avril 2017 réceptionnée en date du 20 avril 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement avec remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : "article 6c : la facture de 49,40€ est refusée car non adressée à la fabrique d'église et sans déclaration de créance. Mme DEROSNE fait-elle partie de la fabrique d'église ? De plus, le solde du poste n'est pas justifié et aucune somme n'était créditée au budget. Le montant est donc ramené à 0,00€ (à réintroduire éventuellement en D63a au compte 2017). Les ajustements internes ne sont pas signés. La secrétaire n'a pas signé la délibération.";

Considérant que les remarques relatives aux signatures manquantes sont sans objet, compte tenu des justificatifs annexés dans le dossier transmis à l'administration communale de Tournai, toutes les signatures étant apposées sur les documents;

Considérant qu'aucun crédit budgétaire approuvé n'a été inscrit au budget 2016 à l'article 6c des dépenses du chapitre I et qu'il y a donc lieu de réformer la dépense;

Considérant que cette correction modifie le résultat du compte à 2.106,73€, en lieu et place de 2.045,33€;

Considérant que sur base du document des ajustements internes, aucun dépassement de crédit dans les articles du chapitre II des dépenses n'est constaté;

Considérant que sur base de la correction apportée, le compte 2016 de la fabrique d'église Saint-Amand à Hertain est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07/05/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1 : la délibération du 3 avril 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Hertain arrête son compte pour l'exercice 2016, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
6C (dépenses)	Divers	61,40€	0,00€

Article 2 : La délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	5.044,24€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	2.834,81€
Recettes totales extraordinaires	15.177,03€
- dont un boni comptable du compte 2015 de	15.177,03€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	1.216,21€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	4.898,33€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	12.000,00€
Recettes totales	20.221,27€
Dépenses totales	18.114,54€
Résultat comptable	2.106,73€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Amand à Hertain et à l'organe représentatif du culte agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée, au conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Amand à Hertain
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

25. Fabrique d'église Saint-Pierre à Vezon. Compte 2016. Approbation.
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 9 mars 2017 parvenue à l'autorité de tutelle et accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 10 avril 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Vezon arrête son compte pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 13 avril 2017 réceptionnée le 20 avril 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2016 et approuve le reste du compte 2016;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Pierre à Vezon au cours de l'exercice 2016; qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07/05/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;
Sur proposition du collège communal;
A l'unanimité;

DECIDE

Article 1 : la délibération du 9 mars 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Vezon arrête son compte pour l'exercice 2016 est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	22.313,33€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	20.261,09€
Recettes totales extraordinaires	6.387,45€
- dont un boni comptable du compte 2015 de	3.192,29€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	2.020,39€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	21.206,90€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	3.079,65€
Recettes totales	28.700,78€
Dépenses totales	26.306,94€
Résultat comptable	2.393,84€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Pierre à Vezon
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

26. Fabrique d'église Saint-Amand à Ere. Compte 2016. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 3 avril 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 5 avril 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Ere arrête son compte pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 10 avril 2017, réceptionnée le 12 avril 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2016 et le reste du compte 2016;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Amand à Ere au cours de l'exercice 2016; qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07/05/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1 : la délibération du 3 avril 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Ere arrête son compte pour l'exercice 2016 est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	20.597,73€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	9.159,00€
Recettes totales extraordinaires	3.406,27€
- dont un boni comptable du compte 2015 de	3.407,27€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	1.786,49€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	21.319,13€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00€
Recettes totales	24.004,00€
Dépenses totales	23.105,62€
Résultat comptable	898,38€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Amand à Ere
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

27. Fabrique d'église Saint-Vaast à Ramecroix. Compte 2016. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 28 mars 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 13 avril 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Ramecroix arrête son compte pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 19 avril 2017 réceptionnée en date du 21 avril 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement avec remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : "article 6a : erreur de calcul. Montant amené à 3.099,89€ - article 15 : erreur de ventilation. Les frais de révision de l'obituaire doivent être inscrits à l'article 43 du chapitre II (acquit des anniversaires, messes et services religieux fondés.) Le montant est ramené à 440,50€ - article 43 : suite à une erreur de ventilation, le montant est amené à 206,00€.";

Considérant que la remarque de l'organe représentatif du culte agréé à l'article 6a des dépenses n'est pas justifiée et que sur base des extraits de compte joints au compte 2016, le montant de la facture de la firme DUFOUR (1.132,86€) n'a pas été liquidé totalement à la firme mais bien 1.132,80€, montant inscrit dans le compte 2016;

Considérant que ces corrections ne modifient pas le résultat du compte soit 18.916,15€;

Considérant que sur base du document des ajustements internes, aucun dépassement de crédit dans les articles du chapitre II des dépenses n'est constaté;

Considérant que sur base des corrections apportées, le compte 2016 de la fabrique d'église Saint-Vaast à Ramecroix est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07/05/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1 : la délibération du 28 mars 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Ramecroix arrête son compte pour l'exercice 2016, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
15	Achat de livres liturgiques	450,50€	440,50€
43	Acquit des anniversaires	196,00€	206,00€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	21.538,84€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	18.087,15€
Recettes totales extraordinaires	17.796,71€
- dont un boni comptable du compte 2015 de	17.796,71€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	4.284,78€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	16.134,62€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00€
Recettes totales	39.335,55€
Dépenses totales	20.419,40€
Résultat comptable	18.916,15€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Vaast à Ramecroix et à l'organe représentatif du culte agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée, au conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site Internet du conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Vaast à Ramecroix
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

28. Fabrique d'église Saint-Pierre à Vaulx. Compte 2016. Approbation.
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 10 avril 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 18 avril 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Vaulx arrête son compte pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 21 avril 2017 réceptionnée le 24 avril 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement avec remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2016 et approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : «article D9 : à l'avenir, tout remboursement doit être accompagné d'une déclaration de créance»;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Pierre à Vaulx au cours de l'exercice 2016 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 20/05/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1 : la délibération du 10 avril 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Vaulx arrête son compte pour l'exercice 2016 est **APPROUVÉE** aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	23.732,78 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	21.156,13 €
Recettes totales extraordinaires	12.513,68 €
- dont un boni comptable du compte 2015 de	12.513,68 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	4.126,40 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	19.509,47 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00 €
Recettes totales	36.246,46 €
Dépenses totales	23.635,87 €
Résultat comptable	12.610,59 €

L'attention du conseil de fabrique est attirée sur la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : «article D9 : à l'avenir, tout remboursement doit être accompagné d'une déclaration de créance».

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Pierre à Vaulx
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

29. Fabrique d'église Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai. Compte 2016. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 28 mars 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 30 mars 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 6 avril 2017 réceptionnée en date du 11 avril 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement avec remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : "Articles 3 et 4 : erreur de ventilation de la facture 55 du 30 juin 2016. Montant article 3 ramené à 596,63€ et montant article 4 amené à 137,40€. Article 5 : erreur de retranscription, facture 707365024263 du 27 janvier 2016, payée le 29 février 2016. Montant ramené à 6.180,39€. Article 6B : facture trimestrielle de 31,41€ manquante. Montant non modifié car la dépense est justifiée par la trimestrialité.";

Considérant que les remarques de l'organe représentatif du culte agréé relatives aux articles 5 et 6 ne sont pas justifiées, compte tenu des pièces justificatives jointes au compte et transmises à l'administration communale et que les montants inscrits par le conseil de fabrique sont donc maintenus, soit 6.178,39€ à l'article 5 et 487,76€ à l'article 6B du chapitre I des dépenses;

Considérant que les corrections ne modifient pas le résultat du compte, soit 44.921,65€;

Considérant que, sur base du document des ajustements internes, aucun dépassement de crédit dans les articles du chapitre II des dépenses n'est constaté;

Considérant que, sur base des corrections apportées, le compte 2016 de la fabrique d'église Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 20/05/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1 : la délibération du 28 mars 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2016, est

REFORMEE comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Article 3 (dépenses)	Cire, encens et chandelles	616,63€	596,63€
Article 4 (dépenses)	Huile pour lampes ardentes	0,00€	137,40€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	164.647,21€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	13.903,62€
Recettes totales extraordinaires	72.000,55€
- dont un boni comptable du compte 2015 de	60.566,05€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	15.752,37€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	164.539,24€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	11.434,50€
Recettes totales	236.647,76€
Dépenses totales	191.726,11€
Résultat comptable	44.921,65€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai et à l'organe représentatif du culte agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

<u>30. Fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies. Compte 2016. Approbation.</u>

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 4 avril 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 18 avril 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Hilaire à Thimougies arrête son compte pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 21 avril 2017 réceptionnée le 24 avril 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2016 et approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies au cours de l'exercice 2016 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 20/05/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1 : la délibération du 4 avril 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Hilaire à Thimougies arrête son compte pour l'exercice 2016 est **APPROUVÉE** aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	25.483,10 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	23.706,73 €
Recettes totales extraordinaires	12.264,57 €
- dont un boni comptable du compte 2015 de	3.610,04 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	3.658,03 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	23.644,94 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	8.654,53 €
Recettes totales	37.747,67 €
Dépenses totales	35.957,50 €
Résultat comptable	1.790,17 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

31. Fabrique d'église Saint-Paul à Tournai. Compte 2016. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 24 mars 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 10 avril 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Paul à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 10 avril 2017, réceptionnée le 12 avril 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2016 et approuve sans remarque le reste du compte 2016;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Paul à Tournai au cours de l'exercice 2016 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07/05/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1 : la délibération du 24 mars 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Paul à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2016 est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	80.505,76€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	64.652,24€
Recettes totales extraordinaires	26.244,51€
- dont un boni comptable du compte 2015 de	26.244,51€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	10.131,48€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	72.673,47€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	296,23€
Recettes totales	106.750,27€
Dépenses totales	83.101,18€
Résultat comptable	23.649,09€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Paul à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (Evêché de Tournai).

32. Fabrique d'église Saint-Eleuthère à Blandain. Compte 2016. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Monsieur le Conseiller communal J.-M. VANDENBERGHE ne participe pas au vote.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 10 avril 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 11 avril 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Eleuthère à Blandain arrête son compte pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 13 avril 2017 réceptionnée le 20 avril 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2016 et approuve sans remarque le reste du compte 2016;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Eleuthère à Blandain au cours de l'exercice 2016 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07/05/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1 : la délibération du 10 avril 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Eleuthère à Blandain arrête son compte pour l'exercice 2016 est **APPROUVÉE** aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	56.560,03 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	38.042,36 €
Recettes totales extraordinaires	21.395,32 €
- dont un boni comptable du compte 2015 de	4.446,32 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	6.282,56 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	52.345,83 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	16.949,00 €
Recettes totales	77.955,35 €
Dépenses totales	75.577,39 €
Résultat comptable	2.377,96 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Eleuthère à Blandain
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

33. Fabrique d'église Sainte-Marie-Madeleine à Rumillies. Compte 2016. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 28 mars 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 3 avril 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Marie-Madeleine à Rumillies arrête son compte pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 6 avril 2017 réceptionnée le 11 avril 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement avec remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2016 et sans remarque le reste du compte 2016;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : « article D2A des dépenses à l'avenir, il y a lieu d'établir un relevé de créance pour tout remboursement à tiers pour achats divers - article 6c des dépenses : à l'avenir, il y a lieu de reprendre l'achat de cierges à l'article 3 »;

Considérant que suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Sainte-Marie-Madeleine à Rumillies au cours de l'exercice 2016 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07/05/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1 : la délibération du 28 mars 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Marie-Madeleine à Rumillies arrête son compte pour l'exercice 2016 est **APPROUVÉE** aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	15.883,43 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	2.920,04 €
Recettes totales extraordinaires	15.696,39 €
- dont un boni comptable du compte 2015 de	14.696,39 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	3.757,52 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	14.769,99 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	1.000,00 €
Recettes totales	31.579,82 €
Dépenses totales	19.527,51 €
Résultat comptable	12.052,31 €

L'attention du conseil de fabrique est attirée sur la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : « article D2A des dépenses à l'avenir, il y a lieu d'établir un relevé de créance pour tout remboursement à tiers pour achats divers - article 6c des dépenses : à l'avenir, il y a lieu de reprendre l'achat de cierges à l'article 3 ».

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Sainte-Marie-Madeleine à Rumillies
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

34. Finances communales. Financement des travaux de rénovation de la maison de la culture. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient d'emblée comme suit :

"C'est un marché public très important (près de 5 millions d'euros). Vous demandez aux soumissionnaires des références dans des chantiers de 10 millions d'euros. Nous comprenons très vite que très peu d'entreprises locales seront à même de soumissionner. Mais nous regrettons que ces « très gros marchés publics » uniques écartent d'office les entreprises locales, excepté parfois comme sous-traitantes dans des conditions souvent difficiles. Les artisans locaux et les personnes en réinsertion professionnelle dans le secteur de la construction devraient être privilégiés sur des chantiers publics. Nous aurions aimé ajouter que les soumissionnaires écartent toute forme de dumping social, mais privilégient la main d'œuvre locale et permettent à des personnes en insertion sociale de travailler sur le chantier."

Le **directeur général** précise qu'il s'agit d'un marché de services. Il rappelle, par ailleurs, quelques principes inhérents à la législation fédérale sur les marchés publics, notamment l'interdiction de "saucissonner" un marché.

Le **président** d'assemblée précise, par ailleurs, que la question des clauses sociales et de la lutte contre le dumping social est actuellement à l'étude dans les services communaux.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 23 et 25;

Considérant que dans le cadre des travaux de rénovation de la maison de la culture, la direction financière et comptable a établi les documents du marché ayant pour objet le financement de ces travaux;

Considérant le cahier spécial des charges établi pour ce nouveau marché de services bancaires portant sur le financement par emprunt des travaux de rénovation de la maison de la culture, à concurrence de 4.888.442,00€ sur une durée de 20 ans;

Considérant que le coût de cet emprunt est estimé à 1.092.000,00€;

Considérant que l'institution financière retenue bénéficiera de la garantie de la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Considérant que cette garantie a fait l'objet d'une décision gouvernementale en date du 28 octobre 2016 et a été inscrite dans le décret de la Fédération Wallonie-Bruxelles contenant le budget général des dépenses pour l'année 2016;

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché de services par appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles 23 et 25 de la loi du 15 juin 2006 relatives aux marchés publics;

Considérant qu'il est également proposé, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 2^b de la loi du 15 juin 2006, de se réserver le droit de passer auprès du prestataire de services choisi, de nouveaux services similaires et conformes au susdit marché;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 25/04/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3^o du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;
A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1er : il sera passé un marché ayant pour objet le financement par emprunt des travaux de rénovation et d'aménagement du bâtiment abritant la maison de la culture et la bibliothèque de la Ville, estimés à 1.092.000,00€ pour 4.888.442,00€ d'emprunt.

Les montants repris à l'alinéa précédent ont valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de services sera passé par appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles 23 et 25 de la loi du 15 juin 2006 relatives aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, après consultation du prestataire du marché initial de services.

Conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 2°b de la loi du 15 juin 2006, il est prévu dans les documents du marché de passer, le cas échéant auprès du prestataire de service choisi, de nouveaux services consistant dans la répétition de services similaires, conformes au susdit marché.

Article 3 : ce marché sera régi par les documents du marché établis à cet effet, conformément aux dispositions de l'article 6 §1er 2° de l'arrêté royal du 14 janvier 2013. Les règles générales d'exécution des marchés publics ne sont pas d'application.

Article 4 : les critères de sélection qualitative sont les suivants :

- Le droit d'accès

La simple participation à cette procédure vaut déclaration sur l'honneur de la part du soumissionnaire qu'il ne se trouve pas dans l'une des situations visées à l'article 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés dans les secteurs classiques.

Le droit d'accès sera justifié par la vérification des attestations prouvant que le soumissionnaire est en règle avec ses obligations fiscales (impôts des sociétés et TVA) et relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale, selon les dispositions de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, articles 62 et 63.

- La capacité financière et économique

La capacité financière et économique sera justifiée au moyen d'une déclaration concernant le volume d'affaires global et le volume d'affaires pour les services auxquels se réfère le marché, réalisés au cours des trois derniers exercices. Le volume d'affaires, pour les services auxquels se réfère le marché, doit s'élever au minimum à 50 millions d'euros par année comptable.

- La capacité technique

Le soumissionnaire fournira un certificat permettant au pouvoir adjudicateur de s'assurer de la capacité du soumissionnaire à fournir toutes les informations et documents requis par la réglementation sur la comptabilité communale.

Le soumissionnaire fournira trois références d'un montant minimum de 10 millions d'euros de marchés financiers de même type, pour lesquels il a été désigné comme adjudicataire au cours des trois dernières années.

Les prestations sont prouvées par la présentation d'une liste de services indiquant le montant, la date et le destinataire ainsi que par des attestations émises ou contresignées par l'autorité compétente.

Article 5 : Les critères d'attribution sont arrêtés comme suit :

- Prix après la conversion en emprunt : 70 points

- Prix pendant la période de prélèvement : 15 points
- Commission de réservation : 15 points.

<p>35. Finances communales. Exercice 2017. Subsidés aux associations locales. Première partie.</p> <p><u>Approbation.</u></p>

Madame l'Echevine PS, **Laetitia LIENARD**, signale d'emblée que les deux corrections suivantes doivent être apportées au dossier :

la première concerne une coquille figurant dans un tableau comparatif; la seconde a trait au subside alloué à l'asbl Capriccio; il n'est pas de 500,00€ mais de 2.000,00€.

Le conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, relève, une fois de plus, qu'il y a une grande disparité dans la qualité des dossiers. Il revient, par ailleurs, sur les subsides de fonctionnement octroyés aux clubs sportifs.

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, intervient comme suit :

"D'autre part, dans les subsides nominatifs, il y a parfois de gros montants comme :

182.500,00€ pour Tournai centre-ville

46.000,00€ pour les Amis de Tournai

280.000,00€ pour la Maison de la culture

Serait-il possible pour les subsides de plus de 20.000,00€ d'avoir un rapport d'activités ainsi que les comptes et bilan annuels ?

Pour les subsides aux clubs sportifs, les montants sont variables pour faire de l'accompagnement de jeunes. Pourquoi ces différences ? Est-ce par rapport au nombre d'adhérents ?"

En synthèse, Madame l'Echevine PS **Laetitia LIENARD** rappelle la distinction entre les subsides nominatifs et les subsides "facultatifs". Les premiers sont clairement indiqués dans le budget communal. Il n'est plus demandé de dossiers aux demandeurs.

Les Amis de Tournai recevront cette année un subside de 35.000,00€. L'an dernier, ils fêtaient leurs 80 ans, raison pour laquelle le montant avait été majoré.

Le subside versé à la Maison de la culture est la contrepartie de ce qu'octroie la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Pour les subsides dits "facultatifs", une procédure d'harmonisation est à l'étude.

Monsieur l'Echevin PS des sports, **Tarik BOUZIANE**, réexplique de son côté les dispositions concernant la fixation des subsides alloués aux clubs sportifs.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que les communes disposent de la possibilité d'accorder une subvention à des associations locales en vue de les soutenir dans le développement de leurs initiatives, conformément à la loi du 14 novembre 1983 et au Code de la démocratie locale et de la décentralisation (troisième partie, livre IV, chapitre unique - modifié par le décret du 31 janvier 2013) relatifs à l'octroi et au contrôle des subventions octroyées par [notamment] les communes;

Considérant qu'il a été décidé de revoir globalement la politique d'octroi des subsides [procédure et modalités d'octroi (critères objectifs,...)] depuis l'exercice 2015;
 Considérant la délibération du conseil communal du 10 novembre 2014 instaurant un règlement sur l'octroi de subventions aux associations locales;

Considérant que plusieurs demandes d'aide financière ont été introduites fin 2016 et depuis le 1er janvier 2017 par des associations locales;

Considérant la délibération du conseil communal du 16 septembre 2013, par laquelle il a décidé de déléguer au collège communal, pour la durée de la législature, la compétence d'octroyer les subventions :

- qui figurent nominativement au budget, dans les limites des crédits qui y sont inscrits à cet effet **et** approuvés par l'autorité de tutelle
- en nature
- motivées par l'urgence ou en raison de circonstances impérieuses et imprévues;

Considérant, pour rappel, qu'il faut distinguer les subsides, nominativement inscrits au budget, des crédits à répartir entre différentes associations;

Considérant que les subsides nominatifs sont inscrits au budget 2017 comme suit :

Article	Libellé	Budget 2017	Solde disponible
104/332-02	Subside à la fédération des directeurs généraux	250,00€	250,00€
1041/332-02	Subside à la fédération des directeurs financiers	250,00€	250,00€
421/332-02	Subside à l'ASBL A.P.P.E.R.	2.000,00€	2.000,00€
520/332-02	Subside à l'ASBL Tournai centre-ville	182.500,00€	182.500,00€
561/332-03	Subside à l'ASBL Association des guides de Tournai	3.500,00€	3.500,00€
5611/332-02	Subside à l'ASBL Les Amis de Tournai	46.000,00€	46.000,00€
5612/332-02	Subside à l'ASBL Tournai commerces	7.100,00€	7.100,00€
6203/332-02	Subvention pour expansion agricole (ASBL Journées internationales de l'élevage et de l'agriculture) (2017)	12.500,00€	12.500,00€
6205/332-02	Subvention au service de remplacement agricole	2.500,00€	2.500,00€
7222/332-02	Enseignement primaire - subvention fédération sportive de l'enseignement communal	4.400,00€	4.400,00€
76203/332-02	Subside à l'ASBL Ramdam	30.000,00€	30.000,00€
76204/332-02	Subside à la Fondation Roger de le Pasture	2.500,00€	2.500,00€
7621/332-02	Subside à l'ASBL La Piste aux espoirs	15.000,00€	15.000,00€
7623/332-02	Harmonie des pompiers	8.000,00€	8.000,00€
7623/332-03	Subside à l'ASBL Centre culturel transfrontalier - Maison de la culture (après modification budgétaire)	280.000,00€	280.000,00€
7625/332-02	Subside à l'ASBL Infor Jeunes	16.500,00€	16.500,00€
7627/332-03	Subside à l'ASBL Centre de la marionnette	15.000,00€	15.000,00€
76301/332-02	Subside à l'ASBL Carnaval de Tournai	30.000,00€	30.000,00€
76302/332-02	Subside à l'ASBL L'accordéon, moi j'aime	7.000,00€	7.000,00€
7632/332-02	Subside à l'ASBL Fondation Auschwitz	620,00€	620,00€
76401/332-02	Subside à l'ASBL Cazeau pédale Templeuve	35.000,00€	35.000,00€
76402/332-03	Subside au Cercle royal de natation de Tournai (C.N.T.)	20.000,00€	20.000,00€

76403/332-02	Subside au Triptyque des monts et châteaux	10.000,00€	10.000,00€
7645/332-02	Subside triennal aux Tournaisiades (2018)	0,00€	0,00€
76404/332-02	Subside à l'ASBL Centre culturo-sportif templeuvois SATTA	11.000,00 €	11.000,00 €
7624/332-03	Subside à l'ASBL Les Rencontres inattendues	30.000,00 €	30.000,00 €
80101/332-02	Subside à l'ASBL Veeweyde Tournai	17.110,00€	17.110,00€
871/332-02	Subside à la Croix-Rouge de Belgique - section locale de Tournai	2.500,00€	2.500,00€
77101/332-02	A l'aube de l'Europe	500,00€	500,00€
878/332-02	Commission sauvegarde patrimoine funéraire	5.000,00€	5.000,00€
TOTAL		796.730,00€	796.730,00€

Considérant que les subsides généraux sont inscrits au budget 2017 comme suit:

Article	Libellé	Crédit initial	Solde disponible
161/332-02	Subside pour l'aide au développement	20.000,00€	20.000,00€
652/332-02	Subvention aux cercles de pêche	250,00€	250,00€
7601/331-01	Subside d'encouragement aux artistes	2.000,00€	2.000,00€
761/332-02	Subside aux associations de jeunesse	10.000,00€	10.000,00€
762/332-02	Subside aux associations culturelles et de loisirs	24.500,00€	24.500,00€
76201/332-02	Subside aux associations - chorales	5.400,00€	5.400,00€
76202/332-02	Subside aux associations - Fanfares	9.000,00€	9.000,00€
763/332-02	Subside pour fêtes et cérémonies	38.000,00€	38.000,00€
7631/332-02	Subside aux sociétés patriotiques	4.000,00€	4.000,00€
764/331-01	Subside d'encouragement aux sportifs	2.800,00€	2.800,00€
764/332-02	Subsides aux associations sportives	62.000,00€	62.000,00€
801/332-02	Subside à diverses associations - Aide sociale	23.750,00€	23.750,00€
80105/332-02	Subside aux associations protectrices des animaux	3.000,00€	3.000,00€
TOTAL		204.700,00€	204.700,00€

Considérant que les demandes suivantes ont été introduites par des associations qui satisfont à différents points de l'article 11 du règlement communal sur l'octroi et le contrôle de l'octroi des subsides qui dispose :

"L'objet de la demande de subvention s'inscrira :

- dans les objectifs stratégiques et opérationnels définis dans le programme de politique générale 2012-2018 et le programme stratégique transversal 2013-2018, comme suit :
 - agir pour créer de l'activité économique et de l'emploi
 - agir pour garantir la cohésion sociale, la solidarité
 - agir pour s'affirmer comme une région de qualité : enseignement, culture, sport
 - agir pour atteindre l'excellence environnementale
 - agir pour relever le défi de l'attractivité urbaine et rurale
 - agir pour valoriser notre situation géographique
 - agir pour remporter l'enjeu de la gouvernance et de la participation.
- dans les valeurs arrêtées dans la charte des valeurs :
 - respect – être respecté et être respectueux
 - qualité – donner le meilleur de soi
 - honnêteté – être intègre
 - bien-être – qualité de la vie
 - écoute – entendre, s'entendre et être entendu
 - solidarité – être plus forts ensemble
 - service public – être un vrai service public local."

762/332-02 SUBSIDES AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES ET DE LOISIRS**Crédit initial : 24.500,00€ - solde disponible : 24.500,00€**

Demandeur	Motif	Octroyé 2016	Demande 2017
ASBL Magic Harmony	aide au fonctionnement	0,00€	2.840,00€
ASBL Casa Palabre	aide à l'organisation de la tournée en Palestine	0,00€	5.000,00€
ASBL Tournai Jazz Evenement	aide à l'organisation du Tournai Jazz Festival	4.000,00€	5.000,00€
ASBL Capriccio	aide à la création d'un festival d'impro	2.000,00€	2.500,00€
ASBL Proquartetto	aide à l'organisation du 15ème festival Voix Intimes	2.000,00€	2.000,00€
ASBL Association d'impro amateur ATIA	aide à l'organisation d'un festival	1.000,00€	1.000,00€
Gilles de Templeuve	aide à l'équipement	0,00€	3.000,00€
ASBL Amis de la citadelle	aide au fonctionnement	2.000,00€	6.000,00€
ASBL Royal Club chiens policiers	aide à l'équipement	0,00€	2.500,00€
Comité tournaisien Jeu de fer	aide à l'organisation du tournoi dans le cadre des fêtes de septembre	500,00€	500,00€
ASBL Ballets du Hainaut	aide à l'organisation des cours et spectacles 2017	1.500,00€	2.000,00€
Total pour l'article		32.340,00€	
		ATTENTION: CREDIT INSUFFISANT	

7642/332-02 SUBSIDES AUX ASSOCIATIONS SPORTIVES**Crédit initial : 62.000,00€ - solde disponible : 62.000€**

Demandeur	Motif	Octroyé 2016	Demande 2017
ASBL Circuit Franco-Belge	aide à l'organisation du Grand Prix de la ville	2.500,00€	2.500,00€
ASBL Jogging club Blandain	aide à l'organisation d'un jogging trail sur l'entité (4ème)	500,00€	500,00€
ASBL Estudiantes handball club	aide au fonctionnement et à l'encadrement des jeunes	7.000,00€	7.000,00€
ASC Havinnes	aide au fonctionnement et à l'équipement	0,00€	2.500,00€
ASBL L'Elephant Barry	aide au démarrage des activités	0,00€	4.000,00€

ASBL Triathlon Club GT	aide à l'organisation du triathlon des Chauffours (! pour 2016 et 2017!)	0,00€	6.000,00€
ASBL Tournai Hockey club	aide au fonctionnement	5.000,00€	7.000,00€
ASBL Les Picardes	aide à l'organisation du 29ème challenge	0,00€	750,00€
ASBL Royal Essor basket club Templeuve	aide au fonctionnement et à l'encadrement des jeunes	1.680,00€	1.500,00€
ASBL ASTE Kain	aide au fonctionnement et à l'encadrement des jeunes	5.000,00€	15.000,00€
ASBL Judo top Niveau	aide à l'organisation du gala Olympics 2016	0,00€	5.000,00€
ASBL Vautour tennis Club	aide au fonctionnement	4.000,00€	4.000,00€
Union colombophile Tournai	aide au fonctionnement	500,00€	500,00€
ASBL Olympic Tournai Templeuve	aide au fonctionnement	0,00€	4.000,00€
ASBL Club Sambo titans	aide à l'organisation d'un tournoi	0,00€	1.500,00€
Total pour l'article		61.750,00€	
761/332-02 SUBSIDES AUX ASSOCIATIONS DE JEUNESSE			
Crédit initial : 10.000,00€ - solde disponible : 10.000,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2016	Demande 2017
ASBL Masure 14	aide au fonctionnement et à l'organisation des activités	3.200,00€	7.500,00€
ASBL Porte ouverte	aide au fonctionnement	3.250,00€	5.000,00€
Total pour l'article		12.500,00€	
ATTENTION CREDIT INSUFFISANT			
801/332-02 SUBSIDES A DIVERSES ASSOCIATIONS AIDE SOCIALE			
Crédit initial : 23.750,00€ - solde disponible : 23.750,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2016	Demande 2017
Comité de quartier Warchin	aide au fonctionnement	4.500,00€	2.500,00€
ASBL Assiette pour tous	aide au fonctionnement	10.000,00€	10.000,00€
ASBL APEDAF	aide au fonctionnement	1.500,00€	5.000,00€
ASBL Relais pour la vie		0,00€	2.000,00€
Total pour l'article		19.500,00€	

763/332-02 SUBSIDES POUR FETES ET CEREMONIES			
Crédit initial : 38.000,00€ - solde disponible : 38.000,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2016	Demande 2017
ASBL Grande Procession	aide à l'organisation de la procession de septembre (925ème anniversaire)	5.000,00€	10.000,00€
Festi 21 Blandain	aide à l'organisation des festivités du 21 juillet	0,00€	500,00€
ASBL Du Bruit pour le plancher	aide à l'organisation de la SMALA Festival	3.500,00€	5.000,00€
ASBL Carnaval de Kain	aide au fonctionnement	0,00€	500,00€
ASBL Mômes Circus	aide à l'organisation de Rêves de cirque	1.500,00€	2.000,00€
ASBL Cercle d'histoire Vallée Rieu de Barges	aide à l'organisation de la commémoration du	250,00€	250,00€

	8 mai 1945		
Royale Amicale des ouvriers communaux	aide à l'organisation d'une réception + banquet	0,00€	5.000,00€
Total pour l'article			23.250,00€

Considérant que les associations doivent par ailleurs répondre aux conditions de l'article 12 du règlement précité:

Article 12 (règlement communal sur l'octroi et le contrôle de l'octroi des subventions) : pour pouvoir introduire une demande de subside, l'association doit remplir les conditions suivantes :

1. se prévaloir d'une existence de minimum 1 an précédant l'année de la demande
2. avoir son siège social sur le territoire de l'entité et intéresser un nombre significatif d'habitants de la Ville de Tournai
3. à défaut de répondre au point "b", justifier d'activités régulières ou d'un impact significatif envers la population de l'entité
4. disposer d'un compte ouvert au nom de l'association
5. disposer de statuts conformes à la loi du 2 mai 2002 et/ou d'un règlement d'ordre intérieur actualisé (si existant)
6. promouvoir des activités : basées sur un calendrier, qui s'inscrivent dans une politique d'ouverture au public, qui font l'objet d'une publicité;
7. ne pas avoir d'activités contraires aux principes de la déclaration universelle des droits de l'homme ni se prévaloir de publications ou d'activités à caractère raciste, xénophobe ou sexiste.

Demandeur	Critère A	Critère B	Critère C	Critère D	Critère E	Critère F	Critère G
ASBL Magic Harmony	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
ASBL Du Bruit sur le plancher	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
ASBL Casa Palabre	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
ASBL Tournai Jazz Evénements	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
ASBL Capriccio	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
ASBL Proquartetto	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
ASBL Carnaval de Kain	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
Gilles de Templeuve	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
ASBL Amis de la Citadelle	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
ASBL Royal Club chiens policiers	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
Comité jeu de fer	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
Union colombophile Tournai	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
ASBL ATI@	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
ASBL Mômes Circus	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK

ASBL Vautour Tennis Club	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
-----------------------------	----	----	----	----	----	----	----

ASBL Circuit Franco-Belge	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
ASBL Estu Handball	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
ASC Havinnes	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
ASBL Olympic Tournai Tempeuve	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
ASBL Eléphant Barry	Ok	OK	OK	OK	OK	OK	OK
ASBL Judo Top Niveau	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
ASBL Jogging Club Blandain	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
Triathlon Club GT	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
ASBL Tournai Hockey Club	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
Les Picardes	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
Royal Essor Basket Templeuve	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
ASBL ASTE Kain	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
ASBL Masure 14	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
ASBL Porte Ouverte	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
Comité quartier Warchin	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
ASBL Assiette pour tous	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
ASBL Grande Procession	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
Festi21 Blandain	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK

ASBL APEDAF	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
Royale amicale ouvriers communaux	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
ASBL Cercle Histoire Vallée Rieu de Barges	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
ASBL Ballets du Hainaut	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
ASBL Club Sambo Titans	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
ASBL Relais pour la vie	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK

Considérant que les subsides repris dans la présente délibération sont accordés pour promouvoir des activités réalisées par les diverses associations bénéficiaires animant culturellement, sportivement, voire économiquement la cité, et utiles à l'intérêt général;

Considérant qu'il est de bonne administration de les soutenir financièrement par l'octroi d'une subvention destinée à permettre la poursuite des activités, et plus particulièrement de faire face au paiement d'une partie de leurs dépenses de fonctionnement;

Considérant que les subsides sont octroyés exclusivement dans la limite des crédits ordinaires disponibles et dans le respect du règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'octroi des subventions;

Considérant que les subsides repris dans la présente décision sont constitués par un ou des versement(s) en numéraire sur le compte de l'association bénéficiaire;

Considérant que les subsides seront liquidés conformément aux dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'il est proposé d'examiner les dossiers introduits par les associations locales sur base de l'octroi des subsides lors de l'exercice 2016, et ainsi de limiter l'impact budgétaire;

Considérant les délibérations du conseil communal des 21 mars 2016, 25 avril 2016, 27 juin 2016, 19 septembre 2016, 28 novembre 2016 et 19 décembre 2016 relatives à l'octroi de subsides pour l'exercice 2016;

Considérant qu'en sa séance du 13 janvier 2017, le collège communal a accordé une avance d'un montant de 15.000,00€ sur le subside 2017 à l'ASBL Carnaval;

Considérant qu'en sa séance du 10 mars 2017, le collège communal a accordé une avance d'un montant de 6.000,00€ à l'ASBL Centre culturo-sportif Satta;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 30/05/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

1. d'approuver les subsides nominatifs repris au service ordinaire comme suit :

Article	Libellé	Octroyé en 2016	Demande en 2017	Décision
104/332-02	Subside à la fédération des directeurs généraux	250,00€	250,00€	250,00€
1041/332-02	Subside à la fédération des directeurs financiers	250,00€	250,00€	250,00€
421/332-02	Subside à l'ASBL A.P.P.E.R.	2.000,00€	2.000,00€	2.000,00€
520/332-02	Subside à l'ASBL Tournai Centre-Ville	182.500,00€	182.500,00€	182.500,00€
561/332-03	Subside à l'ASBL Association des guides de Tournai	3.500,00€	3.500,00€	3.500,00€
5611/332-02	Subside à l'ASBL Les Amis de Tournai	00,00€	35.000,00€	35.000,00€
5612/332-02	Subside à l'ASBL Tournai commerces	7.100,00€	7.100,00€	7.100,00€
6203/332-02	Subvention pour expansion agricole (ASBL Journées internationales de l'élevage et de l'agriculture) (2017)	0,00€	12.500,00€	12.500,00€
6205/332-02	Subvention au service de remplacement agricole	3.000,00€	2.500,00€	2.500,00€
7222/332-02	Enseignement primaire - subvention fédération sportive de l'enseignement communal	4.400,00€	4.400,00€	4.400,00€
76203/332-02	Subside à l'ASBL Ramdam	20.000,00€	30.000,00€	30.000,00€
76204/332-02	Subside à la Fondation Roger de le Pasture	2.500,00€	2.500,00€	2.500,00€
7621/332-02	Subside à l'ASBL La Piste aux espoirs	15.000,00€	15.000,00€	15.000,00€
7623/332-02	Subside à l'Harmonie des pompiers	8.000,00€	8.000,00€	8.000,00€
7623/332-03	Subside à l'ASBL Centre culturel transfrontalier - Maison de la Culture (après modification budgétaire)	280.000,00€	280.000,00€	280.000,00€
7625/332-02	Subside à l'ASBL Infor Jeunes	16.500,00€	16.500,00€	16.500,00 €
7627/332-03	Subside à l'ASBL Centre de la marionnette	15.000,00€	15.000,00€	15.000,00€
76301/332-02	Subside à l'ASBL Carnaval de Tournai	18.000,00€	30.000,00€	30.000,00€
76302/332-02	Subside à l'ASBL L'accordéon, moi j'aime	3.000,00€	7.000,00€	7.000,00€
7632/332-02	Subside à l'ASBL Fondation Auschwitz	620,00€	620,00€	620,00€
76401/332-02	Subside à l'ASBL Cazeau pédale Templeuve	35.000,00€	35.000,00€	35.000,00€
76402/332-03	Subside au Cercle royal de Natation de Tournai (C.N.T.)	20.000,00€	20.000,00€	20.000,00€

76403/332-02	Subside au Triptyque des Monts et Châteaux	5.000,00€	10.000,00€	5.000,00€
7645/332-02	Subside triennal aux Tournaisiades (2018)	0,00€	0,00€	0,00€
76404/332-02	Subside à l'ASBL Centre culturo-sportif templeuvois SATTA	11.000,00€	11.000,00€	11.000,00€
7624/332-03	Subside à l'ASBL Les Rencontres Inattendues	30.000,00€	30.000,00€	30.000,00€
80101/332-02	Subside à l'ASBL Veeweyde Tournai	17.110,00€	17.110,00€	17.110,00€
871/332-02	Subside à la Croix-Rouge de Belgique - section locale de Tournai	2.500,00€	2.500,00€	2.500,00€
77101/332-02	A l'aube de l'Europe	500,00€	500,00€	500,00€
878/332-02	Commission sauvegarde patrimoine funéraire	2.500,00€	5.000,00€	5.000,00€

2. d'examiner les demandes d'aide financière adressées par les associations et d'octroyer les subsides (1ère partie) repris au service ordinaire comme suit :

762/332-02 SUBSIDES AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES ET DE LOISIRS			
Crédit initial : 24.500,00€ - solde disponible : 24.500,00€			
Demandeur	Motif	Demande 2017	Décision
ASBL Magic Harmony	aide au fonctionnement	2.840,00€	500,00€
ASBL Casa Palabre	aide à l'organisation de la tournée en Palestine	5.000,00€	5.000,00€
ASBL Tournai Jazz Evenement	aide à l'organisation du Tournai Jazz Festival	5.000,00€	5.000,00€
ASBL Capriccio	aide à la création d'un festival d'impro	2.500,00€	2.000,00€
ASBL Proquartetto	aide à l'organisation du 15ème festival Voix Intimes	2.000,00€	2.000,00€
ASBL Association d'impro amateur ATIA	aide à l'organisation d'un festival	1.000,00€	1.000,00€
Gilles de Templeuve	aide à l'équipement	3.000,00€	500,00€
ASBL Amis de la Citadelle	aide au fonctionnement	6.000,00€	4.000,00€
ASBL Royal Club Chiens policiers	aide à l'équipement	2.500,00€	2.000,00€
Comité tournaisien Jeu de fer	aide à l'organisation du tournoi dans le cadre des fêtes de septembre	500,00€	500,00€
ASBL Ballets du Hainaut		2.000,00€	2.000,00€
Total pour l'article		24.500,00€	

7642/332-02 SUBSIDES AUX ASSOCIATIONS SPORTIVES**Crédit initial : 62.000,00€ - solde disponible : 62.000,00€**

Demandeur	Motif	Demande 2017	Décision
ASBL Circuit Franco-Belge	aide à l'organisation du Grand Prix de la ville	2.500,00€	2.500,00€
ASBL Jogging Club Blandain	Aide à l'organisation d'un jogging trail sur l'entité (4ème)	500,00€	500,00€
ASBL Estudiantes Handball Club	aide au fonctionnement et à l'encadrement des jeunes	7.000,00€	7.000,00€
ASC Havinnes	aide au fonctionnement et à l'équipement	2.500,00€	1.500,00€
ASBL L'Elephant Barry	aide au démarrage des activités	4.000,00€	1.500,00€
ASBL Triathlon Club GT	aide à l'organisation du Triathlon des Chauffours (2017)	6.000,00€	3.000,00€
ASBL Tournai Hockey Club	aide au fonctionnement	7.000,00€	5.000,00€
ASBL Les Picardes	aide à l'organisation du 29ème challenge	750,00€	750,00 €
ASBL Royal Essor Basket Club Templeuve	aide au fonctionnement et à l'encadrement des jeunes	1.500,00€	1.000,00€
ASBL ASTE Kain	aide au fonctionnement et à l'encadrement des jeunes	15.000,00€	5.000,00€
Union colombophile tournaïsiennne	aide au fonctionnement	500,00€	500,00€
ASBL Olympic Tournai Templeuve	aide au fonctionnement	4.000,00€	2.000,00€
ASBL Vautour Tennis Club	aide au fonctionnement	4.000,00€	4.000,00€
ASBL Judo Top Niveau	aide à l'encadrement des jeunes	5.000,00€	5.000,00€
Total pour l'article			39.250,00€

761/332-02 SUBSIDES AUX ASSOCIATIONS DE JEUNESSE			
Crédit initial : 10.000,00€ - solde disponible : 10.000,00€			
Demandeur	Motif	Demande 2017	Décision
ASBL Masure 14	aide au fonctionnement et à l'organisation des activités	7.500,00€	4.000,00€
ASBL Porte ouverte	aide au fonctionnement	5.000,00€	4.000,00€
Total pour l'article			8.000,00€
801/332-02 SUBSIDES A DIVERSES ASSOCIATIONS AIDE SOCIALE			
Crédit initial : 23.750,00€ - solde disponible : 23.750,00€			
Demandeur	Motif	Demande 2017	Décision
Comité de quartier Warchin	aide au fonctionnement	2.500,00€	2.500,00€
ASBL Assiette pour tous	aide au fonctionnement	10.000,00€	10.000,00€
ASBL APEDAF	aide au fonctionnement	5.000,00€	5.000,00€
ASBL Relais pour la vie		2.000,00€	2.000,00€
Total pour l'article			19.500,00€
763/332-02 SUBSIDES POUR FETES ET CEREMONIES			
Crédit initial : 38.000,00€ - solde disponible : 38.000,00€			
Demandeur	Motif	Demande 2017	Décision
ASBL Grande Procession	aide à l'organisation de la procession (925ème anniversaire)	10.000,00€	10.000,00€
Festi 21 Blandain	aide à l'organisation des festivités du 21 juillet	500,00€	500,00€
ASBL Du Bruit sur le plancher	aide à l'organisation de la SMALA FESTIVAL	5.000,00 €	5.000,00€
ASBL Carnaval de Kain	aide au fonctionnement	500,00 €	500,00€
ASBL Mômes Circus	aide à l'organisation de Rêves de cirque	2.000,00 €	2.000,00€
ASBL Cercle d'histoire Vallée Rieu de Barges	aide à l'organisation de la commémoration du 8 mai 1945	250,00€	250,00€
Total pour l'article			18.250,00€

3. que les crédits ou le solde de ceux-ci feront l'objet d'un examen ultérieur comme suit :

Article	Libellé	Crédit initial	Solde disponible	Solde après nouvel octroi
161/332-02	Subside pour l'aide au développement	20.000,00€	20.000,00€	20.000,00€
652/332-02	Subvention aux cercles de pêche	250,00€	250,00€	250,00€
7601/331-01	Subside d'encouragement aux artistes	2.000,00€	2.000,00€	2.000,00€
761/332-02	Subside aux associations de jeunesse	10.000,00€	10.000,00€	2.000,00€
762/332-02	Subside aux associations culturelles et de loisirs	24.500,00€	24.500,00€	1.500,00€
76201/332-02	Subside aux associations - chorales	5.400,00€	5.400,00€	5.400,00€
76202/332-02	Subside aux associations - Fanfares	9.000,00€	9.000,00€	9.000,00€
763/332-02	Subside pour fêtes et cérémonies	38.000,00€	38.000,00€	19.750,00€
7631/332-02	Subside aux sociétés patriotiques	4.000,00€	4.000,00€	4.000,00€
764/331-01	Subside d'encouragement aux sportifs	2.800,00€	2.800,00€	2.800,00€
764/332-02	Subsides aux associations sportives	62.000,00€	62.000,00 €	22.750,00€
801/332-02	Subside à diverses associations - Aide sociale	23.750,00€	23.750,00 €	4.250,00€
80105/332-02	Subside aux associations protectrices des animaux	3.000,00€	3.000,00€	3.000,00€
TOTAL		204.700,00€	204.700,00€	96.700,00€

4. de prévoir un subside nominatif d'un montant de 2.000,00€ pour l'ASBL DANSES & Cie et ce, en modification budgétaire n°2.

36. Centre public d'action sociale. Tutelle. Exercice 2017. Modification budgétaire n°1. Approbation.

Madame la Conseillère communale cdH, **Hélène CLEMENT-COUPLET**, relève un oubli dans le procès-verbal de la commission du conseil communal au sujet des demandes du CRAC.

"C'est vraisemblablement un oubli qu'il conviendra de rectifier", précise le **président** d'assemblée.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient ensuite :

"Nous avons eu réponse à nos interrogations en commission notamment quant à l'utilisation des 10.000.000,00€ de réserve faite en 2007 lors de la création du CHWAPI. Il y a d'ailleurs aussi pour la première fois, à ma connaissance, une projection budgétaire faite jusqu'en 2030. Les 3.000.000,00€ restant dans l'enveloppe semblent suffire pour combler les différences de salaire entre le personnel statutaire et les autres salariés du CHWAPI. Je croyais que nous allions avoir les éléments évoqués en commission en documents préparatoires du conseil, mais malheureusement ils n'y étaient pas. La projection des compensations données par l'INAMI semblent en effet très nébuleuses. Je crois vraiment qu'il y a matière à se demander à quoi sont attribuées ces compensations pour pouvoir les évaluer au mieux. D'après moi, c'est pour financer les accords de non-marchands et non la différence de statuts.

Nous avons aussi eu réponse aux questions du CRAC. Ces interrogations nous semblaient très pertinentes puisqu'elles portaient sur des projections plus précises en termes de subsides APE, de vente des biens immobiliers, des ETP et le fait de demander une dérogation pour des travaux importants prévus dans les maisons de repos. Notre conseiller CPAS était d'ailleurs intervenu en ce sens au sein du conseil du CPAS.

Enfin, nous poserons une question en séance secrète sur les suites du dossier de malversation."

La présidente du CPAS, **Rita DESENCLOS-LECLERCQ**, précise avoir interrogé le directeur du CHWAPI au sujet du BMF (budget des moyens financiers), vu sa spécificité. Elle confirme que des incertitudes pèsent sur l'avenir.

Par 31 voix pour et 4 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, Mmes M. C. MARGHEM, M-C. LEFEBVRE, MM. G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, B. MAT, J. DEVRAY, B. LAVALLEE, R DEMOTTE, E. VANDECAVEYE, Mmes B. DEWAELE, H. LELEU, D. CLAEYSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. G. HUEZ, président d'assemblée.
Se sont abstenus : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M. WILLOCQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le décret du 23 janvier 2014, publié au Moniteur belge du 6 février 2014, modifiant les dispositions relatives à la tutelle des centres publics d'action sociale;

Vu l'article 112 de la loi organique des centres publics d'action sociale;

Vu l'article L1123-8 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la délibération du conseil du centre public d'action sociale du 18 mai 2017, arrétant les modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire n°1;

Considérant que ces modifications ont été soumises au Centre régional d'aide aux communes (CRAC) le 2 mai 2017;

Considérant que ces modifications ont été soumises au comité de concertation Ville/Centre public d'action sociale du 2 mai 2017;

Considérant l'avis de légalité de M. le Directeur financier du Centre public d'action sociale;

Considérant l'avis favorable de M. le Directeur financier;
Considérant que ces modifications sont opérées, tant à l'ordinaire qu'à l'extraordinaire, dans les limites de l'enveloppe initiale;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 25/04/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;
Sur proposition du collège communal;
Par 31 voix pour et 4 abstentions;

APPROUVE

- le rapport de la commission budgétaire
- aux chiffres ci-après les modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire n°1 arrêtées par le conseil du Centre public d'action sociale en séance du 18 mai 2017 :

Au service ordinaire :

Recettes : 60.331.265,14 €
Dépenses : 60.331.265,14 €
Résultat : 0,00 €

Au service extraordinaire :

Recettes : 9.579.196,05 €
Dépenses : 9.579.196,05 €
Résultat : 0,00 €;

NOTE

que le CPAS ne sollicite aucune intervention communale complémentaire.

37. Finances communales. Exercice 2017. Modification budgétaire n°1. Arrêt.
--

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient d'emblée :

"Nous avons eu de bonnes nouvelles pour les finances communales et nous nous en réjouissons.
Par contre, la mauvaise gestion de la fuite d'eau paraît hallucinante. Peut-on mettre au point un système de rappel pour que tous les index soient relevés chaque année ?"

Madame l'Echevine PS des finances, **Laetitia LIENARD**, lui répond :

"Au sujet de la fuite d'eau, des contacts ont été pris, à la suite de la commission, avec la SWDE. On pourrait faire diminuer la facture. A ce stade, il s'agit d'un contact informel. Nous devons les interpeller par écrit. J'espère donc que l'impact pour la Ville sera moins important."

Par 28 voix pour et 7 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, MM. G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, B. MAT, J. DEVRAY, B. LAVALLEE, R. DEMOTTE, E. VANDECAVEYE, Mmes B. DEWAELE, H. LELEU, D. CLAEYSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. G. HUEZ, président d'assemblée.

Se sont abstenus : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M.-C. LEFEBVRE, M. WILLOCQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE, Mme C. LADAVID, M. G. DENONNE

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et première partie, livre III;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le projet de modification budgétaire concerté en comité de direction, conformément à l'article L1211-3 §2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le projet de modification budgétaire établi par le collège communal et présenté au centre régional d'aide aux communes (CRAC);

Vu le rapport favorable de la commission visée à l'article 12 du règlement général de la comptabilité communale;

Vu la transmission du dossier au directeur financier;

Considérant qu'il convient d'adapter certains crédits du budget ordinaire suite, notamment :

- à la fixation, par le gouverneur de la province de Hainaut, de la dotation communale à la zone de secours;
- à la communication, par le SPF finances, de la statistique des enrôlements en matière de centimes additionnels au précompte immobilier pour l'exercice d'imposition 2016;
- à la décision du conseil communal, en date du 30 janvier 2017, de ne pas lever la taxe sur les carrières en 2017 en contrepartie de la compensation versée par la Région wallonne;

Attendu que le collège communal veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que le collège communal veillera, en application de l'article L1122-23, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, à la communication des présentes modifications budgétaires, dans les cinq jours de leur adoption, aux organisations syndicales représentatives qui les demanderont et qu'il organisera, avant la transmission des présentes modifications budgétaires aux autorités de tutelle, une séance d'information présentant et expliquant les présentes modifications budgétaires;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 16/05/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 28 voix pour et 7 abstentions;

DÉCIDE:

Article 1er

D'arrêter, comme suit, la modification budgétaire n° 1 de l'exercice 2017 :

1. Tableau récapitulatif

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes totales exercice proprement dit	104.386.530,39 €	28.961.860,00 €
Dépenses totales exercice proprement dit	102.565.229,68 €	33.153.521,32 €
Boni/Mali exercice proprement dit	1.821.300,71 €	- 4.191.661,32 €
Recettes exercices antérieurs	5.947.614,42 €	6.070.140,81 €
Dépenses exercices antérieurs	1.270.718,19 €	2.789.079,34 €
Prélèvements en recettes	0,00 €	5.233.506,94 €
Prélèvements en dépenses	3.000.000,00 €	2.053.522,63 €
Recettes globales	110.334.144,81 €	40.265.507,75 €
Dépenses globales	106.835.947,87 €	37.996.123,29 €
Boni global	3.498.196,94 €	2.269.384,46 €

2. Modification apportée aux montants des dotations, issus du budget des entités consolidées:

	Dotations approuvées par l'autorité de tutelle	Date d'approbation du budget par l'autorité de tutelle
Zone de secours	4.737.211,48 €	

Article 2.

De transmettre la présente délibération aux autorités de tutelle, au service des finances et au directeur financier.

38. Régie foncière. Exercice 2017. Modification budgétaire n°1. Arrêt.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la délibération du conseil communal du 28 novembre 2016 arrêtant le budget de la régie foncière pour l'exercice 2017;

Considérant que cette délibération a été approuvée par arrêté ministériel du 19 janvier 2017;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu sa délibération du 3 mai 2017 décidant de passer un marché de travaux par procédure négociée ayant pour objet de le remplacement des réseaux de chaleur (tuyauterie, compteurs, vannes, collecteurs,...) à l'Ilôt des 7 Fontaines pour un montant estimé de 127.385,50€ TVA comprise;

Considérant que des honoraires relatifs à l'étude du remplacement du système de chauffage de l'Ilôt des Sept Fontaines pour un montant estimé à 30.000,00€ doivent être prévus et seront payés sur fonds propres;

Considérant que les travaux à réaliser à l'Ilôt des Sept Fontaines pour le remplacement des réseaux de chaleur doivent être prévus pour un montant estimé à 140.000,00€ (emprunt à contracter);
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 23/05/2017 rendu conformément à
l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;
Sur proposition du collège communal;
A l'unanimité;

DECIDE

de modifier le budget de la régie foncière pour l'exercice 2017 en fonction des travaux à effectuer à l'Ilôt des Sept Fontaines comme suit :

DÉPENSES :

60200 - remplacement des réseaux de chaleur à l'Ilôt des Sept Fontaines : 140 000,00 €
60200 - honoraires bureau d'études : 30.000,00 €

RECETTES :

17 (financement des travaux par emprunt) : 140 000,00 €
par fonds propres 30.000,00 €.

La modification établit donc le total des recettes et dépenses pour l'exercice 2017 à 912.600,00€.

La présente délibération sera soumise à l'approbation de l'autorité de tutelle.

39. IMSTAM (intercommunale d'œuvres médico-sociales des arrondissements de Tournai-Ath-Mouscron). Assemblée générale ordinaire du 1er juin 2017. Ordre du jour. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville à l'IMSTAM (intercommunale d'œuvres médico-sociales des arrondissements de Tournai-Ath-Mouscron);

Considérant que la représentation de la Ville au sein de l'IMSTAM a été établie en séance du 14 janvier 2013;

Considérant la convocation à son assemblée générale ordinaire qui aura lieu le jeudi 1er juin 2017, à 19 heures, à l'athénée provincial de Leuze-en-Hainaut (rue Paul Pastur).

Considérant que l'ordre du jour de cette assemblée générale ordinaire est établi comme suit :

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale du 13 décembre 2016.
2. Compte de résultat et rapport de gestion 2016.
3. Rapport du réviseur.
4. Rapport du comité de rémunération.
5. Décharge aux administrateurs.
6. Décharge au réviseur.
7. Remplacement du directeur général : information.
8. Demande de cession des parts sociales de la commune et du Centre public d'Action sociale (C.P.A.S.) de Brugelette;

Considérant l'avis du directeur financier : "Présentés comme tels, les comptes annuels de l'intercommunale IMSTAM n'appellent aucune remarque particulière, sinon de souligner le réel redressement de la situation financière et comptable de l'institution au cours des dernières années. Toutefois, elle doit être attentive à l'évolution de son chiffre d'affaires. L'intercommunale n'est plus endettée et ne connaît plus actuellement de problèmes de trésorerie.";

Considérant qu'en date du 11 mai 2017, la commune de Chièvres a finalement renoncé au rachat des parts de la commune et du CPAS de Brugelette, ce qui supprime d'office le point 8 de l'ordre du jour de l'assemblée générale du 1er juin 2017;

Considérant qu'il appartient au conseil communal d'approuver les sept points figurant à cet ordre du jour;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité,

DÉCIDE

d'approuver les sept points de l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'IMSTAM (intercommunale d'œuvres médico-sociales des arrondissements de Tournai-Ath-Mouscron), qui se tiendra le jeudi 1er juin 2017, à 19 heures, à l'athénée provincial de Leuze-en-Hainaut (rue Paul Pastur).

Cet ordre du jour est établi comme suit :

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale du 13 décembre 2016.
2. Compte de résultat et rapport de gestion 2016.
3. Rapport du réviseur.
4. Rapport du comité de rémunération.
5. Décharge aux administrateurs.
6. Décharge au réviseur.
7. Remplacement du directeur général : information.

<p><u>40. AIEG. (Association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz). Assemblée générale ordinaire du 13 juin 2017. Ordre du jour. Approbation.</u></p>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville à l'Association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz (A.I.E.G.);

Considérant que la représentation de la Ville au sein de l'A.I.E.G. a été établie en séance du 14 janvier 2013;

Considérant la convocation à son assemblée générale ordinaire qui aura lieu le mardi 13 juin 2017, à 18 heures 30, dans ses bâtiments administratifs de la rue des Marais, 11 à 5300 Andenne;

Considérant que l'ordre du jour de cette assemblée générale ordinaire est le suivant :

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale du 15 décembre 2016
2. Approbation du rapport de gestion du conseil d'administration
3. Rapport du commissaire réviseur
4. Approbation du bilan et des comptes de résultats au 31 décembre 2016
5. Répartition statutaire du trop-perçu et date de mise en paiement des dividendes
6. Décharge à donner aux administrateurs

7. Décharge à donner au commissaire réviseur;

Considérant que les documents ainsi établis et présentés ne soulèvent pas de remarque particulière du directeur financier;

Considérant qu'il appartient au conseil communal d'approuver les points figurant à l'ordre du jour;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 30/05/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité,

DÉCIDE

d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'Association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz (A.I.E.G.) du mardi 13 juin 2017.

Cet ordre du jour est le suivant :

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale du 15 décembre 2016
2. Approbation du rapport de gestion du conseil d'administration
3. Rapport du commissaire réviseur
4. Approbation du bilan et des comptes de résultats au 31 décembre 2016
5. Répartition statutaire du trop-perçu et date de mise en paiement des dividendes
6. Décharge à donner aux administrateurs
7. Décharge à donner au commissaire réviseur.

<u>41. IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement). Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2017. Ordre du jour. Approbation.</u>
--

Madame l'Echevine PS, **Ludivine DEDONDER**, rappelle d'emblée quelques chiffres, en sa qualité de présidente de l'intercommunale IPALLE.

"Chaque année, une ristourne est accordée à la ville. Cette année, elle est de 168.221,82€. A côté de cela, il y a des dividendes sur les activités industrielles de nos partenaires privés. Cette année, Tournai bénéficiera d'un dividende de 395.316,47€ qui alimentera le droit de tirage. Ces presque 400.000,00€ s'ajoutent au 1.090.666,00€ qui avaient déjà été octroyés à Tournai en droit de tirage.

Avec le droit de tirage, nous avons déjà financé les projets suivants :

A Froidmont : la cité Moreau, le quartier des Bastions, la rue Jean Cousin

A Vezon : la rue Albert 1er, rue de l'Orient

A Kain : rue Edmond Defroyennes,

A Tournai : rue du Palais Saint-Jacques, rue Thomas Becket, ruelle d'Ennetière, rue des Puits l'Eau basse, rue du Beau Site, rue Blandinoise, chemin de l'Etat, rue Maréchal Foch, à Vezon

A Lamain : rue des Morts

Plateau de la Gare, rue Royale, etc."

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, intervient ensuite :

"Pour ce qui est de la quantité d'ordures ménagères brute, sans être un mauvais élève, Tournai n'est pas non plus parmi les meilleurs chiffres.

L'incitation au compostage individuel est, bien sûr, positive, mais le compostage collectif peut constituer un bon moyen de diminuer ces déchets surtout dans les zones plus densément peuplées de notre entité où le compostage individuel peut être difficile, voire impossible.

Que donnent les essais ? Est-ce que le système va être étendu ?

En ce qui concerne le traitement des déchets, pour l'incinération, le compostage, l'inerte, les choses se passent localement. En ce qui concerne les PMC, quelles sont les filières de recyclage ? Et y a-t-il une réflexion sur la création de filières locales ?

Y a-t-il des réflexions menées sur les modes de ramassage (point de collecte, poubelle à puce,...) ?

Ecole éco citoyenne, le service pédagogique d'IPALLE, pourrait inciter les écoles où il réalise des animations à adhérer à ce projet. La réduction des déchets dans les écoles représente un volet d'action possible.

Dans le rapport d'activités, il y a un point sur Vélorie; un partenariat public-privé qui s'occupe de la gestion du remblaiement de la carrière Vélorie. Pouvez-vous donner quelques détails ?"

Une discussion a lieu concernant le rôle du conseil communal dans le débat sur les intercommunales, une conseillère communale constate qu'une attention plus importante est réservée, selon elle, à IPALLE.

Madame l'Echevine, **Ludivine DEDONDER**, répond aux questions posées en rappelant à nouveau que des séances d'information sont organisées pour les conseillers communaux. Elle poursuit ensuite :

"4.800 compostières ont été achetées entre 2010 et 2016 et 7.500 ménages ont été sensibilisés. C'est assez positif. Nous privilégions toujours le compostage à domicile ou le compostage de quartier parce que c'est économiquement plus intéressant. Nous allons continuer à renforcer ces mesures. Certaines communes donnent des incitants à l'achat de compostières. Tournai pourrait le faire. Ce serait un incitant supplémentaire pour composter.

Au niveau du compostage de quartier, 10 dossiers sont en cours. Ça se met en place. Il faut une réelle motivation. Il faut un suivi. C'est ce que nous privilégions. Tout est mis à disposition gratuitement pour les quartiers qui en font la demande.

Pour les autres filières de collecte, ce n'est pas IPALLE qui décide. Des marchés publics sont passés. Des contacts sont en cours avec la société LUTOSA pour ce qui concerne l'élimination du bois qui est très coûteuse et aussi avec les sociétés de logement de service public.

Thumaide produit aujourd'hui de l'électricité pour 67.000 ménages sans certificat vert. C'est positif. Le projet pour Vélorie est le suivant : les entreprises de construction ne savaient pas où déposer leurs terres. L'idée a été de trouver une solution pour permettre aux entreprises de déposer leurs terres à Vélorie, ce qui permet aussi de remblayer la carrière. J'insiste sur le fait qu'il y a des contrôles drastiques à l'entrée. Il doit s'agir de terres non contaminées. On s'assure que les terres sont propres."

L'échevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, invite à la prudence concernant les chiffres.

"A Tournai, il y a aussi un apport de déchets extérieurs qui est comptabilisé. Quand on a des écoles, une gare, il y a des gens de l'extérieur qui déposent des déchets en centre-ville, qui sont repris par la Ville.

Par ailleurs, certaines villes ont de très bons chiffres. Mais il faut voir ce qui se trouve dans leurs fossés."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville à l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE);

Considérant que la représentation de la Ville au sein d'IPALLE a été établie en séance du 14 janvier 2013;

Considérant que l'assemblée générale ordinaire d'IPALLE se tiendra le mercredi 21 juin 2017, à 10 heures, à la distillerie de Biercée, Ferme de la Cour, rue de la Roquette, 36 à 6532 Thuin;

Considérant l'ordre du jour qui est le suivant :

I. Approbation des comptes et décharges au 31 décembre 2016 de la SCRL IPALLE

1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2016 de la SCRL IPALLE

1.1. Présentation des comptes analytiques par secteur d'activités, des comptes annuels de la SCRL IPALLE et de l'affectation des résultats

1.2. Rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale

1.3. Rapport du commissaire (réviseur d'entreprises)

1.4. Approbation des comptes annuels et de l'affectation du résultat

2. Décharge aux administrateurs

3. Décharge au commissaire (réviseur d'entreprises)

II. Modifications statutaires;

Considérant que les documents ainsi établis et présentés ne soulèvent pas de remarque particulière du directeur financier;

Considérant qu'il appartient au conseil communal d'approuver les points figurant à l'ordre du jour;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité,

DECIDE

d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire d'IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement) du mercredi 21 juin 2017 :

I. Approbation des comptes et décharges au 31 décembre 2016 de la SCRL IPALLE

1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2016 de la SCRL IPALLE

1.1. Présentation des comptes analytiques par secteur d'activités, des comptes annuels de la SCRL IPALLE et de l'affectation des résultats

1.2. Rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale

1.3. Rapport du commissaire (réviseur d'entreprises)

1.4. Approbation des comptes annuels et de l'affectation du résultat

2. Décharge aux administrateurs

3. Décharge au commissaire (réviseur d'entreprises)

II. Modifications statutaires.

42. ORES Assets (opérateur des réseaux gaz et électricité). Assemblée générale ordinaire du 22 juin 2017. Ordre du jour. Approbation.

Le conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, annonce qu'en raison des révélations faites par un conseiller communal de Genappe et d'une information ouverte par le Parquet du Brabant, en attendant que toute la lumière soit faite à ce niveau, son groupe s'abstiendra.

Par 29 voix pour et 6 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, Mmes M. C. MARGHEM, M-C. LEFEBVRE, MM. G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, J. DEVRAY, B. LAVALLEE, R DEMOTTE, E. VANDECAVEYE, Mmes B. DEWAELE, H. LELEU, D. CLAEYSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. G. HUEZ, président d'assemblée.
Se sont abstenus : M. J.-M. VANDENBERGHE, M. WILLOCQ, M. B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, MM. X. DECALUWE, S. LECONTE

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville à ORES Assets (opérateur des réseaux gaz et électricité);

Considérant que la représentation de la Ville au sein d'ORES Assets a été établie en séance du 31 mars 2014;

Considérant que l'assemblée générale ordinaire d'ORES Assets aura lieu le jeudi 22 juin 2017, à 10 heures 30, dans les locaux de Namur Expo, 2 avenue Sergent Vriethoff à 5000 Namur.

Considérant que l'ordre du jour est le suivant :

1. Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2016.
 - Présentation des comptes.
 - Présentation du rapport du réviseur.
 - Approbation des comptes annuels d'ORES Assets arrêtés au 31 décembre 2016, des rapports de gestion et règles d'évaluation y afférents et de l'affectation du résultat.
 - Approbation des comptes annuels consolidés d'ORES arrêtés au 31 décembre 2016, des rapports de gestion et règles d'évaluation y afférents.
2. Décharge aux administrateurs pour l'année 2016.
3. Décharge aux réviseurs pour l'année 2016.
4. Rapport annuel 2016. Présentation et échanges.
5. Actualisation de l'annexe 1 des statuts. Liste des associés.
6. Modifications statutaires (dont l'extension jusqu'en 2045 de l'affiliation de la Ville à l'intercommunale ORES Assets).
7. Nominations statutaires;

Considérant que les documents ainsi établis et présentés ne soulèvent pas de remarque particulière du directeur financier;

Considérant le point 6 relatif aux modifications statutaires, qui propose à la Ville l'extension jusqu'en 2045 de son affiliation à l'intercommunale ORES Assets;

Considérant qu'il appartient au conseil communal d'approuver les points figurant à l'ordre du jour;

Sur proposition du collège communal;

Par 29 voix pour et 6 abstentions;

DECIDE

d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire d'ORES Assets (opérateur des réseaux gaz et électricité) du jeudi 22 juin 2017 :

1. Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2016.

- Présentation des comptes.
- Présentation du rapport du réviseur.
- Approbation des comptes annuels d'ORES Assets arrêtés au 31 décembre 2016, des rapports de gestion et règles d'évaluation y afférents et de l'affectation du résultat.
- Approbation des comptes annuels consolidés d'ORES arrêtés au 31 décembre 2016, des rapports de gestion et règles d'évaluation y afférents.

2. Décharge aux administrateurs pour l'année 2016.

3. Décharge aux réviseurs pour l'année 2016.

4. Rapport annuel 2016. Présentation et échanges.

5. Actualisation de l'annexe 1 des statuts. Liste des associés.

6. Modifications statutaires.

7. Nominations statutaires.

<u>42.1. Plan communal d'aménagement révisionnel (dit Desobry). Désignation d'un auteur de projet agréé. Approbation.</u>
--

Le conseil communal passe ensuite à l'examen des points dont l'urgence a été déclarée en début de séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, notamment les articles 48 à 52 traitant du plan communal d'aménagement révisionnel (PCAR);

Considérant que la déclaration de politique communale s'inscrit dans une vision soutenant de l'activité économique et des entreprises notamment dans son chapitre 1 : « agir pour créer de l'activité économique et de l'emploi »;

Vu le programme stratégique transversal 2013-2018 approuvé par le conseil communal du 27 janvier 2014;

Considérant la demande, transmise par la SA Desobry en mai 2015, en vue d'élaborer un plan communal d'aménagement révisionnel du plan communal d'aménagement dit « chemin de Willems » (approuvé par arrêté royal du 25 mars 1965), pour réviser le plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz;

Considérant que cette révision partielle vise le réaménagement du site occupé actuellement par l'unité d'emballage de la biscuiterie Desobry, en intérieur d'îlot, en prévision de son déménagement vers le site où se trouve déjà l'unité de stockage (dans la zone d'activité économique de Tournai Ouest 2);

Considérant que le projet s'inscrit dans un quadrilatère délimité par la rue du Vieux Colombier, la rue Georges Rodenbach, le chemin Willems et le chemin de la Ramée, qu'il comprend des terrains repris en zone d'habitat et en zone d'activité économique mixte au plan de secteur;

Considérant que le site d'activité, qui sera libéré suite au déménagement de l'unité d'emballage, est entouré de logements, qu'il est repris partiellement en zone d'activité économique et en zone d'habitat au plan de secteur et qu'il a été proposé de l'inscrire entièrement en zone d'habitat afin d'y développer du logement ainsi que des activités compatibles et complémentaires avec celui-ci;

Considérant, ainsi, que le projet implique l'inscription d'une zone d'habitat d'une superficie de deux hectares sur des parcelles actuellement reprises en zone d'activité économique;

Considérant, conformément à l'article 49 bis du CWATUP, la décision du collège communal du 26 octobre 2015 sollicitant du gouvernement wallon l'inscription du site sur la liste des projets de plans communaux d'aménagement élaborés ou révisés en vue de réviser le plan de secteur, ainsi que l'autorisation de réviser partiellement le susdit plan communal d'aménagement;

Considérant, par conséquent, que le Gouvernement a repris, par arrêté du 10 décembre 2015, le projet dans la liste des projets de plans communaux d'aménagement élaborés ou révisés en vue de réviser le plan de secteur;

Considérant par la suite, que le ministre de tutelle a autorisé, par arrêté datant du 6 janvier 2017, la révision susnommée;

Considérant qu'en vertu de l'article 50 § 1er alinéa 1 du CWATUP, il appartient au conseil communal de désigner parmi les personnes agréées l'auteur de projet chargé de l'avant projet de PCAR;

Considérant que le bureau d'études Arcea est agréé;

Considérant qu'une convention bipartite a été conclue entre le bureau d'études ARCEA et la société Desobry représentée par Monsieur HUET en vue d'élaborer l'avant-projet du PCAR dit «Desobry»;

Considérant, par ailleurs, qu'en application de cette convention, les frais d'études relatifs au projet de révision planologique seront exclusivement pris en charge par la société Desobry représentée par Monsieur HUET;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1. De viser la convention bipartite entre la société Desobry et le bureau d'études agréé Arcea à savoir :

"Objet : Convention entre DESOBRY SA et le bureau d'études ARCEA SCRL.

1. CONTRACTANTS ET REPRÉSENTANTS

ENTRE

DESOBRY SA, rue du Vieux Colombier, 1 – 7500 TOURNAI,

Représentée par Monsieur Thierry HUET, CEO,

Ci-après dénommée "le maître de l'ouvrage"

ET

Le bureau d'étude ARCEA SCRL, chaussée de Binche, 30 – 7000 MONS (téléphone : 065/309.59.00),

Représenté par Monsieur Hugues SIRAULT, administrateur délégué,

Ci-après dénommé "le bureau d'études".

2. OBJET

Le maître de l'ouvrage confie à l'auteur de projet, une mission partielle de projet (jusqu'à la phase d'avant-projet) pour la réalisation d'un plan communal d'aménagement révisionnel (PCAR) en vue de réviser le plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz, pour y inscrire une zone d'habitat en lieu et place d'une zone d'activité économique mixte.

3. DESCRIPTION DE LA MISSION

3.1. AVANT-PROJET DE PLAN COMMUNAL D'AMÉNAGEMENT

Cette partie de la mission du bureau d'études consiste à élaborer un avant-projet de PCAR conformément au contenu fixé par le SPW DGO4 (Direction de l'aménagement local) et repris ci-dessous :

I. RAPPORT DE SITUATION DE FAIT ET DE DROIT

Analyse de la situation existante de fait pour le périmètre

Documentation cartographique et photographique correspondante

Un plan de la situation existante de fait, sur base cadastrale.

Exemples d'informations à préciser : topographie (courbes de niveau, talus et murs de soutènement,...), activités existantes, structure du bâti, risques (terrains inondables ou autres), pollutions éventuelles, équipements techniques, réseaux de communications, clôtures, éléments marquants de végétation (massifs et arbres isolés importants, haies,...) etc.

Une photographie aérienne.

Quelques photographies des différents sites dont les angles de vue sont figurés sur le plan de la situation existante de fait.

Analyse de la situation existante de droit pour le périmètre :

Dans le cas de la présence d'activités non conformes avec l'affectation de la zone au plan de secteur, relevé des permis.

Documentation cartographique correspondante

Un plan de la situation existante de droit, sauf plan de secteur, sur base cadastrale.

Exemples d'informations à préciser : plan communal d'aménagement en vigueur, schéma directeur, plan directeur, lotissement, permis d'urbanisation, site à réaménager, périmètre de rénovation urbaine, site SEVESO, périmètre NATURA 2000, parc naturel, site classé, périmètre de sauvegarde, etc.

Le bureau d'études fournira également un plan de la situation existante de fait et un plan de situation existante de droit à l'échelle 1/1.000ème.

II. ÉLABORATION DE L'AVANT-PROJET DE PCAR

Sur base de l'analyse de la situation existante réalisée ci-dessus, la mission a pour objectif de définir les options de développement et l'élaboration des esquisses du projet.

es options seront définies en collaboration avec le maître de l'ouvrage et les autorités communales et régionales. Il s'agira au travers de réunions de travail, de définir le programme souhaité par le maître d'ouvrage et les développements envisagés.

Au terme de cette phase, le bureau d'étude établira une esquisse du PCA traduisant ces options de manière graphique, sous forme de plan d'affectation, mais également sous forme de plan masse.

L'étape suivante de la mission a pour objectif l'élaboration de l'avant-projet de PCA.

Après validation de l'esquisse par le maître d'ouvrage et les autres autorités publiques, le bureau d'études réalisera l'avant-projet de PCA.

L'avant-projet de PCA comprend :

Les options d'aménagement

Il s'agit des options fondamentales qui traduisent la structure urbanistique du projet en termes de typologie bâtie, de mobilité, de gestion des espaces verts et des réseaux techniques.

Ces options sont exprimées sous forme de texte, mais également sous forme de schéma permettant une compréhension directe des options fondamentales du projet.

Les options ont pour objectif de décrire les intentions du PCA. Elles ont principalement un but pédagogique permettant d'expliquer quels sont les objectifs de préservation et de développement de l'ensemble, quelle est sa place au sein du contexte paysager.

Ces options servent également de référence lorsqu'un arbitrage doit être réalisé.

Les prescriptions urbanistiques

Les prescriptions urbanistiques revêtent un caractère plus formel. Elles concernent principalement les règles relativement à l'implantation et aux gabarits des bâtiments, ainsi que l'aménagement des espaces extérieurs. Elles visent à assurer un bon aménagement des lieux, compte tenu du contexte paysager environnant.

Ces prescriptions sont établies de manière à être pratiques et compréhensibles. Au besoin, elles seront utilisées par des croquis et des schémas.

Le plan d'affectation

Le plan est établi au 1/1.000 et comprend l'affectation de chaque zone en rapport avec les prescriptions.

Il est réalisé en couleurs, mais il est conçu de manière à être compréhensible en cas de reproduction en noir et blanc pour la facilité des services communaux.

4. HONORAIRES DU BUREAU D'ETUDES

4.1. HONORAIRES

Mission	Honoraires hors TVA
<u>I. RAPPORT DE SITUATION DE FAIT ET DE DROIT</u>	<u>1.200,00 €</u>
<u>II. ELABORATION DE L'AVANT-PROJET DE PCAR</u> <u>Esquisse du PCA</u> <u>Options urbanistiques et planologiques</u> <u>Plan masse sommaire</u> <u>Réunions de travail</u>	<u>6.600,00 €</u>
TOTAL	7.800,00 €

5. FRAIS

Tous les documents seront fournis en 1 exemplaire papier ainsi que sur support informatique. Les exemplaires supplémentaires seront facturés suivant le tarif ci-dessous. Il est toutefois précisé que, compte tenu qu'à ce stade tant le nombre d'exemplaires que le contenu et l'importance du document sont inconnus, il convient de considérer que ces coûts d'impression se réfèrent à l'édition d'un exemplaire unique ou de parties d'exemplaires (c'est-à-dire au total un petit volume d'impression).

Pour l'édition définitive des exemplaires, l'auteur de projet assurera l'impression, avec l'aide d'un sous-traitant, sur base d'un prix préalablement convenu avec le maître d'ouvrage, établi en fonction du nombre d'exemplaires et des caractéristiques du document (nombre de pages, format, couleur, - N/B,...).

Frais de reproduction hors TVA			
Tirage – prix au mètre courant – pour 1 à 3 exemplaires			
	Couleurs	N/B	Papier photo
Largeur 90	25,00 €	12,00 €	65,00 €
Largeur 60	16,00 €	8,00 €	48,00 €
Copie			
	Couleurs	N/B	Papier photo
A3	2,00 €	0,40 €	12,00 €
A4	1,00 €	0,20 €	7,00 €
Reliure			
A3	10,00 €		
A4	10,00 €		

Les prestations complémentaires non comprises dans la description de la mission (réunions de travail complémentaires, réunion de présentation, compléments de mission,...) seront réalisées sur base des tarifs en règle décrits ci-dessous :

Consultant senior : 90,00 €/heure (hors TVA)

Consultant junior : 75,00 €/heure (hors TVA)

Graphiste, technicien, secrétaire : 55,00 €/heure (hors TVA)

Frais de déplacement (incluant les honoraires et l'indemnité kilométrique) :

Pour une personne : 1,40 €/km (hors TVA)

Pour deux personnes : 2,40 €/km (hors TVA)

Pour trois personnes : 3,40 €/km (hors TVA)

5.1. CONDITIONS DE PAIEMENT

Les honoraires sont payables comme suit :

100% au dépôt des documents à l'administration communale de Tournai.

5.2. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS (À REMPLIR)

Les coordonnées de facturation du maître de l'ouvrage sont :

Dénomination et raison sociale :

DESOBRY SA

Personne et/ou service responsable :

Thierry HUET – CEO

Adresse : rue du Vieux Colombier, 1 – 7500 TOURNAI

TVA : BE 0405 – 864 – 232

Référence du Maître de l'Ouvrage : -

6. CONDITIONS GÉNÉRALES

Les conditions générales du bureau d'études ci-annexées font partie intégrante de la présente et sont seules applicables. Le client par sa signature confirme tant la prise de connaissance que la complète acceptation des termes de celles-ci.

La signature de la présente convention fait l'objet de commande sauf indication contraire. La présente convention doit être signée et paraphée sur toutes les pages par chacune des parties. Elle existe en deux exemplaires, chacune des parties reconnaissant avoir reçu le sien».

Article 2. De désigner le bureau d'études ARCEA en qualité d'auteur de projet.

Article 3. De prendre acte de la prise en charge exclusive des frais d'études par la société Desobry représentée par Monsieur HUET, conformément à la convention qui la lie au bureau d'études susnommé.

42.2. Plan communal d'aménagement révisionnel (dit Desobry). Avant-projet. Adoption.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, notamment les articles 48 à 52 traitant du plan communal d'aménagement révisionnel (PCAR);

Considérant que le programme de politique générale s'inscrit dans une vision soutenant de l'activité économique et des entreprises notamment dans son chapitre 1 : «agir pour créer de l'activité économique et de l'emploi»;

Vu le programme stratégique transversal 2013-2018 approuvé par le conseil communal du 27 janvier 2014;

Vu le plan de secteur de Tournai-Leuze-Peruwelz adopté par arrêté royal du 24 juillet 1981;

Considérant la demande, transmise par la SA Desobry en mai 2015, en vue d'élaborer un plan communal d'aménagement révisionnel du plan communal d'aménagement dit «chemin Willems» (approuvé par arrêté royal du 25 mars 1965), pour réviser le plan de secteur de Tournai-Leuze-Peruwelz;

Considérant que cette révision partielle vise le réaménagement du site occupé actuellement par l'unité d'emballage de la biscuiterie Desobry, en intérieur d'îlot, en prévision de son déménagement vers le site où se trouve déjà l'unité de stockage (dans la zone d'activité économique de Tournai Ouest 2);

Considérant que le projet s'inscrit dans un quadrilatère délimité par la rue du Vieux Colombier, la rue Georges Rodenbach, le Vieux chemin de Willems et le chemin de la Ramée, qu'il comprend des terrains repris en zone d'habitat et en zone d'activité économique mixte au plan de secteur;

Considérant que le site d'activité, qui sera libéré suite au déménagement de l'unité d'emballage, est entouré de logements, qu'il est repris partiellement en zone d'activité économique et en zone d'habitat au plan de secteur et qu'il a été proposé de l'inscrire entièrement en zone d'habitat afin d'y développer du logement ainsi que des activités compatibles et complémentaires avec celui-ci;

Considérant que le projet implique ainsi l'inscription d'une zone d'habitat d'une superficie de 2 hectares sur des parcelles actuellement reprises en zone d'activité économique au plan de secteur;

Considérant que la révision partielle contribuera à améliorer la qualité du site en complétant une urbanisation déjà existante, que le projet anticipe le départ de l'activité économique et que le projet vise la transformation rapide du site afin d'éviter qu'il ne devienne un chancre après ce déménagement;

Considérant que le réaménagement assurera aux riverains le retrait des activités en cœur d'îlot et que ces riverains subiront ainsi moins de nuisances liées à l'activité économique, et tout particulièrement les nuisances liées aux déplacements, de par la réduction du nombre de travailleurs, la réduction du nombre de camions et la disparition de l'actuel trafic de clarks (environ 350 mouvements par jour) entre les unités d'emballage et de production (dont le déménagement n'est pas actuellement à l'ordre du jour, mais envisagé dans le futur) de Desobry;

Considérant que le site est situé en première couronne, à l'ouest du centre-ville de Tournai, qu'il est bien desservi par les transports en commun, qu'il est proche de 2 écoles ainsi que de services et de commerces et que le schéma de structure en cours d'élaboration démontre les besoins en habitat sur Tournai et promet leur développement dans ou à proximité du centre-ville;

Considérant que la révision respecte le prescrit de l'article 46 du Code en ce qu'elle est attenante à une zone destinée à l'urbanisation et ne prend pas la forme d'une urbanisation en ruban le long d'une voirie et que l'inscription de la nouvelle zone ne doit pas être compensée dans la mesure où la zone est déjà actuellement destinée à l'urbanisation;

Considérant, au vu de tous ces éléments, et conformément à l'article 49 bis du CWATUP, la décision du collège communal du 26 octobre 2015 sollicitant du gouvernement wallon l'inscription du site sur la liste des projets de plans communaux d'aménagement élaborés ou révisés en vue de réviser le plan de secteur, ainsi que l'autorisation de réviser partiellement le susdit plan communal d'aménagement;

Considérant, par conséquent, que le Gouvernement a repris, par arrêté du 10 décembre 2015, le projet dans la liste des projets de plans communaux d'aménagement élaborés ou révisés en vue de réviser le plan de secteur;

Considérant que, par la suite, le ministre de tutelle a autorisé, par arrêté daté du 6 janvier 2017, la révision susnommée;

Considérant l'entrée en vigueur imminente du CODT (1er juin 2017);

Considérant que la mesure transitoire permettant de poursuivre la procédure de plan communal d'aménagement révisionnel entamée sous le régime du CWATUP, consiste à adopter un avant-projet, élaboré par un auteur de projet agréé, avant le 1er juin 2017 et qu'à défaut, toutes les démarches acquises dans le cadre du susdit plan révisionnel (inscription sur la liste 49 bis du Gouvernement, arrêté ministériel d'autorisation de PCAR) seraient frappées d'obsolescence, ce qui constituerait une perte de temps considérable pour ce dossier (plus de deux ans);

Considérant que cela impliquerait également de recommencer une nouvelle procédure de révision de plan de secteur, dite d'initiative communale, sous le régime du CODT, dont les modalités ne sont pas encore tout à fait définies par les instances régionales;

Considérant, également, les restructurations annoncées au niveau des services régionaux de la direction de l'aménagement local et régional, consécutives à l'entrée en vigueur du CODT;

Considérant que l'ensemble de ces éléments crée un climat d'incertitude incompatible avec le risque financier encouru par le demandeur en vue de développer son entreprise;

Considérant, également, l'enjeu économique lié au dossier notamment en termes d'emploi (+/- 300 emplois);

Considérant qu'il y a lieu, par conséquent, de sécuriser l'activité économique, dont objet, en se donnant tous les moyens de poursuivre ce dossier sous le régime du CWATUP;

Considérant que le projet a été présenté à la CCATM en date du 15 décembre 2015 et qu'il a fait, dans ce cadre, l'objet d'un avis favorable;

Considérant que le projet a fait l'objet de plusieurs réunions de comité d'accompagnement avec la direction de l'aménagement local;

Considérant qu'en vertu de l'article 50 § 1er alinéa 1 du CWATUP, il appartient au conseil communal de désigner parmi les personnes agréées l'auteur de projet chargé de l'avant-projet de PCAR;

Considérant que le bureau d'études Arcea est agréé;

Considérant qu'une convention bipartite a été conclue entre le bureau d'études ARCEA et la société Desobry représentée par Monsieur HUET en vue d'élaborer l'avant-projet du PCAR dit «Desobry»;

Considérant le dossier d'avant-projet déposé en date du 17 mai 2017;

Considérant les grandes options de cet avant-projet :

- Programme résidentiel de 50 à 60 logements (englobant tout l'intérieur d'îlot, en ce compris quelques parcelles qui n'appartiennent pas à la SA Desobry), ce qui représente une densité de +/- 30 logements à l'hectare, laquelle se rapproche de la valeur guide du SSC approuvé provisoirement par le conseil communal du 19 décembre 2016, pour la zone d'habitat attenante;
- Mixité de logements via la combinaison de maisons unifamiliales mitoyennes et semi-mitoyennes (+/-23 maisons) avec des logements groupés (4 immeubles comprenant +/-36 appartements);
- Gabarits bas : R+toiture pour les habitations unifamiliales et R+1+penthouse ou R+2 pour les immeubles à appartements, afin de respecter les gabarits avoisinants et de minimiser les nuisances. Les jardins des maisons unifamiliales sont disposés dos à dos avec les jardins avoisinants de l'îlot pour minimiser également les nuisances;
- L'accès principal se situe à front de la rue du Vieux Colombier. Le bâti à cet endroit (immeubles à appartements) est implanté en recul afin de créer une placette. Une voirie centrale traitée en espace partagé distribue, au départ de cette placette, de part et d'autre le bâti. Elle conduit vers l'arrière, à un espace central, aménagé en parc public. Ce dernier joue un rôle paysager, social et de tampon pour les eaux de pluie. Un accès secondaire est réalisé vers le chemin de la Ramée, mais est principalement réservé aux modes doux;

Considérant la dernière réunion du comité d'accompagnement qui s'est déroulée

le 18 mai 2017, où il a été convenu d'être particulièrement attentif :

- aux besoins en stationnement : à cet égard, il sera pris une norme de 1,5 emplacement par logement, à intégrer dans le bâti (en privilégiant la solution du parking souterrain dans les immeubles à appartements à front de la rue du Vieux Colombier);
- au statut du tronçon de voirie reliant le parc central projeté et le chemin de la Ramée : un dispositif adéquat sera implanté afin d'empêcher les voitures d'emprunter ce dernier;
- au traitement de l'espace partagé pour sécuriser les habitants;
- à la qualité architecturale et aux aspects durables des aménagements;
- à ce que le projet intègre, par souci de cohérence urbanistique et conformément à la demande des instances régionales, tout l'intérieur d'îlot en ce compris quelques parcelles n'appartenant pas à la SA Desobry;

Considérant que le projet pourra encore être amélioré dans le cadre de la poursuite de la procédure PCAR;

Considérant que le PCAR devra être mis en œuvre, après approbation finale par le gouvernement, par un permis d'urbanisation ou un permis de constructions groupées, que cela nécessite, en application de l'arrêté du gouvernement wallon arrêtant la liste des projets soumis à études d'incidences dès lors qu'on dépasse deux hectares, une étude d'incidences sur l'environnement;

Considérant, en application de l'article 50 §2 alinéa 4 du CWATUP, que tout plan communal d'aménagement révisé visant à permettre la réalisation d'un projet soumis à étude d'incidences, doit faire l'objet d'un rapport sur les incidences environnementales;

Sur proposition du collège communal;
A l'unanimité;

DECIDE

Article 1. D'adopter l'avant-projet de plan communal d'aménagement révisionnel dit «Desobry» du plan communal d'aménagement dit «chemin Willems», en vue de réviser le plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz. Il conviendra d'être particulièrement attentif :

- aux besoins en stationnement : à cet égard, il sera pris une norme de 1,5 emplacement par logement, à intégrer dans le bâti en privilégiant la solution du parking souterrain dans les immeubles à appartements à front de la rue du Vieux Colombier;
- au statut du tronçon de voirie reliant le parc central projeté et le chemin de la Ramée : un dispositif adéquat sera implanté afin d'empêcher les voitures d'emprunter ce dernier;
- au traitement de l'espace partagé pour sécuriser les habitants;
- à la qualité architecturale et aux aspects durables des aménagements.

Article 2. De solliciter l'élaboration d'un rapport sur les incidences environnementales de nature à informer à suffisance les autorités qui seront amenées à se prononcer sur la révision planologique envisagée et qu'à l'occasion de l'élaboration de ce rapport, outre le contenu fixé à l'article 50, § 2 du CWATUP, il conviendra d'être particulièrement attentif :

- à ce que le rapport prévoie un phasage ou des solutions alternatives en cas d'absence de mise en œuvre des parcelles n'appartenant pas à la SA Desobry, de sorte que cela ne compromette pas, le cas échéant, la philosophie générale du projet;
- à la problématique de la mobilité et notamment aux besoins en stationnement;
- aux aspects liés à l'état du sol compte tenu de l'utilisation économique passée et actuelle du site Desobry.

42.3. Château de Templeuve. Mouvement citoyen "Autour du château de Templeuve". <u>Information</u>

A l'issue de l'examen de l'ordre du jour et des points en urgence, le conseil communal est invité à examiner les points complémentaires déposés par les conseillers communaux.

Monsieur le Bourgmestre, **Rudy DEMOTTE**, chef du groupe PS, s'exprime en premier :

"Il y a un problème de fond à régler puisque ce bâtiment n'appartient pas uniquement à la Ville. Il est également propriété pour partie de la Communauté française. Je n'ai donc pris qu'un engagement, c'était de transmettre le dossier au ministre communautaire en charge des bâtiments, André FLAHAUT. Il m'a prié de faire passer ce message. Il viendra rencontrer conjointement les représentants de l'association templeuvoise et les autorités communales pour voir quel est le meilleur statut à donner au bien dans son ensemble, sachant qu'il y a également des questions d'emphytéose qui sont posées et que le bâtiment est aujourd'hui partiellement occupé à des tâches multiples. Si on modifiait le statut foncier, la propriété foncière du bâtiment implique évidemment qu'on ait une vision claire sur sa destination finale, notamment au regard de la proposition qui vient d'être faite par le comité citoyen, celle d'un partenariat public – privé. Si tel est le cas, il faut qu'on ait clairement un objectif en termes d'affectation des lieux et de surface disponible. A ce moment-là, on sait quel est le meilleur choix à faire, pour la totalité du bâtiment."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, intervient à son tour :

"Je viens d'entendre que le ministre FLAHAUT viendrait rencontrer les autorités communales. Etant donné le consensus qui règne au sein de ce conseil par rapport au projet, j'imagine que toutes les familles politiques du conseil seront concernées. Il serait un peu contradictoire de demander un soutien inconditionnel de toutes les familles politiques à ce projet et d'avoir des rencontres avec un ministre de référence uniquement par les groupes de la majorité."

Monsieur le Bourgmestre, **Rudy DEMOTTE**, lui répond comme suit :

"C'était tout à fait le sens de mon intervention. Si une solution est trouvée, il faudrait également solliciter l'aide du ministre du patrimoine. Nous avons besoin d'un consensus le plus large possible. Votre demande est donc cohérente."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

PREND CONNAISSANCE

du point complémentaire introduit par Monsieur le Conseiller communal, Louis Cousaert, pour le conseil communal du 29 mai 2017, qui a pour objet le château de Templeuve et le mouvement citoyen "Autour du château de Templeuve" qui a élaboré une plaquette de présentation reprenant les enjeux et les pistes d'action à proposer aux citoyens :

"Le 6 décembre 2016, 9 citoyens issus du monde associatif et soucieux de l'état de délabrement du château de Templeuve se réunissaient pour jeter les bases d'un mouvement citoyen dénommé "Autour du château de Templeuve ". Ce mouvement basé sur l'adhésion personnelle des citoyens, se veut apolitique et au-delà des querelles stériles, participatif avec pour objet d'inciter les citoyens actifs à s'engager à nos côtés, à porter et à partager la démarche entreprise par le collectif, collaboratif avec les autorités communales de la ville de Tournai, propriétaires du château de Templeuve.

L'objectif du collectif vise essentiellement à sensibiliser les autorités de la ville de Tournai au sauvetage du château soit par des fonds publics, soit par un partenariat public/privé, mais également à leur expliquer pourquoi le château tient au coeur des Templeuvois.

De décembre 2016 à mars 2017, le collectif s'est réuni à de nombreuses reprises pour élaborer une plaquette de présentation reprenant les enjeux et les pistes d'actions à proposer aux citoyens. Nous avons pris le temps d'organiser et de structurer notre réflexion pour la présenter aux citoyens et à l'autorité communale.

Tel est l'objet de mon intervention. Je clôturerai celle-ci en remettant une plaquette explicative aux chefs de groupe du conseil communal." .

42.4. Motion pour la refonte substantielle du projet de restructuration de la protection civile.

Le président d'assemblée, **Geoffroy HUEZ**, précise d'emblée qu'une motion similaire a été adoptée par la zone de secours.

Le conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, formule deux remarques justifiant, selon lui, l'adoption de cette motion par la Ville :

- "1. la diminution des effectifs de la protection civile va poser des problèmes de sécurité; la zone de secours ne pouvant pas suppléer.
2. le Fédéral se déleste d'une partie des coûts de la sécurité civile, au détriment des communes."

L'échevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, précise que sur le fond, il est parfaitement d'accord avec la démarche. Sur la forme, la question est de savoir s'il est plus adéquat que la zone l'adopte ou la Ville ?

Madame la Conseillère communale MR, **Marie Christine MARGHEM**, annonce que, dans l'immédiat, son groupe s'abstiendra. Sur le fond, elle aura prochainement un contact avec son collègue du gouvernement fédéral, le ministre Jan JAMBON, pour entendre ses arguments.

La conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, annonce que son groupe soutiendra la proposition du cdH.

Rudy DEMOTTE, chef de groupe PS, informe l'assemblée que sa famille politique soutiendra également la motion.

Par 24 voix pour et 11 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mme M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, R. DEMOTTE, X. DECALUWE, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, S. LECONTE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. G. HUEZ, président d'assemblée.

Se sont abstenus : Mme M. C. MARGHEM, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes B. DEWAELE, H. LELEU, D. CLAEYSSSENS, M. L.-D. CASTERMAN, MM. R. DELVIGNE, A. BOITE

Considérant la motion introduite par le groupe cdH dans l'ordre du jour de la séance du 29 mai 2017, dont les termes suivent :

"MOTION ADRESSEE AU GOUVERNEMENT FEDERAL EXIGEANT LA REFONTE

SUBSTANTIELLE DU PROJET DE RESTRUCTURATION DE LA PROTECTION CIVILE, PREVOYANT LA REDUCTION DRASTIQUE DES PRESTATIONS DE CELLE-CI, LA SUPPRESSION EN WALLONIE DES CASERNES DE GHLIN ET DE LIBRAMONT ET LE MAINTIEN DE LA SEULE CASERNE DE CRISNEE

Le conseil communal de la Ville de Tournai,

Considérant que la nécessité d'assurer à la population et aux entreprises, sur l'ensemble du territoire belge et dans l'équité, une sécurité civile optimale, constitue une responsabilité prioritaire et inaliénable de l'Etat fédéral dans le cadre de ses fonctions régaliennes et du service public dû à ses citoyens;

Considérant l'importance cruciale de la protection civile et de son rôle irremplaçable comme pièce de l'édifice de la sécurité civile au profit des citoyens et des entreprises;

Considérant la réforme des services du Ministère de l'Intérieur affectés à la sécurité civile, entamée en 2007, qui a conduit à la mise en place au 1er janvier 2015 des zones de secours et à la réorganisation, dans ce cadre, des services de pompiers;

Considérant la nécessité de parachever la réforme précitée par l'intégration adéquate des prestations et des services de la protection civile dans la nouvelle architecture de la sécurité civile appuyée sur les zones de secours;

Considérant que ce dernier plan de la réforme de la sécurité civile ne peut avoir pour seul objectif que le fonctionnement optimal, dans la complémentarité, de l'ensemble des services de secours et doit viser, à l'exclusion de toute autre considération d'ordre financier et budgétaire, à mieux protéger le citoyen, ses biens et son environnement en tenant compte des besoins et des réalités du terrain;

Considérant la décision unilatérale, arbitraire et injustifiée du gouvernement fédéral, annoncée le 4 avril 2017 et confirmée par le Ministre de l'Intérieur lors de sa comparution devant la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique de la Chambre des Représentants du 19 avril 2017, de réduire les prestations de la protection civile à un nombre restreint d'interventions spécialisées de seconde ligne, à l'exclusion de tout renfort à la première ligne de secours assurée par les pompiers des zones de secours, et de supprimer 4 des 6 casernes du réseau existant, dont les casernes wallonnes de Ghlin et de Libramont, pour ne maintenir que les seules casernes de Brasschaat en Flandre et Crisnée en Wallonie;

Considérant que la réforme annoncée dans le plan de restructuration de la protection civile constitue dans le chef de l'autorité fédérale un déni de ses obligations spécifiques en matière de sécurité civile, ainsi que de ses charges et responsabilités en la matière;

Considérant que ledit plan s'avère, en outre, dangereux pour la sécurité des citoyens wallons, déséquilibré entre les Régions, inéquitable au détriment de la Wallonie et particulièrement pénalisant pour les territoires ruraux et leurs populations exclusivement situés en Wallonie;

Considérant en particulier que ledit plan :

- constitue, par le repli de la protection civile sur un nombre restreint d'activités de seconde ligne en dehors de toute intervention d'urgence, une réduction des services assurés par l'autorité fédérale en matière de sécurité civile aussi injustifiée qu'inacceptable;
- engendre, dès lors, un transfert de la charge financière liée à la protection de la sécurité civile de l'autorité fédérale vers les communes et contrevient dès lors au principe de neutralité budgétaire de la réforme annoncée envers les différentes entités et autorités territoriales;
- entraîne, en termes d'accessibilité et d'efficacité des secours de la protection civile dans leur nouveau profil d'intervention, une augmentation significative et inacceptable du risque pour une grande partie du territoire wallon, ses communes, ses habitants et ses entreprises, en raison de la localisation excentrée, aux confins du Limbourg et du Brabant flamand, de la caserne de Crisnée comme unique caserne de la protection civile restant en Wallonie et de la suppression des casernes de Ghlin et de Libramont, en particulier pour les communes wallonnes et leurs populations les plus éloignées de Crisnée, notamment dans l'Ouest et le Sud du Hainaut, dans le Sud namurois et en province de Luxembourg;
- pénalise tout particulièrement les communes et les populations des zones rurales wallonnes, en termes d'efficacité opérationnelle et stratégique de leurs zones de secours face à la problématique d'ensemble de la sécurité civile, en raison de la spécificité technique des prestations transférées aux pompiers des zones de secours en matière d'interventions d'urgence et de la menace de déficit dangereux de compétence technique liée à la moindre densité de leurs interventions, qui pèsera sur les services de pompiers des zones de secours rurales dans l'exercice futur des missions nouvelles qui vont leur échoir;

Considérant la récente démarche conjointe, au nom du gouvernement wallon, du Ministre Président, du Ministre des pouvoirs locaux et du Ministre de la ruralité envers le gouvernement fédéral, demandant une concertation urgente en cette matière;

Vu les compétences et les responsabilités des communes et des zones de secours en matière de sécurité civile, d'incendie, d'accident et d'aide médicale urgente;

Vu les conséquences néfastes qu'entraînera inéluctablement, comme exposé ci-dessus, la mise en œuvre du plan de restructuration pour la sécurité des citoyens et des entreprises sur son territoire et sur le territoire d'un grand nombre de communes wallonnes, spécialement en zone rurale;

Réaffirmant, en vertu des compétences communales en la matière, sa légitime préoccupation quant à la sécurité de ses citoyens et des entreprises présentes sur son territoire et son exigence d'une contribution adéquate, conforme à ses responsabilités, de l'Autorité fédérale pour assurer durablement et efficacement cette sécurité;

Exprimant, dans cette même perspective, sa solidarité avec les autres communes wallonnes pénalisées par ce plan et avec leurs populations menacées dans leur sécurité;

Réaffirmant sa solidarité avec l'ensemble des agents de la protection civile et, en particulier, avec ceux affectés par la fermeture annoncée de leur caserne;

Demande

au gouvernement fédéral de charger le Ministre de l'Intérieur de revoir son plan de restructuration de la protection civile, de revenir sur la décision de réduction des prestations de celle-ci et de son retrait complet de la première ligne d'urgence ainsi que sur la suppression, en Wallonie, des casernes de protection civile de Ghlin et de Libramont, et d'ouvrir sans délai, dans cette perspective, le dialogue réclamé par le gouvernement wallon.";

Considérant que cette motion sera adressée au gouvernement fédéral (ministère de l'intérieur);

Par 24 voix pour et 11 abstentions;

DECIDE

d'adopter la motion présentée par le groupe cdH, dont les termes suivent :

" **MOTION ADRESSÉE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EXIGEANT LA
REFONTE SUBSTANTIELLE DU PROJET DE RESTRUCTURATION DE LA PROTECTION CIVILE,
PRÉVOYANT LA RÉDUCTION DRASTIQUE DES PRESTATIONS DE CELLE-CI, LA SUPPRESSION EN
WALLONIE DES CASERNES DE GHLIN ET DE LIBRAMONT ET LE MAINTIEN DE LA SEULE CASERNE DE
CRISNEE.**

Le conseil communal de la ville de Tournai,

Considérant que la nécessité d'assurer à la population et aux entreprises, sur l'ensemble du territoire belge et dans l'équité, une sécurité civile optimale, constitue une responsabilité prioritaire et inaliénable de l'Etat fédéral dans le cadre de ses fonctions régaliennes et du service public dû à ses citoyens;

Considérant l'importance cruciale de la protection civile et de son rôle irremplaçable comme pièce de l'édifice de la sécurité civile au profit des citoyens et des entreprises;

Considérant la réforme des services du Ministère de l'Intérieur affectés à la sécurité civile, entamée en 2007, qui a conduit à la mise en place au 1er janvier 2015 des zones de secours et à la réorganisation, dans ce cadre, des services de pompiers;

Considérant la nécessité de parachever la réforme précitée par l'intégration adéquate des prestations et des services de la protection civile dans la nouvelle architecture de la sécurité civile appuyée sur les zones de secours;

Considérant que ce dernier plan de la réforme de la sécurité civile ne peut avoir pour seul objectif que le fonctionnement optimal, dans la complémentarité, de l'ensemble des services de secours et doit viser, à l'exclusion de toute autre considération d'ordre financier et budgétaire, à mieux protéger le citoyen, ses biens et son environnement en tenant compte des besoins et des réalités du terrain;

Considérant la décision unilatérale, arbitraire et injustifiée du gouvernement fédéral, annoncée le 4 avril 2017 et confirmée par le Ministre de l'Intérieur lors de sa comparution devant la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique de la Chambre des Représentants du 19 avril 2017, de réduire les prestations de la protection civile à un nombre restreint d'interventions spécialisées de seconde ligne, à l'exclusion de tout renfort à la première ligne de secours assurée par les pompiers des zones de secours, et de supprimer 4 des 6 casernes du réseau existant, dont les casernes wallonnes de Ghlin et de Libramont, pour ne maintenir que les seules casernes de Brasschaat en Flandre et Crisnée en Wallonie;

Considérant que la réforme annoncée dans le plan de restructuration de la protection civile constitue dans le chef de l'autorité fédérale un déni de ses obligations spécifiques en matière de sécurité civile, ainsi que de ses charges et responsabilités en la matière;

Considérant que ledit plan s'avère, en outre, dangereux pour la sécurité des citoyens wallons, déséquilibré entre les Régions, inéquitable au détriment de la Wallonie et particulièrement pénalisant pour les territoires ruraux et leurs populations exclusivement situés en Wallonie;

Considérant en particulier que ledit plan :

- constitue, par le repli de la protection civile sur un nombre restreint d'activités de seconde ligne en dehors de toute intervention d'urgence, une réduction des services assurés par l'autorité fédérale en matière de sécurité civile aussi injustifiée qu'inacceptable;

- engendre, dès lors, un transfert de la charge financière liée à la protection de la sécurité civile de l'autorité fédérale vers les communes et contrevient dès lors au principe de neutralité budgétaire de la réforme annoncée envers les différentes entités et autorités territoriales;

- entraîne, en termes d'accessibilité et d'efficacité des secours de la protection civile dans leur nouveau profil d'intervention, une augmentation significative et inacceptable du risque pour une grande partie du territoire wallon, ses communes, ses habitants et ses entreprises, en raison de la localisation excentrée, aux confins du Limbourg et du Brabant flamand, de la caserne de Crisnée comme unique caserne de la protection civile restant en Wallonie et de la suppression des casernes de Ghlin et de Libramont, en particulier pour les communes wallonnes et leurs populations les plus éloignées de Crisnée, notamment dans l'Ouest et le Sud du Hainaut, dans le Sud namurois et en province de Luxembourg;
- pénalise tout particulièrement les communes et les populations des zones rurales wallonnes, en termes d'efficacité opérationnelle et stratégique de leurs zones de secours face à la problématique d'ensemble de la sécurité civile, en raison de la spécificité technique des prestations transférées aux pompiers des zones de secours en matière d'interventions d'urgence et de la menace de déficit dangereux de compétence technique liée à la moindre densité de leurs interventions, qui pèsera sur les services de pompiers des zones de secours rurales dans l'exercice futur des missions nouvelles qui vont leur échoir;

Considérant la récente démarche conjointe, au nom du gouvernement wallon, du Ministre Président, du Ministre des pouvoirs locaux et du Ministre de la ruralité envers le gouvernement fédéral, demandant une concertation urgente en cette matière;

Vu les compétences et les responsabilités des communes et des zones de secours en matière de sécurité civile, d'incendie, d'accident et d'aide médicale urgente;

Vu les conséquences néfastes qu'entraînera inéluctablement, comme exposé ci-dessus, la mise en œuvre du plan de restructuration pour la sécurité des citoyens et des entreprises sur son territoire et sur le territoire d'un grand nombre de communes wallonnes, spécialement en zone rurale;

Réaffirmant, en vertu des compétences communales en la matière, sa légitime préoccupation quant à la sécurité de ses citoyens et des entreprises présentes sur son territoire et son exigence d'une contribution adéquate, conforme à ses responsabilités, de l'autorité fédérale pour assurer durablement et efficacement cette sécurité;

Exprimant, dans cette même perspective, sa solidarité avec les autres communes wallonnes pénalisées par ce plan et avec leurs populations menacées dans leur sécurité;

Réaffirmant sa solidarité avec l'ensemble des agents de la protection civile et en particulier avec ceux affectés par la fermeture annoncée de leur caserne;

DEMANDE

au gouvernement fédéral de charger le Ministre de l'Intérieur de revoir son plan de restructuration de la protection civile, de revenir sur la décision de réduction des prestations de celle-ci et de son retrait complet de la première ligne d'urgence ainsi que sur la suppression, en Wallonie, des casernes de protection civile de Ghlin et de Libramont, et d'ouvrir sans délai, dans cette perspective, le dialogue réclamé par le gouvernement wallon."

43. Questions

Le président d'assemblée invite ensuite les conseillers communaux à poser leur question :

1) Madame la Conseillère communale cdH, Monique Willocq, à propos du relais social urbain de Tournai :

"A l'approche d'une assemblée générale du Relais social, je désire obtenir quelques renseignements le concernant.

Depuis plus d'un an, je désire démissionner du Relais social comme membre de l'assemblée générale et je souhaite vous en donner les raisons.

Tout d'abord, un peu d'histoire : faisant partie des membres désignés par le conseil communal, en date du 26 janvier 2009, année de fondation du Relais social de Tournai, j'en ai été administratrice jusqu'en 2013 et active en ses matières.

A cette date, lors du renouvellement des instances, sur 5 membres représentant les différents partis, seulement ceux de la majorité (2) ont été retenus et je l'ai regretté; le calcul concernant le nombre de représentants a été fait suivant la clé D'Hondt = 7 sièges (maximum), mais la Ville en a désigné moins sans doute pour la parité avec le CPAS.

N'ayant pas été d'accord avec ce principe et de plus avec certaines décisions prises au Relais social, j'aimerais être éclairée sur plusieurs points :

Qu'en est-il réellement de la participation de la ville de Leuze ? Jamais eu de réponse exacte de la part du Relais social.

En recherchant dans le Moniteur belge, je ne trouve aucune modification des statuts, donc aucune publication de la liste des membres du CA actuel. Est-ce normal ?

De plus, à chaque fois que je remplis la fiche de « déclaration de mandats au service public de Wallonie », j'indique « membre de l'assemblée générale ». Exact ou pas ? "

Madame la Présidente du CPAS, **Rita DESENCLOS-LECLERCQ**, répond en ces termes :

"Madame la Conseillère communale, votre question relative au RSUT repose également, je présume, sur le fait que vous en êtes l'un des membres fondateurs. D'ailleurs, vous êtes toujours membre de l'assemblée générale.

Je répondrai à votre question en vous confirmant que les statuts ont bien été revus en 2013, et cela, conformément aux exigences du décret du 26 avril 2012 relatif à la réforme de la loi organique des CPAS concernant les associations chapitre XII, et à la réglementation relative à l'organisation des relais sociaux. Toutefois, suite à des problèmes de coordination, ces nouveaux statuts n'ont pas été publiés au Moniteur belge. Il doit y être remédié dans les plus brefs délais.

En ce qui concerne la participation de la ville de Leuze, bien qu'une concertation entre le RSUT et les acteurs du plan de cohésion sociale leuzois ait été organisée, le collège communal de Leuze n'a pas souhaité concrétiser sa participation.

Quant à la représentation tournaïsiennne au sein du RSUT, elle se base sur une répartition selon la clé d'Hondt, c'est-à-dire, pour la Ville, 2 membres (1 PS et 1 MR) et pour le CPAS, 4 membres (1 PS et 1 MR auxquels on ajoute un représentant de chaque parti non représenté par la clé d'Hondt, mais représenté au parlement wallon soit 1 cdH et 1 Ecolo)."

Le président d'assemblée, **Geoffroy HUEZ**, qui a été commissaire du parti socialiste au relais social, note qu'il sera mis bon ordre dans cette structure.

2) Madame la Conseillère communale ECOLO, Coralie LADAVID, à propos des commerces de la rue de Courtrai à Tournai

"Ayant récemment fait des emplettes chez des commerçants de la rue de Courtrai, certains d'entre eux ont pu m'exprimer la difficulté qu'ils rencontraient quant à la visibilité des places de parking. Ils font face à de nombreux clients ayant des amendes pour mauvais stationnement, alors que ceux-ci s'étaient garés en toute bonne foi à des endroits qu'ils pensaient autorisés. Serait-il possible de rendre les places de parking plus visibles et de mieux indiquer le parking souterrain de la rue Perdue qui est complètement sous-exploité ?

D'autre part, il existe une belle énergie entre les commerçants de ce quartier. C'est encore, et ils sont très rares, un quartier où les commerces bougent à Tournai. Des commerçants déplorent le manque de soutien de la Ville dans leurs initiatives. Est-ce que la Ville n'aurait pourtant pas intérêt à s'appuyer sur cette dynamique pour développer une réelle politique de commerce de proximité à Tournai? Voici une proposition concrète : la Ville pourrait lancer un appel à projet, non pas pour un commerce spécifique, mais pour des projets impliquant plusieurs acteurs. Lesquels ? Au moins deux commerces indépendants (on pourrait même dire au moins deux rues/quartiers ou deux secteurs différents) et une association locale. L'idée est de pousser à un remailage, d'inciter les Tournaisiens à collaborer largement, à dialoguer pour faire émerger des projets.

Petite question subsidiaire, pouvez-vous me donner le coût de l'installation des lampions dans la rue piétonne ?"

Monsieur l'Echevin **Armand BOITE** répond à la question du stationnement :

"Madame la Conseillère,

La question relative au stationnement dans la rue de Courtrai n'a pas manqué d'interpeller les différents services concernés.

Tout d'abord, permettez-moi de replacer le quartier cathédral dans la mémoire de chacun. En effet, lors de la décision prise en conseil communal de rénover tout le quartier autour de la cathédrale et, plus particulièrement, les rues de Courtrai, du Curé Notre-Dame, de l'Hôpital Notre-Dame, rue des Choraux et du Four Chapitre, des Fossés et Dame Odile ainsi que le Marché au Jambon, une majorité de conseillers avait opté pour une zone de rencontre.

L'objectif de la zone de rencontre est d'assurer un déplacement continu, sans rupture de cheminement, pour les piétons et un mouvement continu pour les véhicules. Bien que la circulation ne soit pas strictement interdite, tout doit être mis en œuvre pour la décourager de telle manière qu'elle soit aussi réduite que possible. Des aménagements de voirie ont été réalisés dans ce sens notamment par des bordures surélevées et par une signalisation adéquate.

Le code de la route, que nul n'est censé ignorer, mentionne bien que le stationnement en zone de rencontre est interdit, excepté aux emplacements qui sont délimités par des marques routières ou un revêtement de couleur différente et sur lesquels est reproduite la lettre « P », ce qui est le cas dans les rues précitées.

Si, à la genèse de ce dossier, il ne devait pas y avoir de zone de stationnement, force est de constater que le collège communal a revu sa copie en cours de législature et on dénombre, à ce jour, plus de 40 places marquées ainsi que quelques emplacements réservés aux PMR dans ce quartier.

Le marquage a été réalisé en thermoplastique, qui est plus durable dans le temps, contrairement à quelques marquages réalisés à la couleur dans la rue du Curé Notre-Dame, marquage qui sera refait dès demain et complété par 4 nouvelles places.

Permettez-moi de douter quand vous dites que certaines personnes s'étaient garées de bonne foi et qu'elles ont reçu des amendes. Sciemment, certains se garent dans des endroits non marqués afin d'éviter le contrôle des agents de City parking, mais ils oublient que notre police ou nos agents constatateurs peuvent également verbaliser et c'est souvent plus cher...

Le parking de la rue Perdue dénommé «Parking Grand Place» est sous-exploité : on est tous d'accord et je le regrette bien sincèrement.

Nous sommes en discussion avec les gestionnaires de Q-Park pour essayer de rendre la signalisation encore plus visible qu'elle ne l'est actuellement.

Et pourtant, comme je l'ai rappelé dernièrement, quand il ne trouve pas de place en surface, le conducteur trouve facilement ledit parking. De plus, ce parking est très bien renseigné sur tous les sites disponibles.

Je passe la parole, tout en restant à votre disposition, à Madame l'Echevine Ludivine DEDONDER pour répondre à votre seconde question relative aux commerces."

Avant que Madame l'Echevine Ludivine DEDONDER réponde à la question du commerce, Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, souhaite connaître la position de la famille ECOLO au sujet du nombre de places de parking dans les zones de stationnement.

Pour Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, il s'agit avant tout d'être cohérent. Au départ, ces voiries ne comportaient pas de places de parking. Aujourd'hui, on en prévoit. C'est là, selon elle, que se pose le problème de la cohérence.

Le **président** d'assemblée précise, par ailleurs, que les zones de rencontre ne sont pas réservées exclusivement aux piétons.

Madame l'Echevine **Ludivine DEDONDER** répond ensuite à la question du commerce :

"Je ne pense pas que les quartiers, où les commerçants bougent, soient très rares.

Les commerçants sont, au contraire, de plus en plus nombreux à se regrouper en associations de quartier et à tenter des initiatives pour amener le public à les redécouvrir et ce toujours, s'ils le demandent, avec le soutien logistique et/ou financier de la Ville et de la gestion centre-ville. C'est le cas de la Grand Place, de la rue du Cygne, du quartier de la gare, de la rue Royale, c'est le cas du piétonnier (avec notre aide pour Noël - Tournai en fête, mais aussi pour les décorations suspendues - les lampions ont coûté 4.740,00€ pour 1.600 pièces - pour le démarrage de la brocante dans le quartier, ...), pour la rue de Courtrai : nous avons dernièrement aidé à la bonne organisation du défilé de mode organisé par l'Hair du temps, la gérante me remerciait encore dans un mail datant de la semaine dernière; avant cela, c'étaient les portes ouvertes en novembre pour lesquelles nous les avons aidés en termes de communication et de facilités de stationnement et, depuis plusieurs années, nous aidons le quartier dans le cadre des festivités de fin d'année.

Il est donc faux et injuste (de la politique politicienne sûrement !) d'affirmer que nous ne soutenons pas leurs initiatives, il n'y a pas eu une seule demande verbale ou par mail qui ait été adressée à la gestion centre-ville ou à moi-même sans qu'elle ne trouve d'écho favorable, tout simplement parce

que nous sommes évidemment heureux quand des indépendants s'impliquent pour faire vivre leur quartier et qu'il est bien légitime de conjuguer nos moyens pour que ce soit une réussite.

Quant à votre deuxième partie de question que vous dites "concrète", je l'ai lue, relue, fait lire, relire et je n'ai toujours pas compris où vous vouliez en venir concrètement et commercialement.

Du coup, je me demande si vous n'envisagez pas, par votre question, de me laisser vous suggérer des actions précises à mettre en place... Mais vous me direz... Car comme ce n'est pas clair pour nous, je vais à mon tour vous interroger.

Pensez-vous à des projets d'animation de type "Fashion day", regroupant plusieurs rues comme nous venons de le faire ?

A des ouvertures de commerces, c'est alors notre CREA COMM - notre quatrième boutique vient d'ailleurs de s'ouvrir avec une nouvelle aide au loyer durant un an ? A des primes à l'aménagement, c'est alors le CREA SHOP ?

Imaginez-vous un projet «auberge espagnole» avec plusieurs styles de pop up stores réunis en un lieu ou un quartier ? Si c'est le cas, vous lisez en moi car nous enchaînons les réunions de travail dans ce but...

Ou imaginez-vous tout à la fois, c'est alors le projet de l'ASBL Tournai centre-ville...?

Ou alors c'est tout autre chose et vous allez me l'expliquer ?"

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, réplique en ces termes :

"Ce sont les commerçants qui doivent avoir l'idée. Ce n'est pas nous. Ce n'est pas notre métier. Ce sont eux qui doivent avoir ces idées-là.

Soutenir des initiatives et des idées qui viendraient des commerçants, mais pas de façon collective. On soutient quand ils viennent demander. Je ne dis pas qu'on ne les soutient pas, mais qu'on ne les soutient pas assez. L'idée serait d'inciter les commerçants à se mettre ensemble, à avoir envie d'imaginer. C'est ce qu'on fait avec les associations, où des appels à projet sont lancés, des appels à subsides et on donne des thèmes."

43.1. Approbation du procès-verbal de la séance précédente. Clôture de la séance publique.

Aucune observation n'ayant été formulée en cours de séance, le procès-verbal de la séance publique du 3 mai 2017 est adopté conformément à l'article L1122-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le **président** d'assemblée clôture la séance publique à 22 heures 06, après avoir précisé que la prochaine séance aura lieu le 26 juin 2017.